RAPPORT ANNUEL
CRDI
1984/1985

CANADA

La carte de la page couverture a été établie d'après la projection de Peters et non celle de Mercator à laquelle nous sommes plus habitués.

La projection de Peters innove de plusieurs façons : représentation exacte des superficies à la surface de la terre, y compris les pôles ; situation de l'équateur au milieu de la projection et déformation des contours limitée aux zones intertropicales et polaires. Cette représentation graphique de la Terre permet, croit-on, une meilleure comparaison des régions les plus peuplées du globe.

Arno Peters, professeur à l'Université de Brême, nous a aimablement autorisé à utiliser cette carte.

©Centre de recherches pour le développement international, 1985
Adresse postale : C.P. 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9
Siège : 60, rue Queen, Ottawa

CRDI, Ottawa CA

IDRC-003/85e,f

Rapport annuel CRDI 1984–1985. Ottawa, Ont., CRDI, 1985. 90 p.

/Rapport annuel/, /CRDI/ — /recherche pour le développement/, /projets de recherche/.

CDU: 338.001

ISBN: 0-88936-447-8

Édition microfiche sur demande

Rapport annuel 1984–1985

Centre de recherches pour le développement international

Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) est une corporation instituée en 1970 par le Parlement du Canada pour encourager et subventionner des recherches techniques et scientifiques réalisées par les pays moins avancés, pour leur propre bénéfice.

Les domaines d'étude auxquels le Centre prête une aide professionnelle et financière concernent : l'agriculture ; l'entreposage, le traitement et la distribution des vivres ; la foresterie ; les pêches, la zootechnie ; l'énergie ; les maladies tropicales ; l'approvisionnement en eau ; les services de santé ; l'éducation ; la démographie ; l'économie ; les communications ; les politiques urbaines ; les politiques scientifiques et technologiques ; et les systèmes d'information.

Bien que les fonds du CRDI proviennent totalement d'une subvention du gouvernement du Canada, le Centre est dirigé par un Conseil des gouverneurs international, formé de 21 personnes. Aux termes de sa loi constitutive, le président, le vice-président et neuf gouverneurs doivent être de citoyenneté canadienne ; parmi les dix autres gouverneurs, en fait six sont des ressortissants de pays en développement.

Les programmes du Centre aident les pays en développement à se doter des capacités et des institutions scientifiques requises pour résoudre leurs propres problèmes.

Le CRDI met en évidence le rôle du scientifique dans le développement international et encourage les pays du Tiers-Monde à faire appel aux capacités de leur propre communauté scientifique. Les projets de recherche subventionnés par le Centre sont proposés, élaborés, dirigés et administrés par les chercheurs du Tiers-Monde dans leurs propres pays, en fonction de leurs propres priorités.

Le Centre aide à la création et au soutien de réseaux de recherche internationaux qui permettent aux pays en développement de profiter mutuellement de leurs travaux, de mettre en commun leur expérience et d'effectuer des recherches visant un même but. Il favorise également la coopération entre les chercheurs des pays en développement et leurs homologues canadiens.

Le Centre, qui a son siège à Ottawa, a six bureaux régionaux :

- Dakar, Sénégal : Afrique centrale et occidentale
- Le Caire, Égypte : Moyen-Orient et Afrique du Nord
- Nairobi, Kenya : Afrique orientale et australe
- Singapour : Asie du Sud-Est, de l'Est et pays du Pacifique
- New Delhi, Inde : Asie du Sud
- Bogotá, Colombie : Amérique latine et Antilles

Sommaire

Lettre de transmission du Rapport par la présidente du Conseil 3

Introduction 5

Le Conseil des gouverneurs 26

Cadres supérieurs et Directeurs régionaux 27

Projets ayant fait l'objet d'affectation de fonds au cours de l'année budgétaire 1984–1985

- Sciences de l'agriculture, de l'alimentation et de la nutrition 28
- Communications 34
- Programmes de coopération 35
- Division des bourses 37
- Sciences de la santé 39
- Sciences de l'information 43
- Bureau de planification et d'évaluation 46
- Sciences sociales 46
- Activités spéciales de programme 54

Projets préliminaires des divisions 56

Exposé financier et faits saillants 58

Rapport du vérificateur 67

Bourses 78

Publications et films 89

CANADA

INTERNATIONAL DEVELOPMENT RESEARCH CENTRE

CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

le 1er juin 1985

Le très hon. Joe Clark, C.P., Député
Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures
Ministère des Affaires extérieures
Ottawa, Ontario

Monsieur le Ministre,

Conformément aux dispositions de l'article 22 de la loi constitutive du Centre de recherches pour le développement international, j'ai l'honneur de vous faire parvenir, sous ce pli, le Rapport annuel du Centre de recherches pour le développement international pour l'exercice financier ayant pris fin le 31 mars 1985 comprenant les états financiers du Centre et le rapport du Vérificateur général.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Présidente
Conseil des gouverneurs

Janet M. Wardlaw

Janet M. Wardlaw

Head Office/Siège social: 60 Queen St./rue Queen, P.O. Box/C.P. 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9
Tel./Tél.: (613) 236-6163 • Cable/Câble: RECENTRE • Telex/Télex: 053-3753

Introduction

Au cours de la dernière année, les Canadiens ont sans cesse été témoins de la dure réalité dont souffrent les pays les plus pauvres du monde. La famine éthiopienne a retenu l'attention, et ce de la façon la plus saisissante qui soit. La télévision a enregistré cette tragédie en braquant ses caméras sur des corps que la faim avait ravagés et des visages que le désespoir figeait. Cette souffrance d'octobre 1984 n'existait pas dans un lointain monde imaginaire ; elle était bel et bien présente jusque dans nos foyers. La réaction des Canadiens fut généreuse. En plus de fournir leurs contributions, ils voulaient savoir pourquoi de telles tragédies survenaient encore dans certaines régions du monde, tandis qu'ailleurs on avait remarquablement réussi à maîtriser les technologies de la production et de la distribution alimentaires.

Même si une immense vague de compassion est apparue au moment de la famine africaine, la prise de conscience de nombreux Canadiens remontait à des événements plus anciens.

La dette

La réunion des ministres des Finances du Commonwealth à Toronto, en septembre 1984, constitue un de ces événements, également suivi de près par les médias, la télévision et la radio ayant assuré une bonne couverture des travaux. Les chiffres de la dette d'un grand nombre de pays en développement sont d'autant plus renversants que l'on prend conscience que, parmi les pays les plus endettés, plusieurs comme le Brésil et le Mexique possèdent de nombreuses ressources naturelles. Il y a 10 ans, ces pays semblaient pourtant sur le point d'atteindre un haut niveau économique. Jusqu'à un certain point, leur situation fait oublier que le fardeau de la dette compromet aussi l'avenir d'un grand nombre de pays ayant moins de potentiel pour redresser leur économie. Les chiffres publiés par la Banque mondiale révèlent que 22 pays ont une dette extérieure qui s'élève à plus de 50 % de leur produit national brut. Or, 16 de ces pays sont africains.

Une préoccupation a inévitablement fait surface : les banques canadiennes pourraient être en danger si les pays endettés se voyaient forcés de cesser leurs paiements. Plusieurs Canadiens se demandaient aussi comment on avait pu en arriver à une telle situation. Les systèmes financiers et commerciaux mis en place à la fin des années 40 n'avaient-ils pas permis à l'activité économique internationale de prendre un essor extraordinaire pendant plus de deux décennies, et même de résister aux premiers contrecoups de la hausse des prix du pétrole dans les années 70 ? Nombreux sont les Canadiens qui croyaient que ces systèmes comportaient des mécanismes de maintien de l'équilibre ; ils ont été consternés d'apprendre à quel point cet équilibre avait été renversé.

Les chiffres montrent que les prix des marchandises exportées par les pays en développement avaient nettement chuté en même temps que grimpaient les prix à l'importation. De toute évidence, il est injuste tant moralement qu'économiquement, que le commerce international accentue davantage la pauvreté des populations déjà pauvres. Il ne suffit donc pas simplement de refinancer ou même d'effacer les dettes impayables, mais de savoir comment changer les règles du commerce pour qu'à l'avenir elles soient plus équitables.

La pression démographique

La Conférence internationale sur la population, tenue à Mexico en août 1984, a mis en évidence une autre série d'enjeux. Au cours des 10 années qui se sont écoulées depuis la première conférence du genre à Bucarest, l'espèce humaine a réussi à accroître son espérance de vie moyenne, cherchant aussi à équilibrer cette dernière avec une baisse de fécondité. Or, de tels progrès dans certaines parties du monde, surtout en Asie, n'ont encore pu se réaliser dans l'ensemble de l'Afrique où, il est vrai, des services de santé améliorés ont augmenté l'espérance de vie dans la plupart des pays mais où, en général, le taux de natalité demeure très élevé et l'utilisation des ressources disponibles ne cesse de croître. Au cours des 10 dernières années, l'espérance de vie au Kenya, par exemple, est passée de 50,3 à 55,9 ans, alors que le taux de natalité demeurait à peu près stable à 53 pour mille.

On comprend que les parents qui ont tout juste de quoi vivre voient l'avantage d'avoir plusieurs enfants : le travail manuel, serait-ce celui d'un jeune enfant, vaut plus que ce que l'enfant lui-même consomme. Au Canada, nous connaissons bien cette situation, car les premiers immigrants invoquaient les mêmes raisons pour fonder des familles nombreuses. Cependant, les Canadiens s'inquiètent aussi des prévisions de croissance toujours rapide de la population mondiale au cours des 50 prochaines années, et par la possibilité qu'éclatent des conflits au sujet de l'accès à des ressources limitées. Bien que les réalisations de certaines régions du monde soient pour les Canadiens autant de signes encourageants, ceux-ci désirent ardemment voir les autres régions du monde susceptibles d'en profiter s'engager sur la voie de réalisations semblables.

L'insécurité politique

Parmi toutes les images que les téléviseurs nous transmettent en provenance des pays en développement, la plus fréquente est celle du conflit armé. Si, d'une part, nous pouvons déplorer le fait que les journalistes n'accordent pas une plus grande attention aux réalisations tangibles, d'autre part, nous devons admettre que les conflits existent et qu'ils ont des conséquences désastreuses pour les pays qui ont peiné pour que progresse chez eux la vie économique et sociale.

La guerre civile est le plus destructeur de tous les maux qui risquent d'affliger une société. D'un point de vue historique, nous restons abasourdis devant l'absurde tuerie des combats de gladiateurs et des guerres religieuses. L'humanité sera-t-elle épargnée d'une égale stupéfaction aujourd'hui, face aux cruautés guerrières engendrées par les rivalités idéologiques ? De tels conflits sont souvent la conséquence d'une insécurité économique et sociale sur le plan intérieur ; puis la violence est exacerbée jusqu'à la

catastrophe lorsque les combattants sont couverts d'étiquettes idéologiques, et qu'ils sont perçus comme des mandataires dans le conflit opposant les superpuissances.

Les guerres civiles en Afghanistan, au Nicaragua et au El Salvador sont aujourd'hui interprétées comme des conflits idéologiques Est-Ouest et entretenues par les interventions de tierces parties. Mais, dans tous les cas, les conflits ont éclaté pour des raisons d'insécurité politique interne, celle-ci étant causée par la pauvreté et l'exploitation économique. L'Afrique n'a pas été épargnée : des guerres civiles se poursuivent au Tchad, en Éthiopie, au Soudan, en Angola, au Mozambique et dans l'ancien Sahara espagnol. Une dimension idéologique a été ajoutée, à des degrés divers, à tous ces conflits, le point le plus révélateur demeure cependant que guerre et famine se donnent ici la main, chacun consolidant l'autre. Nombreux sont les Canadiens qui pensent que, si de tels conflits peuvent être évités à l'avenir, il faut redoubler d'efforts pour garantir une distribution plus équitable des ressources entre les pays et dans chacun d'eux.

Les liens

On ne peut isoler aucune de ces préoccupations, chacune étant liée aux autres ; le sous-développement a de nombreuses facettes. Aujourd'hui encore l'attention se porte davantage sur la famine africaine, que beaucoup de Canadiens comprennent, essentiellement, comme un problème environnemental. Alors que le manque de pluie constitue la cause immédiate de la famine, l'on sait au Canada que la production alimentaire ne doit pas être entièrement à la merci des fluctuations climatiques. Notre propre expérience de sécheresses désastreuses dans les années 30 nous a obligés à trouver des moyens pour faire face à l'incidence environnementale de tels événements.

Face aux problèmes de l'Afrique, la diversité des spécialistes engendre une variété des points de vue. Les ingénieurs parlent du besoin de mettre en réserve l'eau de ruissellement ou de capter l'eau souterraine. Les pédologues voient le problème comme une conséquence de l'érosion et en rejettent la responsabilité sur la déforestation ou sur les déprédations par les animaux domestiques. Les spécialistes des sciences sociales mettent en cause les mouvements démographiques qu'a connus l'Afrique, de même que les nouveaux comportements qui résultent de l'abandon d'un style de vie traditionnel. La télévision nous montre le désespoir des réfugiés africains, mais la réaction canadienne affirme l'espoir que l'on puisse faire face à de telles situations, et le fait qu'en ce monde d'interdépendance il est de notre devoir de travailler, de concert avec les Africains, à bannir le spectre de la famine.

Un effort de longue haleine

Les Canadiens sont d'avis que nous devrions aider ; mais ils se demandent, toutefois, si nous sommes capables d'apporter une aide efficace. Bien sûr, plusieurs programmes d'aide mis sur pied n'ont pas atteint leurs objectifs. Il y a cependant des réalisations tangibles. Depuis 20 ans, le taux d'alphabétisation des pays en développement a grimpé. Les services de santé sont encore inadéquats, mais l'espérance de vie s'est accrue dans la plupart des pays ; on a jugulé la variole. Les communications se sont améliorées, et la radio à transistors est accessible à tous ou presque. Maintenant, les populations des pays en développement savent qu'elles ne

sont pas condamnées à la grande misère, et cette conscience même constitue un stimulant qui mobilise leurs propres efforts de développement.

Il y a 30 ans, lorsqu'on nous parlait de famine, il s'agissait presque toujours de l'Asie du Sud. Or aujourd'hui, l'Inde, par exemple, a atteint l'autosuffisance alimentaire et se transforme en un pays industriel important. Il y a 30 ans, il y avait sans doute des famines locales en Afrique, mais peut-être avons-nous alors appris leur existence trop tard pour organiser les secours.

Ainsi, le développement se réalise autant à court terme qu'à long terme. Quand la famine frappe, il faut envoyer des céréales pour aider ceux qui sont touchés. Quand un pays est incapable de payer ses dettes, on ne peut le traiter comme une société commerciale, que l'on met en faillite et dissout ; les institutions financières doivent changer leurs procédures et créer de nouvelles formes d'aide. Quand des conflits intérieurs menacent de détruire le tissu social, la communauté internationale doit intervenir par la voie diplomatique pour éviter toute pression extérieure qui ferait obstacle à un règlement pacifique. Mais il n'existe pas de solutions à court terme pour les problèmes fondamentaux : l'alimentation insuffisante, la maladie débilitante, le manque d'éducation, la croissance incontrôlée de la population, la détérioration de l'environnement, les structures commerciales défavorables. Pour qu'apparaissent des améliorations en ces domaines, nous devons prévoir des périodes de 20 ou de 30 ans.

En ces domaines fondamentaux, les progrès dépendent souvent de l'application de connaissances acquises 20 ans plus tôt. En Inde, la mise en place d'une agriculture autosuffisante a été rendue possible en grande partie par l'utilisation de variétés de blé et de riz à haut rendement que des phytogénéticiens avaient produites dans les années 50 et au début des années 60. La recherche sur l'éducation des enfants et des adultes, menée au cours de la même période, est à l'origine des plus récents succès de l'alphabétisation. Produits dans les années 50, les radios à transistors ne se sont généralisées dans les communautés rurales du monde que dans les années 70 lorsque leur prix eut baissé au point de les mettre à leur portée. Jenner a inventé le vaccin en 1796, mais il a fallu presque deux siècles avant que ne soit jugulée la variole. La réhydratation orale, une technique simple mais efficace pour traiter les maladies diarrhéiques graves, a été mise au point à la fin des années 60, mais faute d'application des millions d'enfants meurent chaque année.

Le CRDI

Le Centre de recherches pour le développement international n'a pas été créé pour apporter des secours d'urgence dans des situations de crise. Mais dans la mesure où il possède des connaissances et une expérience applicables, il se tient prêt à donner des avis professionnels aux gouvernements et aux organismes bénévoles qui ont la responsabilité des mesures d'urgence.

Le CRDI a été créé pour subventionner la recherche et, donc, pour amasser les connaissances suffisantes sur lesquelles s'appuiera le développement à long terme. C'est ainsi que l'on peut affirmer qu'en tout temps il existe au CRDI un certain ensemble de connaissances établies, en réserve et prêtes à être appliquées. Au fur et à mesure que celles-ci sont utilisées, c'est

comme si s'épuisait son actif. Or si le développement à long terme doit poursuivre son patient effort, il faut reconstituer cet actif. La mission principale du CRDI est de subventionner la recherche, surtout la recherche appliquée, dans les pays en développement, pour recréer cet actif.

Par son action d'une part, le CRDI renforce la capacité des pays en développement à effectuer de la recherche et, d'autre part, subventionne des projets portant sur des problèmes particuliers. Les pages qui suivent décrivent tous les secteurs d'activité du CRDI. Chacun de ceux-ci, pris isolément, n'apporte que très peu à la réserve de connaissances nécessaires pour l'avenir.

Le CRDI ne prétend pas posséder une série de recettes fiables qui garantirait des résultats utiles à toutes les activités de recherche. Comme dans toute entreprise scientifique, il nous faut souvent procéder par tâtonnements ; le CRDI tente de tirer profit autant de ses échecs que de ses succès. Un rapport annuel ne contient que les programmes qui ont été lancés au cours de l'année écoulée. Mais le modèle de travail évolue : en gardant un esprit de découverte et d'ouverture face aux idées nouvelles, le CRDI aspire à utiliser ses ressources pour favoriser le plus possible le processus de développement à long terme. Ces ressources proviennent des contributions des Canadiens, telles qu'autorisées par un vote du Parlement. Demain, aucun résultat ne fera la manchette, mais, si l'holocauste nucléaire nous est épargné, il se pourrait que la vie soit meilleure pour des millions de personnes à l'approche du 21^{e} siècle.

Division des bourses
22 projets, 2,6 millions de dollars

L'objectif général de la Division demeure la formation et le perfectionnement de chercheurs, de gestionnaires en recherche et du personnel administratif des pays en développement, afin d'aider à la croissance d'une force autochtone de recherche dans le Tiers-Monde. L'effort porte donc principalement sur les chercheurs de ces pays, même si la Division assure toujours une certaine forme d'appui aux chercheurs canadiens.

La Division continue de diversifier ses programmes pour répondre aux besoins de formation et aux priorités des régions.

Deux nouveaux mécanismes ont été créés : le développement institutionnel et les nouvelles initiatives. Le premier permet de s'attaquer aux besoins de formation d'une manière plus exhaustive, par le biais de projets en collaboration avec des universités, des organismes subventionnaires et autres institutions de pays en développement. Cette nouvelle forme de développement a permis à la Division d'appuyer le Visayas State College of Agriculture, un établissement scolaire régional des Philippines chargé d'organiser et de coordonner la recherche sur les tubercules alimentaires dans ce pays, et d'améliorer les compétences de son personnel par le biais de cours de formation sanctionnés ou non par un diplôme.

Le mécanisme des nouvelles initiatives a pour sa part permis à la Division d'explorer de nouveaux domaines tels que la recherche sur la formation, la formation en gestion de la recherche, les besoins en formation de la Chine et autres types de formation qui nécessitent un système plus

souple et plus réceptif. Ce mécanisme a également permis à la Division de financer la formation, au niveau du baccalauréat et de la maîtrise en sciences, du personnel du Département d'agriculture du Bhoutan. Ce projet vise à former un groupe capable de mener, dans les stations de recherche et sur la ferme, un programme coordonné de recherche sur le riz, culture vivrière vitale du pays.

En 1983–1984 venait s'ajouter un nouveau mécanisme, celui du cofinancement de projets de formation en collaboration avec les autres divisions de programme du Centre. Cette collaboration s'est accrue en 1984–1985 et a débouché sur le financement d'activités telles que la formation, en recherche démographique, de 10 étudiants d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie, au Centre de démographie du Caire, en Égypte. Ces fonctionnaires de niveau junior et intermédiaire suivront des cours sanctionnés par un diplôme touchant notamment la recherche sur les taux de nuptialité et de natalité.

Veuillez consulter la liste complète des bourses à la page 78.

Communications
16 projets, 1,1 million de dollars

Les activités de programme de la Division des communications, qui s'inscrivent dans l'optique de soutien de l'ensemble des efforts de développement, favorisent une meilleure diffusion des résultats des travaux de recherche valables réalisés dans le Tiers-Monde.

Ces activités se situent dans deux domaines : la communication scientifique et le développement des médias. Les projets qui relèvent de la *communication scientifique* visent à aider les centres de recherche nationaux et régionaux à mieux diffuser les résultats de leurs travaux de recherche aux scientifiques des pays en développement et aux vulgarisateurs, enseignants et autres personnes susceptibles de tirer profit de ces résultats, tels quels ou modifiés, dans leur travail. Ils mettent l'accent sur la création de solides programmes d'édition, mais n'excluent pas l'aide à l'amélioration d'autres moyens de diffusion des résultats de recherche. Quant aux initiatives de *développement des médias*, elles aident les journalistes de la presse écrite et électronique dans le Tiers-Monde à faire état des résultats des travaux scientifiques et de leurs effets sur la vie des gens qui forment leurs publics, et à les leur expliquer. Les efforts de la Division ont porté sur la formation en vulgarisation scientifique de journalistes de la presse parlée et écrite et sur le soutien de la préparation de reportages scientifiques pour le Tiers-Monde par des agences de presse des pays en développement ou d'ailleurs.

La Division finance des projets dans tout le Tiers-Monde. En Asie, elle a aidé la Royal Nepal Academy of Science and Technology (RONAST) à diffuser les résultats de travaux de recherche pertinents à la population alphabétisée et non alphabétisée au moyen d'un service régulier de reportages scientifiques pour la presse écrite locale et d'un service complémentaire de reportages scientifiques radiodiffusés. Au nombre des autres projets d'importance financés en Asie au cours de l'année, mentionnons la formation en rédaction scientifique de 17 journalistes asiatiques de la radio qui s'est donnée au Asia Pacific Institute for Broadcasting Development en collaboration

avec l'équipe de rédaction et de production de l'émission scientifique radiophonique *Quirks and Quarks* de la Société Radio-Canada ; un programme de formation en rédaction scientifique pour les journalistes philippins dirigé par la Philippines News Agency et le lancement d'un important projet de collaboration entre l'Institut international de recherches sur le riz (IRRI) et les Presses de l'Université de Toronto, qui consistera à former 48 rédacteurs-réviseurs de centres de recherche nationaux du Tiers-Monde à la révision et à la publication d'ouvrages et de brochures scientifiques.

En Amérique latine, la Pontificia Universidad Católica du Chili a produit, grâce à une subvention, trois bandes magnétoscopiques sur les techniques améliorées de pêche et de commercialisation du poisson, qui ont été utilisées dans des programmes de formation coordonnés par les coopératives locales de pêcheurs. La Universidad Javeriana a dirigé, à l'intention des enseignants des écoles andines de communication, un programme de formation qui portait sur la méthodologie de la formation, l'élaboration de programmes d'enseignement et l'enseignement de la vulgarisation scientifique. Par ailleurs, des fonds ont été octroyés au Centro Regional para el Fomento del Libro en América Latina pour étudier l'industrie de l'édition et les habitudes de lecture au Venezuela et au Pérou dans le cadre des efforts nationaux déployés pour appliquer des politiques d'encouragement de la production et de l'utilisation de livres.

En Afrique, la Division a appuyé un certain nombre de programmes de formation en rédaction scientifique à l'intention de journalistes africains francophones et anglophones. Mentionnons notamment le projet de collaboration avec le Centre d'études des sciences et techniques de l'information (CESTI) à Dakar et le Studio-École de la Voix du Zaïre (SEVOZA) à Kinshasa qui a permis d'offrir une formation à 13 journalistes de la radio de l'Afrique centrale et occidentale ; en Tanzanie, le projet de formation en vulgarisation scientifique organisé par le ministère de l'Information et de la Culture à l'intention de 30 personnes des médias et des services d'information du gouvernement ; et le programme mis sur pied avec la Nigerian Mass Communications Association pour offrir une formation spécialisée en vulgarisation scientifique à 20 journalistes du Cameroun, de la Gambie, du Ghana, du Libéria, du Nigéria et de la Sierra Leone. La Division a par ailleurs financé un important atelier à Dakar portant sur l'édition savante en Afrique occidentale. Il visait à déterminer les contraintes que subit ce type d'édition et à formuler des plans d'action destinés à les éliminer. Cet atelier donnera sans doute lieu à l'élaboration de plusieurs projets au cours de l'année prochaine.

Programmes de coopération
29 projets, 6,3 millions de dollars[1]

Créés au cours de l'exercice 1980–1981, les Programmes de coopération sont devenus une division autonome en 1983–1984. L'objectif principal de cette Division est de promouvoir la collaboration entre les milieux canadiens de recherche et ceux des pays en développement dans la mise en œuvre de projets touchant divers problèmes de développement. À cet objectif majeur s'ajoutent trois autres objectifs importants : premiè-

1. En outre, 28 autres projets, totalisant 7,3 millions de dollars, sont subventionnés par les Programmes de coopération mais administrés par d'autres divisions.

rement, développer la force de recherche scientifique et technique des institutions participantes du Tiers-Monde ; deuxièmement, créer des mécanismes de communication entre les scientifiques ; et troisièmement, inciter des groupes canadiens de recherche à s'intéresser de façon tangible aux problèmes de plus en plus nombreux et divers du Tiers-Monde.

Les affectations budgétaires se présentent sous deux aspects bien distincts : les activités de recherche en coopération avec les divisions de programme du Centre et les activités de recherche menées sous la direction même de la Division des programmes de coopération.

Le premier domaine de spécialisation créé par la Division est celui des sciences de la terre. Les principaux points d'intérêt sont la géologie, la géophysique des dépôts meubles, l'hydrologie, l'hydrogéologie et la géotechnique appliquée à l'ingénierie.

L'étude agrogéologique menée en Tanzanie est un projet type dans ce domaine de spécialisation. Dans la plupart des pays en développement, le maintien de la fertilité du sol pose un grave problème et la substitution des engrais aux éléments nutritifs des végétaux est coûteuse. Cependant, l'utilisation de minéraux locaux peut permettre la libération de petites quantités d'éléments nutritifs selon un processus analogue à celui de la décomposition des roches. Des chercheurs du Département d'études sur les terres de l'Université de Guelph, au Canada, et du Département de pédologie de la Sokoine University of Agriculture, en Tanzanie, étudieront la possibilité d'utiliser des phosphates, des carbonates et certains types de roches ignées comme engrais en Tanzanie. Les résultats du projet pourraient profiter directement aux petits producteurs de maïs et de haricots, qui se verraient offrir une nouvelle source d'engrais peu coûteuse.

La Division a créé un deuxième domaine de spécialisation en 1984–1985, à savoir la technologie pour les entreprises locales. Ce programme met l'accent sur la recherche appliquée et le développement technique au profit des petites et moyennes entreprises des pays en développement. Il porte principalement sur l'innovation et l'amélioration des produits et des méthodes, la gestion des changements technologiques et enfin, les problèmes environnementaux liés aux entreprises locales.

Un projet novateur, auquel collaborent l'Université de la Saskatchewan, à Saskatoon, et la Fundação Sousa Marques de Rio de Janeiro, au Brésil, portera sur l'étude des alliages d'acier industriels. Les autoclaves, tuyaux et autres éléments exposés à des températures élevées et à des conditions de stress peuvent subir une déformation appelée fluage. Cette déformation se produit lorsque les métaux sont soumis pendant de longues périodes à de très fortes pressions ; il s'agit de l'un des facteurs déterminant la durée de vie utile des composantes industrielles. Les deux équipes de recherche étudieront les méthodes actuelles de mesure du fluage et, en utilisant la meilleure, évalueront les dommages et la durée de vie restante de certaines composantes industrielles au Brésil. Les résultats du projet permettront au Brésil de prévoir le remplacement des composantes et de gérer plus efficacement les installations existantes.

Outre ces deux programmes, la Division appuie d'autres domaines de recherche, tels que déterminés par les institutions des pays en développement,

en fonction de leurs propres priorités. La participation canadienne aux projets de recherche en coopération subventionnés par le CRDI ne se limite pas aux universités, elle intéresse également les institutions de recherche gouvernementales. Un projet intéressant, entrepris conjointement par la Royal Scientific Society de Jordanie et le Centre environnemental d'Environnement Canada, porte sur la mise au point et sur l'essai d'un système efficace de surveillance de la pollution de l'air assorti non seulement aux besoins de la Jordanie, mais également à ceux des autres pays en développement utilisant le matériel mis au point par Environnement Canada. Les projets doivent s'inscrire dans les domaines de spécialisation du Canada. La Division met également l'accent sur la formation de scientifiques de pays en développement, particulièrement sur la formation en cours d'emploi.

Sciences de l'agriculture, de l'alimentation et de la nutrition 89 projets, 22,0 millions de dollars

Depuis le début des années 70, le CRDI subventionne des recherches innovatrices sur les systèmes culturaux basés sur le riz. Par le biais de l'Institut international de recherches sur le riz, il a appuyé le Réseau asiatique de recherche sur les systèmes culturaux (ACSN), et financé directement six pays membres de ce réseau, soit le Bangladesh, la Chine, l'Indonésie, les Philippines, le Sri Lanka et la Thaïlande. La création du programme national de recherche aux Philippines est un bon exemple de l'expansion des travaux du réseau sur les systèmes culturaux.

Depuis 1972, avec l'appui du CRDI, l'Université des Philippines à Los Baños (UPLB) effectue des recherches sur la polyculture et l'adoption de ce système dans six communautés rurales. Les agriculteurs, enthousiastes, ont vite adopté les techniques de polyculture proposées, améliorant ainsi sensiblement la productivité et la situation nutritionnelle des communautés visées. Entre 1972 et 1976, le nombre d'agriculteurs intéressés est passé de 29 à 656. Parallèlement, l'indice d'intensité des cultures passait de 1,65 à 2,1 et le pourcentage de la surface ainsi cultivée, de 48 à 75 %. Le projet s'est déroulé sur trois phases et les Philippines possèdent maintenant leur propre réseau de recherche sur les systèmes culturaux. En 1984, plus de 100 sites de recherche avaient été établis au pays.

Grâce à l'approche holistique de la recherche adoptée par l'ACSN, les scientifiques ont vite compris l'importance de l'élevage en riziculture, tant pour la traction animale qu'au plan économique, vu qu'il représente de 20 à 40 % du revenu de la ferme. Dès le milieu de 1982, les scientifiques de l'ACSN étaient suffisamment confiants pour envisager la participation de zootechniciens. Le réseau a mis sur pied plusieurs projets sur les systèmes intégrés de culture et d'élevage et l'ACSN est alors devenu le Réseau asiatique de recherche sur les systèmes d'exploitation agricole (AFSN). Le premier projet subventionné par le CRDI au sein de l'AFSN a débuté en avril 1984 aux Philippines.

L'huile végétale est un élément essentiel du régime alimentaire, pourtant bien des pays en développement en manquent. L'importation d'huiles comestibles absorbe de grandes quantités de devises étrangères qui se font déjà rares. Malgré cela, les graines oléagineuses, à l'exception des arachides et des fèves de soja, font l'objet de peu de recherche à l'échelle

internationale. Dans le but de promouvoir la collaboration dans ce domaine et partant renforcer les programmes nationaux de recherche sur les graines oléagineuses, le CRDI a créé, en 1981, un réseau international de recherche dont le conseiller est en poste en Éthiopie. Ce réseau dessert tous les pays de l'Afrique orientale et australe, du Moyen-Orient et de l'Asie du Sud, et regroupe 12 projets financés par le CRDI en Égypte, en Éthiopie, en Inde, au Malawi, au Mozambique, au Sri Lanka, au Soudan et en Tanzanie. Le *Oil Crops Newsletter* dont le premier numéro, paru en juin 1984, a été largement diffusé à des scientifiques de l'Afrique, de l'Asie et d'ailleurs, contenait des reportages scientifiques et autres, ainsi que des comptes rendus de plusieurs projets entrepris au sein du réseau. Le second numéro devrait paraître bientôt. Par ailleurs, le premier atelier sur les graines oléagineuses, qui a eu lieu au Caire en septembre 1983, réunissait 25 participants représentant 10 pays. Les actes de l'atelier ont été publiés par le CRDI (IDRC–MR93e). Le second atelier, qui s'est tenu à Hyderabad, en Inde, en février 1985, a porté sur deux graines oléagineuses importantes mais généralement négligées : le sésame et le safran. Pendant 4 jours, 38 scientifiques venus de 12 pays ont revu les derniers résultats de recherche sur le sujet et étudié les moyens à prendre pour que les agriculteurs s'y intéressent et pour les diffuser aux communautés agricoles.

À ce réseau de recherche sur les graines oléagineuses vient s'ajouter un projet innovateur faisant appel à la collaboration de scientifiques de la Station de recherche d'Agriculture Canada, à Ottawa, et de scientifiques d'Afrique et d'Asie, rattachés au réseau. Le projet vise la mise au point de méthodes fiables de culture de l'ovule ou du pollen de l'anthère pour la production de variétés diploïdes de sésame, de safran et de guizotia. La création de techniques valables de culture tissulaire que pourront utiliser les producteurs de graines oléagineuses des pays en développement accroîtra considérablement l'utilité de leurs travaux.

Les pâturages et les cultures fourragères sont la source d'alimentation la plus abondante et la plus économique des ruminants. Même si l'Amérique latine consacre environ 80 % des terres au pâturage, la productivité par tête est généralement peu élevée, soit environ 30 % de celle de l'Amérique du Nord. La solution réside dans l'introduction de graminées, de légumineuses, d'arbrisseaux et d'arbres améliorés, plus productifs, sapides et nutritifs, et dans l'adoption de meilleures méthodes de gestion. Le processus de recherche sur les pâturages est toutefois long et coûteux. Il doit, pour que les résultats soient les plus fiables et les mieux applicables, comprendre une étude de la productivité animale. Malheureusement, vu le coût et la complexité des essais sur les pâturages, cette étude est souvent mise de côté dans les pays en développement. C'est pourquoi le CRDI accorde des fonds considérables à la recherche sur les pâturages et les cultures fourragères. Il appuie actuellement, en Amérique latine et dans les Antilles, cinq programmes de recherche nationaux liés au Réseau de recherche sur les pâturages tropicaux que coordonne le Centre international d'agriculture tropicale (CIAT), en Colombie. Depuis le début de 1982, le CRDI finance directement le CIAT pour appuyer les activités du réseau : cette aide a été renouvelée pour une deuxième phase, en 1984, pour la mise au point de méthodes normalisées d'évaluation systématique des pâturages, allant de l'introduction de génotypes sur de petites parcelles, à des essais d'envergure sur les animaux. Plusieurs membres du réseau utilisent ces méthodes avec succès. En outre, on procède

à l'application et à l'évaluation, dans différents écosystèmes de la région, du matériel génétique sélectionné au CIAT et dans les centres nationaux. Douze scientifiques de l'Amérique latine et des Antilles ont, par ailleurs, reçu une formation intensive et les membres du réseau organisent régulièrement des ateliers leur permettant d'échanger leurs résultats.

Depuis 1978, l'Universidad Nacional Agraria La Molina du Pérou reçoit également l'aide du CRDI en ce domaine. L'ivraie et le trèfle en culture associée, produisent, en sol irrigué, jusqu'à 18 tonnes de matière sèche et 15,2 % de protéines brutes. Cette association a servi de base aux modules d'engraissement des moutons, grâce auxquels on a pu obtenir une densité d'occupation de 25 têtes par hectare et un gain quotidien de poids vif de 200 g, par rapport à 1 animal par hectare et un gain de poids de 100 g, dans les pâturages non irrigués. Ce projet a également permis de dispenser une formation très valable, 15 étudiants ayant pu rédiger une thèse au cours du projet.

Le *programme des pêches* poursuit son aide à la recherche sur l'accroissement de l'approvisionnement en poissons des populations. L'aquiculture en Asie, y compris la mariculture et la pêche continentale, est un domaine où l'aide soutenue à la recherche pourrait, à long terme, permettre de remplacer les méthodes aquicoles traditionnelles (fondées sur le tâtonnement) par des méthodes scientifiques et rationnelles de production alimentaire. Dans certains cas, on peut accroître les rendements grâce à la technologie existante, dans d'autres, la technologie moderne offre de meilleures perspectives.

Le programme s'intéresse aux éléments essentiels de toute exploitation aquicole : ensemencement, alimentation, amélioration génétique et lutte contre les maladies. Il a par conséquent poursuivi son appui au projet sur les chanidés mené au Département d'aquiculture du Centre de développement des pêches de l'Asie du Sud-Est (SEAFDEC) aux Philippines, ainsi qu'aux deux projets thaïlandais d'amélioration génétique des poissons d'eau douce et d'utilisation des plantes aquatiques dans l'alimentation des poissons. L'aide accrue à la recherche sur les maladies des poissons et le contrôle des quarantaines s'est traduite par le financement de nouveaux projets en Thaïlande et aux Philippines, qui complètent les projets en cours dans d'autres pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN).

Le programme des pêches a approuvé durant les dernières années différents projets sur l'utilisation de divers types de bassins simples d'élevage. Ces travaux prennent de l'expansion dans un certain nombre de régions à travers le monde. Les systèmes d'élevage à petite échelle offrent de nombreuses possibilités aux petits mariculteurs ou exploitants possédant peu de terre ou de ressources du genre. Puisqu'il s'agit d'exploiter les masses d'eau, le coût total d'exploitation devrait être moins élevé que celui de l'élevage en étangs ou d'un élevage de plus grande envergure, et ne demander aucune méthode de gestion perfectionnée. Les travaux portent sur la mise au point et l'essai, sur place, de différentes installations (flottantes, à filets et fixes) appropriées aux conditions environnementales et aux espèces de poisson. L'alimentation complète des poissons, l'apport ou non de suppléments, selon le niveau de matières nutritives du milieu naturel sont d'importants sujets de recherche. Enfin, il convient de faire une étude

socio-économique de ces systèmes, afin de déterminer leur rentabilité selon les conditions locales comme source d'emplois permanents ou temporaires pour les populations vivant près des plans d'eau.

Au Caire, en Égypte, le CRDI a tenu un atelier pour l'élaboration d'autres projets semblables dans la région. Un atelier, organisé précédemment en Asie, a permis de réaliser des projets en Indonésie, en Malaisie, au Népal, aux Philippines, à Singapour et au Sri Lanka. Dans nombre de pays tropicaux, les pêches artisanales exercent de plus en plus de pression sur les ressources. En raison de la conscientisation plus grande, les gouvernements et les organismes régionaux et internationaux consacrent des efforts croissants pour résoudre ces nombreux problèmes. Le programme des pêches accorde donc un soutien accru à ce secteur. Un atelier, financé récemment par le CRDI à Santiago, au Chili, a débouché sur des avant-projets pour la région de l'Amérique latine, qui seront reliés à un réseau latino-américain de recherche sur le sujet et qui viendront compléter des projets en cours au Bélize, au Chili et en Colombie. Des travaux semblables sont en voie d'élaboration en Afrique et en Asie. On accorde la priorité aux travaux visant à déterminer le niveau des ressources halieutiques et le volume des prises, et à maximiser les revenus des divers groupes vivant de cette ressource. Les données de plus en plus nombreuses sur le cycle de vie des poissons, leur migration et l'accroissement des stocks, ont permis de mettre au point des systèmes de gestion pour les tropiques.

Peu de recherches sur l'amélioration des méthodes de sélection des espèces de poisson ont donné des résultats aussi positifs que ceux obtenus dans le domaine de l'élevage et de l'agriculture. Les chercheurs s'intéressent davantage à cette question, aussi plusieurs projets ont-ils été entrepris récemment au Chili, en Indonésie et en Thaïlande, sur l'huître, la carpe et le tilapia respectivement. Un cours régional de formation de 2 semaines vient d'être dispensé à Singapour, avec la collaboration du personnel de l'Université Dalhousie. Même si l'on parle déjà d'élever, dans l'avenir, des espèces supérieures de poisson, il faut intensifier la recherche appliquée dans les stations expérimentales et les étangs d'aquiculture. Il est maintenant proposé de créer un réseau de projets, à l'échelle de l'Asie. Cette proposition s'inspire, en partie, des résultats obtenus en Thaïlande, à savoir un taux de croissance de 5 à 10 % plus élevé chez le tilapia.

Une nouvelle initiative a vu le jour au sein du *programme de foresterie*. Il s'agit d'un cours de formation en gestion de la recherche forestière, qui a pour objet d'accroître les compétences en gestion, ainsi que les connaissances générales, d'experts dans le domaine. À la fin de 1984, 30 participants représentant 10 pays asiatiques, y compris la Chine, ont suivi un cours de 3 semaines à l'Université nationale de Singapour. La plupart d'entre eux étaient des directeurs d'institutions de recherche en foresterie ou des doyens de facultés de foresterie.

Depuis 1981, la recherche appliquée sur le bambou et le rotin en Asie constitue un domaine prioritaire d'appui du programme de foresterie. Les progrès sont considérables dans ce domaine. La nomination, l'an dernier, d'un coordonnateur à temps partiel est venue consolider le vaste réseau informel de projets sur le bambou et le rotin qui comprend 10 projets actifs et interreliés se déroulant dans sept pays asiatiques.

Le séchage ou la déshydratation est un important moyen de conservation des produits alimentaires. Il empêche les céréales, les tubercules, les fruits, les légumes, le poisson et la viande de moisir, de fermenter et de se putréfier. Le séchage est l'une des méthodes traditionnelles de conservation des aliments les plus utilisées dans les régions rurales du monde en développement. Le plus souvent on expose les aliments au soleil et au vent jusqu'à ce que soit atteint un état d'équilibre entre l'eau contenue dans les aliments et dans l'air de séchage. Cette méthode convient particulièrement aux petites quantités de produits récoltés pendant la saison sèche, lorsque le temps est ensoleillé. Cependant, les grandes quantités de produits commercialisables, destinés aux populations urbaines toujours plus nombreuses, doivent être stockées dans un milieu contrôlé ou subir un séchage mécanique, afin de réduire les pertes et maintenir la qualité des produits.

Le processus de détérioration est rapide et il faut procéder au séchage dès la récolte terminée. On fait alors face à deux problèmes : d'une part, chaque produit possède ses propres caractéristiques de séchage, ce qui suppose l'utilisation d'appareils souples et contrôlables ; d'autre part, le coût du séchage artificiel est élevé. Un projet, mené à l'IRRI, étudie en partie ces problèmes. Un ingénieur coréen de l'Institut a mis au point un séchoir adaptable qui peut être fabriqué à partir de matériaux locaux et qui brûle les balles de riz et autres résidus végétaux. Le CRDI a aidé au perfectionnement, à l'essai et à l'application en Asie de ce séchoir dont la principale caractéristique est une machine à tourbillon, qui chasse l'humidité de la chambre de séchage sans l'aide d'un ventilateur et d'un moteur, pièces indispensables des séchoirs traditionnels dont le coût est trop élevé pour les agriculteurs. Une fois que l'on aura perfectionné l'appareil et établi son système de fonctionnement et de gestion, il y a tout lieu de croire qu'il pourra être largement diffusé. L'appareil est économique, fait de matériaux locaux, adaptable à divers produits, atouts qui en assurent le succès.

Les travaux sur les systèmes de post-production portent toujours sur l'introduction et l'essai, au niveau des villages, de systèmes de mouture, notamment du décortiqueur créé, avec l'appui du CRDI, à l'Institut de biotechnologie végétale du Conseil national de recherches à Saskatoon, au Canada. Les travaux sont menés principalement dans les régions semi-arides de l'Afrique, où les populations rurales se nourrissent surtout de sorgho et de mil, plantes résistant à la sécheresse. Le taux de consommation a néanmoins diminué, même dans les régions où ces cultures sont bien adaptées aux conditions et où elles ont la préférence des consommateurs, car leur décorticage manuel est devenu un processus trop long et dispendieux. La mise au point et l'introduction d'un système de mouture rural et économique, y compris un décortiqueur, une meule et autres éléments périphériques, favoriseraient la commercialisation et l'utilisation des cultures céréalières traditionnelles. Les femmes des régions rurales répondent inévitablement avec enthousiasme aux avantages que présente l'appareil de décorticage.

Au cours de l'année écoulée, la Division a approuvé la réalisation, au Botswana, en Gambie, au Sénégal et en Ouganda, de projets portant sur l'essai et l'introduction, au niveau local, de systèmes de décorticage et de mouture. Le projet du Botswana vise à perfectionner la technique des décortiqueurs introduits avec succès au pays. Les projets de la Gambie et

du Sénégal prévoient la fabrication, sur place, de ces appareils, ainsi que leur introduction. Chacun de ces projets assure la création et la formation de groupes d'intervention compétents pouvant déterminer la demande locale en matière de décorticage, aider les collectivités à installer les appareils de mouture, former des opérateurs locaux, et fournir un service de dépannage. En outre, on a organisé un atelier visant à étudier l'utilisation du décortiqueur dans les pays où il a fait l'objet d'essais. Les résultats seront bientôt publiés sous forme d'un rapport technique sur les connaissances et l'expérience acquises des petits appareils de décorticage mécanique des céréales traditionnelles.

Dans les pays en développement, la manutention et la transformation de grandes quantités d'aliments relèvent de petites entreprises locales qui assurent emplois et revenus, de même que des services à nombre de producteurs et de consommateurs. Les producteurs eux-mêmes assurent quelquefois la transformation des produits. Il s'agit habituellement d'entreprises familiales qui utilisent des méthodes manuelles simples et traditionnelles et qui emploient jusqu'à 25 travailleurs. Les produits sont de faible qualité, les méthodes de production inefficaces et les revenus marginaux. L'introduction de nouveaux appareils ou méthodes de transformation pour l'amélioration des opérations va souvent au-delà de l'introduction et de l'application de changements technologiques. Aussi le *programme des systèmes de post-production* a-t-il adopté une approche méthodologique qui consiste à permettre aux chercheurs de visiter les entreprises et de mesurer eux-mêmes l'étendue des problèmes. Les chercheurs déterminent le degré d'importance des contraintes, définissent les essais nécessaires pour trouver des solutions rapides, et aident les propriétaires et les travailleurs des entreprises à appliquer les nouvelles méthodes.

La Division a récemment approuvé plusieurs projets semblables. Au Guatemala, les pluies diluviennes, pendant le temps de la récolte, posent des problèmes de séchage aux petites coopératives de café forcées de vendre leur produit humide, à bas prix, à des usines de transformations éloignées. Le CRDI a donc financé l'Institut centroaméricain de recherche et de technologie industrielle (ICAITI), un centre régional de recherche et de développement industriel, pour qu'il aide les coopératives à mettre au point et à adopter de petits séchoirs et des méthodes de gestion qui leur permettront de vendre du café séché et d'accroître leurs revenus. Le même institut a reçu une autre subvention en vue d'élaborer, au profit d'une coopérative de producteurs de bananes du Honduras, des méthodes de transformation des bananes que l'on rejette. Au Chili, l'Universidad Austral a tenté, en collaboration avec de petits éleveurs de coquillages, d'améliorer les méthodes de manutention et de transformation, de créer de nouveaux produits transformés, et de les commercialiser. En Malaisie des travaux sont en cours sur l'amélioration des méthodes et des produits des petits producteurs de biscuits à base de poisson, et aux Philippines, nombre de petits producteurs de sauces de poisson devraient bénéficier des résultats des travaux visant à modifier les méthodes traditionnelles, afin d'accélérer le processus de transformation et améliorer les conditions d'hygiène dans les usines.

Un programme de travaux en économie agricole a vu le jour au sein de la Division des SAAN, au cours de la dernière année. Il a pour objet de faire participer des agroéconomistes aux activités de recherche des

divisions des SAAN et des Sciences sociales. Au cours de l'exercice 1984–1985, sept projets auxquels participent des agroéconomistes et des experts en biologie et en physiologie, ont été approuvés. La majorité s'inscrivent dans le cadre de réseaux régionaux ou nationaux de recherche.

Sciences de l'information
44 projets, 7,8 millions de dollars

Les besoins des pays du Tiers-Monde en information sont aussi variés et importants que leurs problèmes de développement. Aujourd'hui, les mesures efficaces et les bonnes solutions à des problèmes, quels qu'ils soient, ne sauraient se faire sans information. Les programmes et les projets de la Division des sciences de l'information portent sur une grande gamme de sujets et servent de nombreux types d'usagers dans le Tiers-Monde, depuis les pêcheurs indonésiens jusqu'aux médecins colombiens en passant par les ministres du gouvernement togolais. Les programmes se répartissent en trois grands groupes : l'information scientifique et technique, l'information socio-économique et les outils et les méthodes d'information.

Dans le domaine des sciences et de la technologie, l'information agronomique reliée à la production alimentaire demeure prioritaire. Au nombre des 14 projets touchant l'agriculture cette année, on compte les projets de collaboration avec les centres suivants : centre d'information des Philippines sur les tubercules alimentaires ; centre de la côte ivoirienne sur la gestion post-récolte des aliments ; centre régional égyptien spécialisé en information sur l'amélioration et la récupération des terres ; et le Centre international d'amélioration du maïs et du blé (CIMMYT), centre mexicain de recherche agricole de renommée mondiale, sur ses activités d'information sur le blé et les petites céréales. Le programme d'information technologique, mis en veilleuse ces dernières années, redémarre. Un projet, réalisé en collaboration avec la Banque de développement des Caraïbes, mettra des services de consultation technologique à la disposition d'entrepreneurs locaux et contribuera à accroître la productivité et améliorer la qualité, les prix et la commercialisation des produits. Outre les projets plus importants dans d'autres domaines, des travaux préliminaires susceptibles d'aboutir à la mise sur pied de projets ont été subventionnés en information sur l'énergie, sur l'océanologie et sur les sciences de la terre.

Les problèmes économiques et sociaux du Tiers-Monde s'aggravent, et pour les résoudre, les dirigeants des pays ont besoin d'informations qui leur permettront de prendre les décisions qui s'imposent. En collaboration avec le Secrétariat du Commonwealth, des travaux ont été exécutés pour mettre au point et à l'essai un logiciel qui aidera les pays de petite et de moyenne taille à rassembler, traiter et analyser des informations sur la dette extérieure aux fins de planification et de gestion financières. L'étude pilote démarrera bientôt au Sri Lanka. Le ministère du Plan, de l'Industrie et de la Réforme administrative du Togo réorganise ses services d'information pour créer des liens efficaces avec le Système panafricain de documentation et d'information (PADIS) afin de favoriser l'utilisation par les fonctionnaires des informations socio-économiques pertinentes au Togo et de diffuser ces informations au public.

Les programmes d'information sur la santé mettent l'accent sur les services de santé, l'approvisionnement en eau et l'hygiène. Dans toute la Thaïlande, les techniciens médicaux se perfectionnent par la lecture des bulletins et des autres documents d'information produits grâce à notre projet. Les autorités nationales de l'eau et de l'hygiène du Pérou changent les habitudes sanitaires de la population grâce aux meilleurs services d'information qu'elles offrent aux administrations locales. En information sur la population, des projets ont été subventionnés au Brésil, au Chili, au Mexique et au Pérou, au profit des centres nationaux qui participent au Système de documentation sur la population en Amérique latine (DOCPAL), coordonné par la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL).

Même si la diffusion et l'utilisation de l'information sont, le plus souvent, les principaux résultats des projets en sciences de l'information, *les outils et les méthodes d'information* sont tout aussi importants. Des méthodes d'utilisation d'indicateurs locaux pour prévoir les famines sont en train d'être mises au point et à l'essai pour le Soudan. Outre le logiciel sur la dette extérieure, la Division subventionne des travaux au Chili pour l'utilisation des micro-ordinateurs afin d'exploiter des données démographiques tirées de grandes bases de données régionales pour la planification locale et nationale. Avec l'aide de la Division, les Chinois travaillent à la mise au point de systèmes bibliographiques capables de traiter des informations en caractères chinois et romains.

Les milieux de l'information que le CRDI dessert au nom du Canada se trouvent dans le Tiers-Monde ; leurs besoins priment. Cependant, les milieux canadiens de l'information ont toujours été disposés à s'associer au travail du CRDI dans ce domaine tant au plan de la consultation, de la formation et de l'évaluation qu'à celui de l'information même et de la technologie. Cette volonté se reflète dans les projets de notre *programme de coopération*. Par exemple, des institutions universitaires, privées, provinciales et fédérales participent à un projet de télédétection pour la Chine et l'Asie du Sud-Est. L'Université de Waterloo aide l'Université de Lagos au Nigéria à cartographier le bassin de la rivière Sokoto-Rima afin de favoriser une meilleure utilisation des terres dans le nord-est aride du Nigéria. Au Québec, la Société encyclopédie d'administration publique aide à la préparation d'un thésaurus trilingue en administration publique internationale axé sur le développement.

En matière d'information, les besoins des pays en développement sont effectivement variés et urgents. La situation économique interdisant toujours l'affectation de fonds suffisants à ce domaine, la Division continuera à appuyer, dans le Tiers-Monde, les activités d'information qui permettront de doter les pays en développement d'une plus grande autonomie et de leur donner la capacité d'améliorer à long terme leur propre condition grâce à une utilisation plus efficace de l'information.

Sciences de la santé
56 projets, 7,5 millions de dollars

La santé fait partie intégrante du développement. Les maladies et les conditions de vie insalubres qui sont le lourd fardeau des populations des pays en développement entravent tout effort de progrès social et économique.

Sous les tropiques, les maladies se propagent et les populations défavorisées des régions rurales et urbaines toujours plus nombreuses se disputent, mais en vain, l'accès aux services de santé.

L'amélioration de la condition sociale et physique des populations défavorisées du Tiers-Monde nécessite des recherches visant à identifier et à évaluer de nouvelles méthodes de conscientisation des collectivités aux questions de santé, et à étudier les divers moyens qu'emploient les populations pour mettre en place et utiliser des services de santé. Il faut également créer les outils dont les populations rurales ont besoin pour obtenir et maintenir des conditions sanitaires acceptables. La Division des sciences de la santé se penche sur ces questions par l'entremise de quatre secteurs interreliés : hygiène maternelle et infantile, maladies tropicales et infectieuses, approvisionnement en eau et services d'hygiène, et hygiène du travail et toxicologie environnementale.

Le secteur de *l'hygiène maternelle et infantile* s'est intéressé davantage aux recherches sur la santé périnatale et les grossesses à hauts risques, l'allaitement maternel et les autres modes d'alimentation des nourrissons, l'incidence sur la santé de l'apport de suppléments de substances nutritives lorsqu'il y a insuffisance et, enfin, l'épidémiologie des maladies diarrhéiques qui restent une cause majeure de morbidité et de mortalité dans le monde en développement.

Au Brésil, dans une région économiquement défavorisée, un projet porte sur l'identification des facteurs maternels et environnementaux responsables du faible poids du nouveau-né et de la mortalité périnatale, dans le but de trouver des moyens de réduire et de prévenir de telles situations. Dans le sud du pays, un autre projet étudie l'influence des divers modes d'alimentation sur la mortalité infantile due aux maladies diarrhéiques, surtout en ce qui concerne l'allaitement maternel, l'utilisation de substituts au lait maternel et les méthodes de sevrage.

En Indonésie, la Division finance, en collaboration avec d'autres organismes, une étude des effets de l'addition de vitamine A aux glutamates de sodium, couramment utilisés dans la cuisson, sur la morbidité infantile et, particulièrement, la cécité et la mortalité. Toujours en Indonésie, une autre étude tente d'identifier les facteurs déterminant les grossesses à hauts risques.

Au Mali, un projet est en cours sur la détermination des divers facteurs qui influent sur le moment et les méthodes de sevrage, dans le but d'élaborer des moyens appropriés pour réduire le taux de mortalité infantile.

Les maladies diarrhéiques font l'objet de nombreux travaux. Au Chili, les chercheurs étudieront les effets de l'addition de suppléments de fer aux mélanges de lait, afin de déterminer si cette méthode, dont l'objet est d'améliorer l'état nutritionnel des enfants atteints de diarrhée, n'augmenterait pas plutôt la gravité de la maladie.

Au cours de l'année écoulée, la Division s'est intéressée davantage aux secteurs de l'hygiène maternelle et infantile et des maladies causées par la malnutrition, comme en font foi les projets subventionnés. Les travaux sur la contraception et la planification familiale en fonction de leurs conséquences sur la santé ont quelque peu diminué.

Le Secteur des *maladies tropicales et infectieuses* a pour sa part financé des projets de recherche dans quatre sous-secteurs généraux : maladies tropicales, maladies infectieuses, maladies sexuelles transmissibles, et études sur les vaccins.

Au Kenya se déroule une étude immunologique de la maladie du sommeil africaine, dans le cadre d'un programme de recherche en collaboration entre l'Université de Victoria, en Colombie-Britannique, et la Kenya Trypanosomiasis Research Organization. D'autre part, un projet brésilien de recherche sur la tuberculose, qui tire à sa fin, évalue les traitements intermittents de chimiothérapie de courte durée et procède à une étude de coût-efficacité de divers traitements. Dans le cadre du réseau latino-américain de recherche sur les maladies sexuelles transmissibles, un nouveau projet sur le *Neisseria gonorrhoeae* producteur de pénicillinase vient d'être entrepris à Cuba.

En Thaïlande, un projet mené conjointement par l'Agence de développement international (AID) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) est à mettre sur pied un centre expérimental de vaccination, le premier établissement du genre en Asie du Sud-Est.

En outre, le secteur a poursuivi son appui au Programme de lutte contre les maladies diarrhéiques de l'OMS, ainsi qu'au Programme de formation et de recherche sur les maladies diarrhéiques du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), de la Banque mondiale et de l'OMS, qui a fait des progrès remarquables depuis sa mise sur pied en 1977.

Plusieurs projets, subventionnés à l'échelle internationale, visent l'accroissement de l'approvisionnement en eau potable, mais peu s'intéressent à la qualité de cette eau. Les méthodes traditionnelles d'évaluation de la qualité de l'eau et les systèmes de classification des sources d'eau peuvent s'avérer coûteux et requièrent souvent du matériel de laboratoire perfectionné et du personnel compétent auxquels plusieurs pays en développement n'ont pas facilement accès. Le secteur de l'*approvisionnement en eau et des services d'hygiène* a par conséquent subventionné, en 1984, des recherches touchant le contrôle de la qualité de l'eau.

Des chercheurs de l'Université de Singapour, de l'Université Malaya, en Malaisie, et de l'Université Mahidol, en Thaïlande, étudient actuellement l'efficacité de deux méthodes innovatrices, l'une permettant l'analyse de l'eau, l'autre, la classification des sources d'eau. Ils mettront également au point une trousse d'analyse et un guide d'utilisation pour la meilleure méthode. Des projets semblables devraient bientôt être entrepris en Amérique latine et en Afrique du Nord.

L'approvisionnement en eau potable, dans les collectivités et les ménages, constitue un autre domaine d'intérêt. Au Botswana, des chercheurs du Centre d'innovation pour les industries rurales étudient le fonctionnement de six distillateurs solaires portatifs servant à dessaler les eaux de surface en vue de leur consommation, et apprennent aux nomades du désert de Kalahari à assembler, opérer et entretenir les distillateurs. En Thaïlande, des travaux sont en cours à l'Université Chiangmai sur l'efficacité des rayons solaires comme moyen économique de stériliser l'eau, sans avoir à la bouillir ou à la purifier.

Le rôle des femmes comme administratrices, chercheuses, réalisatrices et bénéficiaires dans le cadre de projets d'approvisionnement en eau et d'hygiène a fait l'objet de discussions au cours d'un colloque parrainé sur ce sujet par le secteur de l'approvisionnement en eau et services d'hygiène (AESH), à Manille, aux Philippines, en septembre 1984. Les 43 participantes, dont les travaux de plusieurs reçoivent l'appui du CRDI, ont convenu de la nécessité de mener plus de recherches appliquées sur le rôle des femmes dans ce domaine. Plusieurs projets de recherche élaborés au cours du colloque recevront probablement l'appui du secteur de l'AESH.

Les pays du Tiers-Monde en voie d'industrialisation continuent de s'intéresser davantage au problème des accidents de travail et des maladies professionnelles. Parmi les activités qu'il finance, le secteur de *l'hygiène du travail et de la toxicologie environnementale* compte deux projets au Kenya, dont l'un porte sur les causes des accidents chez les débardeurs du port de Mombasa afin d'améliorer les règlements et les méthodes de travail, et l'autre, sur le niveau d'exposition des travailleurs aux solvants, poisons industriels très importants que l'on retrouve dans les industries de l'édition, de l'imprimerie et de la peinture.

Dans le domaine de la toxicologie environnementale, une étude se poursuit en Colombie sur les effets de l'utilisation de l'herbicide paraquat, cause de maladies respiratoires. Bien qu'un seul projet ait été financé dans ce domaine au cours de l'année écoulée, on s'attend que d'autres projets verront le jour, les effets des herbicides sur la santé éveillant de plus en plus d'intérêt.

En 1983, il a été proposé de créer un secteur de *recherche sur les services de santé* qui appuierait des projets portant notamment sur la prestation de services de soins de santé, sur leur gestion et leur planification et sur l'application de la technologie au système de santé. Au cours de l'année écoulée, ces activités ont été administrées par les secteurs existants. L'expansion du secteur proposé fera l'objet de plus amples discussions.

Sciences sociales
124 projets, 12,4 millions de dollars

La Division des sciences sociales a consacré l'essentiel de ses énergies au développement et à la gestion des projets ; elle a cependant surtout mis l'accent sur l'organisation d'ateliers et de rencontres connexes aux activités de projets de recherche.

Comme par le passé, la Division a continué à subventionner des projets s'attaquant à des problèmes spécifiques au développement, et dont les résultats pourront profiter directement aux populations du Tiers-Monde. Que l'on cherche à mieux comprendre une réalité sociale, à prévoir les effets d'une situation présente ou anticipée, ou bien à colliger des informations utiles sur un thème spécifique, la Division s'assure que la méthodologie retenue convient à l'objectif fondamental de chacune des initiatives de recherche.

La Division s'est davantage consacrée cette année à l'Afrique, tant par ses efforts que le nombre de projets. De même, l'Amérique centrale a été l'objet de nouvelles activités de recherche. L'objectif de la Division est bien

sûr d'être présente dans les régions en développement du monde où les besoins sont les plus pressants.

L'orientation fondamentale du CRDI a toujours été d'axer les efforts de recherche sur les besoins des populations rurales du Tiers-Monde. Mais force nous est de constater que l'urbanisation du Tiers-Monde augmente très rapidement au point où à l'heure actuelle, en Amérique latine, les deux tiers de la population vivent en milieu urbain. De même, en Afrique et en Asie, l'exode rural et la croissance de la population entraînent une urbanisation rapide de ces deux continents. Le Centre doit s'adapter à ces tendances, d'où l'essor du *programme de politiques urbaines.*

Le *programme de politiques urbaines* compte un certain nombre de projets de recherche portant sur l'impact et la qualité des infrastructures urbaines au Tiers-Monde. À Dakar au Sénégal, de vastes quartiers de la ville ont très peu d'équipements et de services alors que d'autres sont nettement suréquipés. Le Centre de recherches pour l'habitat, l'urbanisme et l'aménagement du territoire identifiera ces disparités de service et présentera au gouvernement une étude approfondie et à jour. De même, l'Institut des études environnementales de l'Université de Khartoum au Soudan insistera, pour sa part, sur les lacunes des prestations des services de santé du grand Khartoum. En Bolivie, on tentera d'étudier la vulnérabilité des villes de Potosi et de Santa Cruz face aux catastrophes naturelles qui ont déjà rudement éprouvé la population. Sans qu'on puisse les prédire, les risques seront à tout le moins mieux connus et il sera possible de mieux se préparer.

Le Centre de recherche en architecture et en urbanisme de l'Université d'Abidjan en Côte d'Ivoire tentera de mieux cerner la problématique du développement urbain de ce pays. Ces données seront regroupées avec d'autres projets de recherche sur la croissance urbaine en Afrique sous l'égide de l'Institute of Environmental Studies de l'Université de Toronto grâce à un appui des *programmes de coopération.*

La section *économie* de la Division a continué à déployer ses efforts autant sur les études macroéconomiques que microéconomiques dans toutes ses activités d'appui. Des équipes de recherche des Philippines, de la Malaisie, de la Thaïlande et d'autres pays, coordonnées par l'Institute of South East Asian Studies (ISEAS) de Singapour avec la participation de l'Institut Nord-Sud d'Ottawa essaient de mieux comprendre l'incidence des restrictions qu'imposent les pays industrialisés en matière d'échanges sur les perspectives industrielles et commerciales des économies développées et en développement.

Également en Asie, un réseau de chercheurs en sciences sociales et biologiques se consacrera, à une échelle plus restreinte, à l'amélioration de la pêche artisanale. Des efforts similaires sont également engagés en Amérique latine et en Afrique.

La section *éducation* s'est chargée d'organiser plusieurs rencontres dans les régions du Sud et du Sud-Est asiatique dans le but de mieux cerner l'apport des organismes non gouvernementaux (ONG) à leurs communautés respectives. Devrait-on entreprendre des programmes complets de recherche pour évaluer et mieux connaître les incidences de l'action des ONG ? L'Institut de recherche, d'éducation et d'informations sociales et économiques de Djakarta en Indonésie tentera par quatre études de cas portant sur

l'éducation des groupes ruraux et urbains défavorisés de ce pays d'amorcer cette démarche. Également en Asie, un réseau ponctuel d'équipes de recherche explorera les réalisations « d'universités libres » entre autres en Malaisie, en Indonésie et en Thaïlande.

Dans le but d'appuyer les initiatives de recherche déjà amorcées dans ce secteur, le *programme de recherche sur la population et le développement* a tenu une rencontre thématique concernant la main-d'œuvre étrangère contractuelle. Des études similaires sont en cours au Pakistan et au Moyen-Orient. D'autre part, le problème des réfugiés exige toujours une attention soutenue, surtout en Asie qui en compte des populations de longue date et en Afrique avec ses cinq millions de réfugiés sur le continent. On tente présentement de mieux déterminer les caractéristiques de ces populations et de quelle façon la recherche émanant de ces milieux mêmes pourrait améliorer leur sort.

L'unité *science et technologies* a regroupé des équipes de recherche de l'Argentine, du Costa Rica, de la Chine et des Philippines dans le but d'analyser et de comparer des méthodes d'évaluation et d'innovation technologiques utilisées dans les campagnes en matière d'énergie dans ces pays. Cette démarche vise à mieux comprendre la nature et l'étendue des besoins en énergie et de comparer des choix énergétiques et technologiques fort variés visant à satisfaire plusieurs besoins. Les habitudes et les choix énergétiques actuels des usagers servent de prémisses à cette recherche. Enfin, le Groupe de recherche sur l'énergie (GRÉ), financé par le Centre et l'Université des Nations Unies, a complété la mise sur pied de son secrétariat, reçu plus de 100 rapports commandés et amassé une documentation de plus de 4 000 ouvrages. Le GRÉ terminera à l'automne 1985 un rapport sur ses travaux découlant entre autres de deux rencontres tenues au cours de l'année, une première au printemps à Singapour et une deuxième à Ottawa, en décembre.

Le Conseil des gouverneurs

Allison A. Ayida
Lagos (Nigéria)

**Pierre Bauchet
Paris (France)

Gelia T. Castillo
Laguna (Philippines)

Margaret Catley-Carlson
Hull (Canada)

Norman T. Currie
Toronto, Canada
(Fin du mandat : 15 octobre 1984)

Frank A. DeMarco
Windsor, Canada
(Fin du mandat : 15 octobre 1984)

*Liliane Filion-Laporte
**Vice-présidente
Montréal (Canada)

Louis-Edmond Hamelin
Sillery (Canada)

Jorge E. Hardoy
Buenos Aires (Argentine)

*Ivan L. Head
Directeur général
Ottawa (Canada)

**Carl-Göran Hedén
Stockholm (Suède)

Francis Keppel
Cambridge, É.-U.
(Fin du mandat : 15 octobre 1984)

**Peter A. Larkin
Vancouver (Canada)

David J. Lawless
Winnipeg, Canada
(Fin du mandat : 15 octobre 1984)

J. Maurice LeClair
Montréal, Canada
(Démission : 2 mai 1984)

Hadj Mokhtar Louhibi
Alger (Algérie)

Alexander A. MacDonald
Antigonish (Canada)

L'honorable Donald S. Macdonald
Toronto, Canada
(Démission : 4 avril 1984)

**Yelavarthy Nayudamma
Madras (Inde)

L'honorable Rex M. Nettleford, O.M.
Kingston, Jamaïque
(Fin du mandat : 15 octobre 1984)

*Rolland P. Poirier
***Ste-Foy (Canada)*

John B. Stewart
Antigonish, Canada
(Démission : 2 mai 1984)

**Janet M. Wardlaw
Présidente
Guelph (Canada)

Sir Geoffrey Wilson
Oxford, Angleterre
(Fin du mandat : 24 octobre 1984)

**Comité de direction
*Comité des finances et de la vérification

Cadres supérieurs

Ivan L. Head
Directeur général

Raymond J. Audet
Vice-directeur général, Ressources

Joseph H. Hulse
Vice-directeur général, Programmes de recherche

James Mullin
Vice-directeur général, Programmes de collaboration

John E. Woolston
Vice-directeur général

Robert Auger
Secrétaire et conseiller juridique

Gérald R. Bourrier
Directeur, Ressources humaines

W. Douglas Daniels
Directeur, Planification et évaluation

Vernon G. Jorssen
Contrôleur général et trésorier

Reginald L. MacIntyre
Directeur, Communications

J. Allan Rix
Directeur, Bourses

David W. Steedman
Directeur, Sciences sociales

Martha B. Stone
Directrice, Sciences de l'information

Mousseau Tremblay
Directeur, Programmes de coopération

Richard Wilson
Directeur, Sciences de la santé

Hubert G. Zandstra
Directeur, Sciences de l'agriculture, de l'alimentation et de la nutrition

Directeurs régionaux

L. Fernando Chaparro
Amérique latine et Antilles (Bogotá)

Jacques Diouf
Afrique centrale et occidentale (Dakar)

Jingjai Hanchanlash
Asie du Sud-Est et de l'Est (Singapour)

Fawzy Kishk
Moyen-Orient et Afrique du Nord (Le Caire)

Vijay Pande
Asie du Sud (New Delhi)

R. Bruce Scott
Afrique orientale et australe (Nairobi)

Projets ayant fait l'objet d'affectation de fonds au cours de l'année budgétaire 1984–1985

Sciences de l'agriculture, de l'alimentation et de la nutrition

83-0123 LÉGUMINEUSES ALIMENTAIRES EN AFRIQUE DU NORD (ICARDA)
Centre international de recherche agricole dans les zones arides (ICARDA), Alep, Syrie. Mettre au point des cultivars améliorés de féverole, de pois chiche et de lentilles, et encourager leur adoption, ainsi que celle de méthodes culturales améliorées, par les cultivateurs de légumineuses. 599 300 $ — 36 mois.

83-0141 PLANTATIONS D'ARBRES — BOIS DE CHAUFFAGE (ZAMBIE)
Ministère des Terres et des Ressources naturelles, Lusaka. Identifier des espèces d'arbres à croissance rapide et mettre au point des méthodes de gestion améliorées convenant à des plantations de grande échelle. 192 200 $ — 36 mois.

83-0227 TROIS TYPES DE FOURRAGE (INDONÉSIE)
Universitas Udayana, Denpaser. Afin de permettre au Département de nutrition et des sciences des fourrages tropicaux de mettre au point et d'évaluer un système amélioré de gestion des terres, des cultures et de l'élevage à Bali. 216 000 $ — 60 mois.

83-0282 ENGRAIS PHOSPHATÉS (IFDC/ AFRIQUE OCCIDENTALE) — PHASE II
Centre de développement des engrais (IFDC), Muscle Shoals, États-Unis. Identification de bons engrais phosphatés, adaptés agronomiquement et socio-économiquement au Mali, qui peuvent être produits à partir des gisements locaux de phosphate. 322 500 $ — 24 mois.

83-0287 MALADIES DES POISSONS (PHILIPPINES)
Bureau des pêcheries et des ressources aquatiques, Quezon City. Mise en place d'un programme de recherche national pour accroître la production de poissons élevés en eau douce ou saumâtre, grâce à la prévention, au contrôle et au traitement des maladies des poissons. 501 600 $ — 36 mois.

83-0291 DÉVELOPPEMENT DES PÊCHES (COLOMBIE)
Fondo Colombiano de Investigaciones Científicas y Proyectos Especiales Francisco José de Caldas, Bogotá. Mise à jour de l'information sur l'état des ressources halieutiques, les opérations de pêche et l'infrastructure de commercialisation sur la côte nord-est des Antilles afin de mettre au point un modèle pratique de développement de la pêche pour les petites collectivités. 187 200 $ — 18 mois.

83-0300 CENTRE RÉGIONAL D'APPROVISIONNEMENT EN GRAINES (ZIMBABWE)
Zimbabwe Forestry Commission, Harare. Approvisionner le Zimbabwe, le Botswana, le Kenya, Madagascar, le Malawi, le Rwanda, le Swaziland, la Tanzanie, l'Ouganda et la Zambie en semences forestières certifiées à des fins de recherche et de développement en mettant sur pied des installations permettant de traiter, de stocker, de tester et de distribuer, dans les régions, des graines de qualité d'origine connue. 340 950 $ — 36 mois.

84-0015 ENTREPOSAGE DU RIZ DE MONTAGNE (SIERRA LEONE) — PHASE II
Ministère de l'Agriculture et des Ressources naturelles, Freetown. Permettre au Rice Research Station de mettre au point des systèmes améliorés d'entreposage du riz à la ferme, de déterminer et de diminuer les pertes post-production. 110 100 $ — 36 mois.

84-0016 MISE AU POINT D'UN DÉCORTIQUEUR (SÉNÉGAL)*
Société industrielle sahélienne de mécaniques de matériel agricole et de représentations, Dakar, et le Centre national de recherches agronomiques, Bambey. Mise au point d'un décortiqueur qui répondrait aux besoins de traitement des grains récoltés localement pour un village et qui pourrait être fabriqué au Sénégal. 303 200 $ — 36 mois.

84-0020 TECHNIQUES POST-RÉCOLTE DU RIZ (THAÏLANDE)
Ministère de l'Agriculture et des Coopératives, Bangkok. Évaluer et promouvoir les nouvelles techniques de séchage du paddy, d'usinage et d'entrepo-

1. L'astérisque indique que l'accord entre le CRDI et le bénéficiaire n'a peut-être pas été signé.

sage du riz, dans les diverses conditions de la région. 370 600 $ — 36 mois.

84-0021 SYSTÈMES CULTURAUX (JAMAÏQUE)
Instituto Interamericano de le cooperación para la Agricultura, San José, Costa Rica. Permettre au ministère de l'Agriculture du Gouvernement de la Jamaïque d'élaborer et d'appliquer un programme de recherche sur les systèmes culturaux dans deux zones écologiques de la région relevant de la compétence de l'Office des terres de Sainte-Catherine. 375 700 $ — 36 mois.

84-0024 TRANSFORMATION DE LA VIANDE (PAKISTAN)
Pakistan Council of Scientific and Industrial Research, Karachi. Mettre au point et améliorer un système de production d'aliments séchés dérivés de la viande de boeuf à l'aide de séchoirs mécaniques et solaires. 181 600 $ — 48 mois.

84-0026 SYSTÈMES DE RIZICULTURE (IRRI-BHOUTAN)
Institut international de recherche sur le riz (IRRI), Los Baños, Philippines. Pour que le Bhoutan développe et adopte des technologies appropriées afin d'accroître la productivité des rizières et d'améliorer le revenu et l'état nutritionnel des petits fermiers. 690 200 $ — 60 mois.

84-0027 CULTURE INTERCALAIRE (NIGÉRIA) — PHASE II
Centre international de l'élevage pour l'Afrique, Addis-Ababa, Éthiopie. Élaboration de systèmes intégrés de culture intercalaire, destinés aux récoltes et au bétail, pour les petites exploitations agricoles d'Afrique occidentale. 251 500 $ — 24 mois.

84-0028 RÉSEAU DE RECHERCHE SUR LES SOUS-PRODUITS (CIEA)
Centre international pour l'élevage en Afrique (CIEA), Addis-Ababa, Éthiopie. Mise sur pied d'un réseau africain pour encourager la recherche sur l'utilisation des résidus de culture et des sous-produits agro-industriels pour la production animale. 405 100 $ — 36 mois.

84-0031 SOUS-PRODUITS (ÉGYPTE) — PHASE III
Université d'Alexandrie. Conception de meilleurs systèmes de production animale pour deux villages situés dans le delta égyptien en utilisant des rations alimentaires bon marché préparées avec des sous-produits locaux. 299 600 $ — 36 mois.

84-0038 ÉTUDE PÉDOLOGIQUE (IBSRAM)
Australian Centre for International Agricultural Research, Canberra. Permettre au Centre de contribuer aux frais de base engagés par l'International Board for Soil Research and Management (IBSRAM), Canada, au cours de la première année. 100 000 $ — 18 mois.

84-0039 AMÉLIORATION DES GRAINES OLÉAGINEUSES DES HAUTES TERRES (ÉTHIOPIE) — PHASE II
Institut de recherche agricole, Addis-Ababa. Mise au point de techniques de production et de méthodes culturales améliorées, ainsi que de variétés à rendement plus élevé et stable, convenant à la fois aux producteurs et aux consommateurs. 337 500 $ — 36 mois.

84-0040 SYSTÈMES D'EXPLOITATION AGRICOLE (ÉTHIOPIE)
Institut de recherche agricole, Addis-Ababa. Concevoir une méthodologie pour sélectionner et implanter des systèmes agricoles innovateurs destinés à augmenter la production animale et les rendements agricoles. 325 400 $ — 36 mois.

84-0044 BOISEMENT DES HAUTES TERRES (PÉROU) — PHASE III
Instituto Nacional Forestal y de Fauna, Lima. Déterminer les essences forestières appropriées et mettre au point des techniques pour l'établissement de plantations sur des exploitations marginales situées dans les hautes terres andines. 340 920 $ — 36 mois.

84-0045 BOISEMENT DES ZONES ARIDES (PÉROU)
Instituto Nacional Forestal y de Fauna, Lima. Mettre au point des techniques appropriées pour l'établissement de plantations forestières irriguées destinées à produire du bois et du fourrage, à servir d'abri et à contrôler l'érosion des basses terres arides du littoral péruvien. 247 040 $ — 36 mois.

84-0046 CULTURE DE TISSUS/ROTIN (MALAISIE)
Ministère des Industries primaires, Kuala Lumpur. Permettre au Forest Research Institute, Kepong, de mettre au point des techniques efficaces de distribution massive de rotin commercial afin de répondre à la demande croissante de matériel de plantation. 120 690 $ — 36 mois.

84-0047 AMÉLIORATION DES HABITATIONS EN BAMBOU (BANGLADESH)*
Bangladesh Agricultural Research Council, Dhaka. Permettre au Forest Research Institute de mettre au point des techniques simples et peu coûteuses capables de prolonger la durée de vie des maisons katcha et des habitations rurales. 78 850 $ — 36 mois.

84-0048 PRÉSERVATION DU BAMBOU (INDONÉSIE) — PHASE II
Universitas Gadjah Mada, Yogyakarta. Mise au point de techniques améliorées et peu coûteuses pour rendre les produits de bambou plus durables. 55 400 $ — 36 mois.

84-0066 RÉSEAU AFRICAIN DE RECHERCHE EN AGROFORESTERIE (CIRAF)
Conseil international pour la recherche en agroforesterie (CIRAF), Nairobi, Kenya. Renforcer la capacité des instituts d'agriculture et de foresterie de l'Afrique inter-tropicale pour élaborer de bonnes technologies

destinées à améliorer les systèmes actuels d'utilisation des terres. 521 080 $ — 24 mois.

84-0075 ÉLEVAGE DES CHÈVRES ET DES MOUTONS (ZIMBABWE)
Université du Zimbabwe, Harare. Permettre au Département de zootechnie d'élaborer des techniques améliorées d'élevage de moutons et de chèvres susceptibles d'être adoptées par les agriculteurs des communes du Zimbabwe. 236 600 $ — 36 mois.

84-0076 SYSTÈMES D'ÉLEVAGE DU BÉTAIL (TANZANIE)
Livestock Production Research Institute, Mpwapwa. Améliorer la gestion des pâturages, élaborer des méthodes d'alimentation du bétail, de composition des troupeaux et de gestion susceptibles d'être adoptées par les fermiers du secteur agricole traditionnel de la Tanzanie centrale. 317 700 $ — 36 mois.

84-0081 TRANSFORMATION DE LA BANANE (HONDURAS)
Instituto Centro Americano de Investigación y Tecnología Industrial, Guatemala City. Étudier la possibilité d'implantation d'une usine de transformation de la banane dans une coopérative rurale de production de bananes au Honduras. 97 100 $ — 12 mois.

84-0088 SYMBIOSE RACINAIRE (SIERRA LEONE)
Université de Sierra Leone, Freetown. Permettre au Département d'agronomie du Njala University College de sélectionner des légumineuses arborescentes à croissance rapide, aptes à fixer efficacement l'azote et le phosphore, afin de les intégrer aux systèmes agroforestiers de Sierra Leone. 43 400 $ — 36 mois.

84-0091 AIDE À L'ÉTABLISSEMENT DU SACCAR
Ministère des Finances et de la Planification du Développement, Gabore, Bostwana. Mettre à la disposition du ministère de l'Agriculture un directeur de recherche intérimaire qui, en collaboration avec les États membres du Comité de coordination du développement de l'Afrique australe, mettra sur pied le Centre sud-africain de coopération en recherche agricole (SACCAR). 124 100 $ — 8 mois.

84-0105 SOUS-PRODUITS (CAMEROUN)*
Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Cameroun. Permettre à l'Institut de recherches zootechniques d'étudier les systèmes de production de petits ruminants dans la Province du Nord-Ouest du Cameroun et de déterminer les techniques d'alimentation des moutons et des chèvres qui conviennent le mieux aux petits fermiers. 124 900 $ — 36 mois.

84-0112 AMÉLIORATION DU TRAITEMENT (PHILIPPINES)
National Institute of Science and Technology, Manille. Permettre aux responsables du Programme de recherche sur la technologie alimentaire d'améliorer les opérations, la productivité et la rentabilité des petites usines de production de sauce de poisson fermenté aux Philippines. 119 100 $ — 36 mois.

84-0113 SCOLYTE DES CERISES DE CAFÉ (CIBC–MEXIQUE)
Institut du Commonwealth pour la lutte biologique (CIBC), Curepe, Trinidad et Tobago. Élaboration de méthodes de lutte biologique afin de réduire les dommages causés par le scolyte des cerises de café, au Mexique. 329 500 $ — 36 mois.

84-0114 MÉTHODES CULTURALES ET PHOSPHATES NATURELS (IFDC/CIAT) — PHASE II
Pour que le Centre international de développement des engrais (IFDC), Muscle Shoals, États-Unis, puisse, en collaboration avec le Centre international d'agriculture tropicale (CIAT), Cali, Colombie, mettre au point des engrais phosphatés peu coûteux et efficaces à base de phosphates naturels locaux, ainsi que des méthodes appropriées de gestion pour les petits fermiers andins des zones tropicales de moyenne et haute altitude. 755 000 $ — 36 mois.

84-0115 AMÉLIORATION DU TRAITEMENT (MALAISIE)
Institiut Penyelidikan dan Kemajuan Perusahaan Malaysia Berhad, Kuala Lumpur. Améliorer les opérations, et par conséquent, la productivité, la rentabilité et la qualité des produits des petites usines de keropok (biscuits à base de poisson) en Malaisie. 141 800 $ — 36 mois.

84-0119 ARBRES AUTOCHTONES (MALI)
Ministère du Développement rural, Mali. Permettre à l'Institut national de la recherche zootechnique, forestière et hydrobiologique de mettre au point des espèces forestières autochtones afin de les insérer dans les programmes nationaux de reboisement. 118 950 $ — 36 mois.

84-0120 SOUS-PRODUITS (NIGÉRIA)
Université d'Ife, Ile-Ife. Permettre au Département de zootechnie de la Faculté d'agriculture de mettre au point et d'expérimenter, sur la ferme, des rations à base de gousses de cacao et d'écorces de racines de manioc. 125 600 $ — 36 mois.

84-0121 ÉLEVAGE DE CHÈVRES (SWAZILAND)
Université du Swaziland, Kwaluseni. Étudier les systèmes traditionnels d'élevage de chèvres afin de déterminer les difficultés sociales et techniques et mettre au point de meilleures méthodes de gestion. 15 500 $ — 18 mois.

84-0122 TRAITEMENT DU CAFÉ (GUATEMALA)
Pour que l'Institut centroaméricain de recherche et de technologie industrielle du Guatemala, en collaboration avec la Federación de Cooperativas Agrícolas de Productores de Café de Guatemala, puisse mettre au point des techniques améliorées de traitement du café pour les coopératives de petits planteurs de café. 174 340 $ — 36 mois.

84-0127 SYSTÈMES CULTURAUX (HONDURAS) — PHASE III
Centre agronomique de recherche et d'enseignement. Costa Rica. Permettre au Secrétariat des richesses naturelles, Honduras, d'accroître les rendements agricoles et les revenus des petits fermiers en réduisant les obstacles à la production de systèmes culturaux importants. 442 500 $ — 36 mois.

84-0129 SYSTÈMES DE PRODUCTION LAITIÈRE (CHILI)
Université catholique du Chili, Santiago. Permettre à la Faculté d'agriculture de mettre au point des systèmes de production du bétail laitier pour améliorer la condition socio-économique des petits fermiers de la région de La Union et de régions semblables. 374 500 $ — 36 mois.

84-0130 SYSTÈMES DE PRODUCTION : BÉTAIL LAITIER (GUATEMALA)
Instituto Interamericano de Coopéración para la Agricultura, San José, Costa Rica. Permettre à l'Instituto de Ciencia y Tecnología Agrícola et à l'Université de San Carlos (Guatemala) d'améliorer les systèmes de production du bétail laitier dans les petites fermes de deux régions du Guatemala. 380 000 $ — 36 mois.

84-0132 SYMBIOSES RACINAIRES (ZAÏRE)
Université de Kinshasa. Permettre au Département de biologie de la Faculté des sciences d'évaluer la possibilité d'utiliser l'inoculation mycorhizienne pour augmenter la productivité des plantes vivrières et forestières et d'appliquer les techniques d'inoculation aux champs, à titre expérimental. 170 460 $ — 36 mois.

84-0133 ARBRES À USAGES MULTIPLES (ÉTHIOPIE)
Forestry and Wildlife Conservation Development Authority, Addis-Ababa. Afin de permettre au Département de recherche forestière de déterminer les espèces d'arbres et d'arbrisseaux à usages multiples qui conviennent le mieux aux systèmes agro-pastoraux des hautes terres de l'Éthiopie. 309 480 $ — 36 mois.

84-0134 ALIMENTATION DES POISSONS (SRI LANKA)
Université de Ruhuna, Matara. Permettre au Département de zoologie de déterminer les besoins nutritionnels du tilapia (*Sarotherdon niloticus*) dans des conditions d'élevage intensif, au Sri Lanka, et d'évaluer les aliments disponibles localement comme substituts aux aliments pour poissons de plus en plus rares et coûteux. 210 820 $ — 36 mois.

84-0136 ARACHIDES (MALAWI) — PHASE II
Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides, Hyderabad, Inde. Consolider le programme régional de recherche sur l'arachide en Afrique australe et appuyer les programmes nationaux en favorisant la coopération au sein de la région. 752 400 $ — 24 mois.

84-0137 GRAINES OLÉAGINEUSES (SOUDAN) — PHASE II
Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Richesses naturelles, Wad Medani. Permettre à la Société de recherche agricole de mettre au point des techniques agronomiques et des variétés améliorées des principales graines oléagineuses du Soudan, afin d'accroître et de stabiliser les rendements. 309 740 $ — 36 mois.

84-0139 ÉVALUATION DU TRANSFERT DE LA TECHNOLOGIE (PHILIPPINES)
Ministère de l'Agriculture, Quezon City. Permettre au Bureau de recherche agricole de mesurer l'efficacité et la rentabilité de la méthode mise au point par l'Équipe provinciale de vérification de la technologie pour transférer cette technologie aux fermiers. 129 300 $ — 48 mois.

84-0149 CULTURES AMÉLIORÉES POUR LES PETITS FERMIERS (CHILI)
Universidad Austral de Chile, Valdivia. Mise au point, dans la région de San Juan, de variétés améliorées et de meilleures techniques de culture des pommes de terre et des céréales afin d'accroître le revenu des petits fermiers. 307 200 $ — 36 mois.

84-0152 RECHERCHE SUR LA FERME (KENYA)*
Centre international de l'élevage pour l'Afrique, Addis-Ababa, Éthiopie et Station nationale de recherche sur la culture en sols arides du ministère du Développement de l'Élevage, Nairobi, Kenya. Mettre au point et expérimenter des techniques améliorées de culture et de production animale dans l'est du Kenya. 412 800 $ — 36 mois.

84-0175 ÉCONOMIE DE L'INDUSTRIE DE L'ARACHIDE (PHILIPPINES)
National Food Authority, Quezon City, et Université d'État Isabella. Permettre d'identifier les principales difficultés rencontrées lors de la production, de la récolte et de la manutention de l'arachide, au nord des Philippines. 49 910 $ — 12 mois.

84-0210 PRODUCTION LAITIÈRE (GUYANE) — PHASE II
Caribbean Agricultural Research and Development Institute, Georgetown. Améliorer les systèmes d'élevage du bétail sur les petites fermes et les fermes d'État dans la savane intermédiaire et la région côtière de la Guyane. 506 000 $ — 36 mois.

84-0212 INDUSTRIE COQUILLIÈRE (CHILI)
Permettre à l'Universidad Austral de Chile, Valdivia, de définir les meilleures méthodes de manutention, de traitement et de commercialisation des huîtres et moules d'élevage pour les communautés de l'île de Chiloé. 90 730 $ — 24 mois.

84-0214 GESTION DES STOCKS DE CONQUES (BELIZE) — PHASE II
Ministère de la Santé, du Logement et des Coopératives, Belize. Afin de permettre à la Division des pêches d'élaborer des méthodes de gestion pour la conservation et la récupération des stocks de conques et d'étudier la possibilité d'utiliser d'autres

espèces afin de diversifier l'élevage. 200 000 $ — 36 mois.

84-0215 MARICULTURE (PANAMA) — PHASE II
Ministerio de Desarrollo Agropecuario. Panama. Permettre à la Dirección Nacional de Acuicultura de concevoir un système biologique et économique approprié pour l'élevage, à Panama, des crevettes et poissons locaux dans les systèmes de polyculture. 302 300 $ — 36 mois.

84-0218 SYSTÈME DE CULTURE ET D'ÉLEVAGE (INDONÉSIE)
Central Research Institute for Food Crops. Bogor. Permettre à l'Institut central de recherche sur les cultures vivrières en collaboration avec l'Institut central de recherche en zootechnie de mettre au point des méthodes et des technologies appropriées aux systèmes de culture et d'élevage dans les hautes terres pluviales afin d'accroître la productivité des petites fermes et la stabilité dans les régions de migration de l'Indonésie. 424 000 $ — 36 mois.

84-0219 SORGHO/MIL (OUGANDA) — PHASE IV
Ministère de la Coopération régionale, Kampala. Consolidation du programme de recherche de l'Ouganda visant à mettre au point de meilleures variétés de sorgho et de mil, et à améliorer les méthodes de gestion des cultures. 382 500 $ — 48 mois.

84-0220 SYSTÈMES CULTURAUX (MALI) — PHASE III
Institut d'économie rurale du ministère de l'Agriculture. Bamako. Amélioration de la production agricole et animale ainsi que des cultures de rente dans le sud du Mali grâce à une utilisation rationnelle des ressources disponibles ; mise au point d'une méthodologie de recherche sur les systèmes culturaux applicable dans la région étudiée et dans d'autres régions du pays. 475 500 $ — 24 mois.

84-0224 RÉSEAU SUR LA BANANE ET LA BANANE PLANTAIN (INIBAP)
Réseau international pour l'amélioration de la banane et de la banane plantain (INIBAP) Montpellier. France. Permettre à un groupe d'organismes donateurs de financer la mise sur pied d'un Réseau international pour l'amélioration de la banane et de la banane plantain (INIBAP). 75 000 $ — 6 mois.

84-0231 ÉLEVAGE DU BÉTAIL (BURUNDI)*
Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage. Bujumbura. Mise au point de meilleurs systèmes d'élevage pour les petits fermiers des régions de Kisozi et de Mahwa, au Burundi, afin d'accroître la production laitière et agricole. 129 300 $ — 36 mois.

84-0244 TRAITEMENT DU POISSON (INDONÉSIE) — PHASE II
Université Brawidjaya. Malang. Permettre au Département de la technologie et de la science de l'alimentation de développer, mettre à l'essai et promouvoir au niveau du village des méthodes améliorées de traitement et de conservation du poisson séché et fumé. 193 500 $ — 36 mois.

84-0260 TRAITEMENT DE LA FÉVEROLE (ÉGYPTE)*
Université d'Alexandrie. Permettre à l'Université d'Alexandrie de rédiger un rapport sur la production, la consommation, la valeur nutritive et les méthodes de transformation de quatre produits alimentaires à base de féverole. L'aider également à cerner les difficultés économiques et de réalisation et à préconiser le type de recherche pour les éliminer. 46 000 $ — 9 mois.

84-0269 OSTRÉICULTURE (SOUDAN) — PHASE II*
Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Ressources naturelles. Rétablir la culture commerciale de l'huître perlière le long des côtes de la mer Rouge et réduire le taux élevé de mortalité chez les huîtres perlières cultivées. 310 600 $ — 36 mois.

84-0270 PISCICULTURE (TOGO) — PHASE II
Ministère du Développement rural. Lomé. Mise au point de techniques d'élevage en cage permettant d'accroître la production togolaise de poissons d'eau douce. 166 500 $ — 36 mois.

84-0271 MÉCANISATION DE LA CULTURE DES LENTILLES (ICARDA)
Centre international de recherche agricole dans les zones arides (ICARDA). Alep, Syrie. Définir, mettre au point et tester des systèmes mécanisés pour la récolte des lentilles. Ces systèmes devront satisfaire les petits et moyens producteurs de la Syrie, de la Jordanie et de la Turquie. 226 900 $ — 36 mois.

84-0272 MODULES DE PRODUCTION EN MILIEU RURAL (MEXIQUE)*
Institut national de recherche forestière, Secrétariat de l'agriculture et des ressources hydrauliques (INIF). Mexico. Élaborer, pour les zones arides et semi-arides du nord du Mexique, des systèmes intégrés de gestion des ressources naturelles afin de rajeunir et d'accroître la production locale d'aliments, de bois de feu, de fourrage et de produits forestiers d'importance secondaire. 275 600 $ — 36 mois.

84-0273 ROTIN (CHINE)
Académie chinoise de foresterie. Beijing. Permettre à l'Institut de recherche sur les forêts tropicales d'identifier des espèces de rotin acclimatables et de bonne qualité, et d'élaborer des techniques de culture à grande échelle pour les provinces australes de la Chine. 226 600 $ — 36 mois.

84-0286 INTENSIFICATION DES CULTURES (SYRIE) — PHASE III*
Ministère de l'Agriculture et de la Réforme agraire. Damas. Améliorer l'assolement et en assurer la permanence, en vue d'une production maximale de blé dans les deux zones de la Syrie où les pluies abondent. 176 000 $ — 30 mois.

84-0288 AMÉLIORATION DES PÂTURAGES (SWAZILAND)*
Permettre au ministère de l'Agriculture et des Coopératives, Mbabane, en collaboration avec l'Université du Swaziland d'améliorer la production des pâturages par l'identification des variétés de cultures fourragères indigènes et exotiques et d'élaborer des techniques d'ensemencement, de gestion et d'exploitation des pâturages. 150 500 $ — 48 mois.

84-0306 RÉSEAU DE RECHERCHE SUR LE BAMBOU ET LE ROTIN (ASIE)*
Division des sciences de l'agriculture, de l'alimentation et de la nutrition (CRDI). Pour aider à recruter un coordonnateur du réseau qui assurera le lien entre les projets appuyés par le Centre sur le bambou et le rotin en Asie et lui apportera l'assistance technique nécessaire. 47 000 $ — 12 mois.

84-0309 ÉCONOMIE DE LA TRANSFORMATION DES TUBERCULES ALIMENTAIRES (PHILIPPINES)
VISCA Foundation for Agricultural and Rural Development (VIFARD), Baybay. Permettre au Visayas State College of Agriculture (VISCA) de déterminer les améliorations à apporter aux technologies de transformation des tubercules alimentaires. 5 100 $ — 7 mois.

84-0311 MOUTURE DU RIZ (INDE)*
National Productivity Council (NPC), New Delhi. Pour permettre de fournir des données susceptibles d'améliorer les systèmes de mouture du riz afin de faire une meilleure utilisation du son de riz aux fins de production d'huiles comestibles. 54 400 $ — 18 mois.

84-0312 DÉCORTIQUEURS AMÉLIORÉS (BOTSWANA)
Promotions des industries rurales, Gaborone. Permettre au Centre de promotion des industries rurales de mettre au point des techniques et des systèmes visant à améliorer le rendement des petites meuneries du Botswana et de rédiger un rapport sur les changements techniques qui ont eu lieu. 13 300 $ — 24 mois.

84-0315 DÉCORTICAGE DES GRAINS (OUGANDA)*
Ministère du Plan et du Développement économique, Kampala. Permettre au Conseil national de recherches de promouvoir la transformation en milieu rural des céréales locales par l'étude, la fabrication et l'expérimentation du décortiqueur du RIIC/LRP (Centre de promotion des industries rurales / Laboratoire de recherches des Prairies), et en évaluant l'ampleur de la diffusion éventuelle de ce type d'appareil en Ouganda. 81 200 $ — 24 mois.

84-0316 ÉCONOMIE DE LA PRODUCTION DES HARICOTS (BRÉSIL)
Secretaria de Agricultura e Abastecimento, São Paulo. Permettre au Secretaria de déterminer les facteurs agro-économiques qui restreignent la production de haricots et mettre sur pied un programme visant à accroître la production de cette culture dans l'État de São Paulo. 74 000 $ — 18 mois.

84-0321 MINI-DÉCORTIQUEURS (GAMBIE)*
Service de secours catholique (CRS), Banjul. Permettre la mise au point d'un décortiqueur pouvant être fabriqué localement et utilisé dans les villages, en Gambie. 91 100 $ — 30 mois.

84-0342 COMMERCIALISATION DES CULTURES LÉGUMIÈRES (THAÏLANDE)
Université Chiang Mai. Permettre à l'Université de déterminer les débouchés commerciaux et les obstacles du marché concernant les légumes frais ou transformés du nord de la Thaïlande. 9 800 $ — 6 mois.

84-0344 MALADIES DES POISSONS MARINS (MALAISIE)*
Universiti Sains Malaysia, Penang (Malaisie). Permettre à l'Universiti de fournir, au Département des pêches de la Malaisie, les données nécessaires à l'identification, à la prévention, au contrôle et au traitement des maladies de deux poissons élevés en nasses : le bar et le mérou. 64 000 $ — 24 mois.

84-1006 STILBOSE DU CAFÉIER (CANADA–COSTA RICA)
Universidad de Costa Rica et Université de l'Alberta. Mise au point de méthodes pratiques de lutte contre la stilbose du caféier (ojo de gallo) grâce à l'étude de la chimie, de la biologie et de l'écologie du pathogène *Mycena citricolor* et de ses hôtes. 382 800 $ — 36 mois.

84-1012 SALMONIDÉS (CHILI–CANADA)
Permettre à Hatfields Consultants Limited, Vancouver, Colombie-Britannique et au Sous-secrétariat des pêches du Ministère de la Reconstruction et du Développement économiques, Chili, de faire une sélection définitive des cours d'eau dans deux régions du sud du Chili afin que le programme d'élevage de peuplements viables de salmonidés puisse démarrer. 96 800 $ — 14 mois.

84-1019 UTILISATION DU HARICOT (INCAP–CANADA)
Permettre à l'Instituto de Nutrición para Centro América y Panamá (INCAP) Guatemala et au Département d'alimentation et de nutrition de l'Université du Manitoba, Canada, d'établir les préférences des consommateurs et d'en tenir compte dans les programmes de recherche visant à accroître la production, la consommation, et la valeur nutritive des haricots grâce à de petites installations de traitement amélioré. 467 900 $ — 24 mois.

84-1020 RHIZOBIUM DU SOYA (THAÏLANDE–CANADA)
Centre de recherche et de développement sur les légumes en Asie (AVRDC), Bangkok et Agriculture Canada Lethbridge. Permettre à des scientifiques de collaborer à l'application de méthodes d'établissement du taux de dilution d'isotope, afin d'en améliorer la fixation par symbiose soja–rhizobium, dans les sols asiatiques. 483 000 $ — 48 mois.

84-1035 PATHOLOGIE DE LA FÈVE (ICARDA–CANADA) — PHASE III
Centre international de recherche agricole dans les zones arides (ICARDA), Alep, Syrie et Université du Manitoba. Pour leur permettre de poursuivre et d'étendre leur recherche en collaboration sur la multiplication et la pathologie de la fève. 648 500 $ — 36 mois.

84-1042 PLANTS HAPLOÏDES DE LENTILLES (ICARDA–CANADA)*
Centre international de recherche agricole dans les zones arides (ICARDA), Alep, Syrie et Université du Manitoba. Élaborer des méthodes de production de lignées de lentilles homozygotes par la production de plantes haploïdes à l'aide de pollen ou d'anthères. Ces méthodes seront appliquées dans les programmes de sélection des lentilles. 146 600 $ — 24 mois.

84-1043 EMBRYONS D'HUÎTRES (JAMAÏQUE–CANADA)*
Université des Indes occidentales (UWI), Kingston et Université Dalhousie, Halifax. Établir un système de production d'huîtres d'ensemencement et de réduction de la mortalité des huîtres au cours de leur croissance. Augmenter la capacité du Département de zoologie de l'Université des Indes occidentales à poursuivre une recherche appliquée sur les huîtres et autres bivalves à potentiel économique élevé. 215 900 $ — 36 mois.

84-1050 PISCICIDES (THAÏLANDE–CANADA)*
Université Prince of Songkla, Haad-Yai et Université de la Colombie-Britannique, Vancouver. Mise au point de pesticides et moluscicides sûrs, efficaces et économiques, à partir d'espèces de plantes facilement disponibles et reproductibles en Thaïlande, en vue d'un usage aquicole. 433 600 $ — 24 mois.

84-1053 CULTURE D'ANTHÈRES DE GRAINES OLÉAGINEUSES (RÉSEAU–CANADA)
Université Carleton, Ottawa et Agriculture Canada. Mise au point de méthodes fiables de culture d'ovules ou d'anthères en vue de la production à grande échelle de plantes haploïdes de sésame, de carthame et de guizotia. Ces méthodes seront transmises à l'ensemble du réseau affilié au Centre et permettront l'amélioration des graines oléagineuses en Asie et en Afrique. 86 700 $ — 24 mois.

84-1054 RÉSISTANCE AU CHARANÇON (CIMMYT–CANADA)
Université d'Ottawa, Canada. Permettre au Centre d'études supérieures et de recherches en biologie Ottawa-Carleton en collaboration avec le Centre international d'amélioration du maïs et du blé (CIMMYT), Mexico, d'étudier, aux points de vue biologique, physique et chimique, la résistance au *Sitophilus*, de certaines variétés locales de grains de maïs et d'autres variétés provenant du CIMMYT. 96 900 $ — 18 mois.

84-1055 POLLINISATION CHEZ LES FÉVEROLES (ICARDA–CANADA)
Centre international de recherche agricole dans les zones arides (ICARDA), Alep, Syrie et Université du Manitoba, Winnipeg. Permettre à l'Université et à l'ICARDA d'améliorer les techniques de sélection végétale appliquées aux féveroles après identification et étude des méthodes de contrôle de la féconda-tion. 99 000 $ — 24 mois.

84-1058 TUBERCULES ALIMENTAIRES (CÔTE D'IVOIRE–CANADA)
Université d'Abidjan et Université de Montréal. Permettre aux universités de mettre au point des techniques de culture tissulaire et autres méthodes biotechnologiques connexes, afin d'améliorer, de multiplier, de sélectionner et de tester des variétés d'igname et d'en accroître la production. 96 200 $ — 36 mois.

Communications

83-0336 FORMATION EN RÉDACTION ET EN ÉDITION (ASIE–CANADA)
Institut international de recherches sur le riz (IIRR), Manille, en collaboration avec les Presses de l'Université de Toronto. Concevoir et offrir un cours intensif de 16 semaines sur la rédaction et la production de publications scientifiques et de vulgarisation. 578 314 $ — 36 mois.

84-0030 ÉCHANGE D'INFORMATIONS AVEC LES ENFANTS (KENYA) — PHASE II
Permettre à l'Institut Mazingira, Nairobi, de préparer un cahier documentaire intitulé «Les enfants, le soin des enfants et la population», à l'intention de la revue *Rainbow*. 30 138 $ — 12 mois.

84-0077 SERVICE DE NOUVELLES GEMINI
NewsConcern International Foundation, Londres, Angleterre. Permettre au Service de nouvelles Gemini de diffuser plus de reportages scientifiques au cours d'une période de 3 ans et d'élaborer un cours destiné à des journalistes de pays en développement chargés d'écrire des articles scientifiques et technologiques. 68 215 $ — 36 mois.

84-0078 FORMATION EN JOURNALISME SCIENTIFIQUE (MALAISIE)
Permettre à la BERNAMA, Kuala Lumpur, en collaboration avec le Malaysian Press Institute d'établir un programme de formation à l'intention de 16 journalistes d'agences de presse nationales de l'Asie du Sud-Est. Ce programme a pour objectif l'apprentissage des techniques de diffusion de nouvelles scientifiques et technologiques dans la presse écrite. 17 386 $ — 3 mois.

84-0102 FORMATION DE PROFESSEURS DE JOURNALISME SCIENTIFIQUE (AMÉRIQUE LATINE)
Permettre à la Pontificia Universidad Javeriana, Bogotá, Colombie, d'offrir un cours de formation en enseignement du journalisme scientifique à un groupe de professeurs venant des facultés de communica-

tions d'universités établies dans les pays andins. 29 875 $ — 6 mois.

84-0126 SUPERVISION ET GESTION DE LA FORMATION ET DES ACTIVITÉS EN COMMUNICATION (THAÏLANDE)
Ministère de l'Agriculture et des Coopératives, Bangkok. Permettre au Département de vulgarisation agricole d'organiser et d'offrir, avec l'aide de l'Université Kasetsart, un cours de 5 semaines visant à former les professionnels de la vulgarisation à l'utilisation des médias de communication à des fins de vulgarisation agricole. 62 069 $ — 9 mois.

84-0171 FORMATION EN JOURNALISME SCIENTIFIQUE (TANZANIE)
Ministère de l'Information et de la Culture, Dar es Salaam. Permettre à la Division des services d'information d'offrir un cours national de rédaction sur la science et le développement à 30 journalistes de la presse et de la radio. 22 364 $ — 6 mois.

84-0181 SERVICE DE REPORTAGES SCIENTIFIQUES ET TECHNOLOGIQUES (KENYA)
All Africa Press Service (APS), Nairobi. Permettre de mettre sur pied un service de reportages scientifiques et technologiques. 12 527 $ — 12 mois.

84-0191 PROMOTION DU JOURNALISME SCIENTIFIQUE (ESASWA)*
Eastern and Southern Africa Science Writers Association (ESASWA), Dar Es Salaam. Permettre de réunir trimestriellement des nouvelles et des reportages scientifiques et de les faire parvenir aux journaux, revues, écoles de journalisme, stations de radio et de télévision, institutions de recherche et conseils nationaux scientifiques de la région. 17 756 $ — 12 mois.

84-0206 PUBLICATION DE LIVRES (VENEZUELA–PÉROU)
Centro Regional para el Fomento del Libro en América Latina (CERLAL), Bogotá. Permettre de mener des études sur l'industrie du livre et les habitudes de lecture au Venezuela et au Pérou. 10 165 $ — 12 mois

84-0262 VIDÉOCASSETTES SUR LES PÊCHES ARTISANALES (CHILI)
Pontificia Universidad Católica de Chile, Talcahuano. Permettre au Departamento de Biología y Tecnología del Mar de produire trois vidéocassettes éducatives sur des questions nationales jugées prioritaires : la pêche au chinchard, la pêche artisanale à la sardine commune et les problèmes de commercialisation des produits de la pêche artisanale. L'utilité de ces vidéocassettes sera également évaluée. 12 120 $ — 9 mois.

84-0265 ATELIER RADIO EN VULGARISATION SCIENTIFIQUE (SÉNÉGAL–ZAÏRE)
Association interinstitutionnelle pour la communication (AICOM), Dakar. Permettre à l'Association interinstitutionnelle pour la communication, Dakar, Sénégal et au Studio-École de la Voix du Zaïre de réaliser un atelier sur la vulgarisation de la recherche scientifique sur les ondes radiophoniques. 47 460 $ — 6 mois.

84-0297 POPULARISATION DES SCIENCES (NÉPAL)
Académie royale de science et technologie du Népal, Katmandou. Permettre de planifier et de mettre en œuvre un programme pilote de vulgarisation scientifique pour le Népal, qui sera réalisé en collaboration avec la presse et la radio nationales. 61 830 $ — 26 mois.

84-0334 FORMATION EN RÉDACTION SCIENTIFIQUE (PHILIPPINES)
Association des communications de masse du Nigéria, Lagos. Permettre à l'Association des communications de masse du Nigéria, et au Département des communications de masse de l'Université de Lagos de tenir un atelier de formation en rédaction scientifique au profit de 20 journalistes africains. 40 089 $ — 6 mois.

84-0334 FORMATION EN RÉDACTION SCIENTIFIQUE (PHILIPPINES)*
Philippines News Agency, Manille. Permettre à la PNA d'offrir à 20 journalistes philippins un stage d'une durée de 14 jours, consacré à la vulgarisation et à la rédaction d'articles scientifiques, technologiques et sur les activités de recherche et de développement 16 523 $ — 7 mois.

84-1011 FORMATION EN DIFFUSION DE PROGRAMMES SCIENTIFIQUES (ASIE–CANADA)
Asia Pacific Institute for Broadcasting Development (AIBD), Kuala Lumpur, Malaisie. Permettre à l'Asia Pacific Institute for Broadcasting Development et à la Société Radio-Canada, Ottawa, de collaborer à la mise en œuvre d'un cours intensif de 3 semaines à l'intention des professionnels de la radio. 64 242 $ — 6 mois.

Programmes de coopération

84-1001 ÉTUDE DE GESTION DE LA RÉGION CÔTIÈRE (JAMAÏQUE– CANADA)
Université des Indes occidentales, Kingston, et Université Dalhousie, Halifax. Étude des effets du développement économique de la région côtière d'Hellshire et définition de règles visant à préserver cette zone et celles des Caraïbes. 555 469 $ — 36 mois.

84-1002 TRAITEMENT DES DONNÉES : (CIMMYT) — PHASE II
Centro Internacional de Mejoramiento de Maíz y Trigo (CIMMYT), Mexico, en collaboration avec Agriculture Canada. Mettre au point des systèmes de gestion des données, des analyses statistiques et faciliter la recherche biologique. Offrir un stage de formation sur le terrain et favoriser l'emploi d'un spécialiste des logiciels pour l'application des systèmes. 216 500 $ — 24 mois.

84-1003 GESTION DE COOPÉRATIVES : ÉTUDE DE CAS (TANZANIE–CANADA) — PHASE II
Collège coopératif, Moshi et Université York, Toronto. Concevoir des stratégies qui permettront aux coopératives de prendre des initiatives aux niveaux national et local. Élaborer et évaluer un modèle de recherche et d'action conjugués qui puisse être utile à d'autres projets de recherche entrepris conjointement par le Nord et le Sud. 475 830 $ — 28 mois.

84-1007 ALLIAGES D'ACIER INDUSTRIELS (BRÉSIL–CANADA)
Permettre à la Fundaçao Souza Marques, Rio de Janeiro et à l'Université de Saskatchewan, Saskatoon, de collaborer à l'étude du grave problème industriel que pose la défaillance des alliages d'acier lorsqu'il sont soumis à une température et une pression élevées. 94 000 $ — 24 mois.

84-1008 DÉTECTION DES ZONES KARSTIQUES (MALAISIE–CANADA)
Universiti Malaya, Kuala Lumpur et Commission géologique du Canada, Ottawa. Mise au point de méthodes permettant d'analyser et de dresser des cartes de la topographie irrégulière du sous-sol aux fins de travaux de génie et d'exploitation minière. 95 800 $ — 12 mois.

84-1010 SECRÉTARIAT POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL (CANADA)
Association des universités et collèges du Canada (AUCC), Ottawa. Permettre au Secrétariat pour le développement international de continuer à promouvoir le rôle des universités canadiennes dans le domaine du développement international. 63 000 $ — 12 mois.

84-1014 TRANSPORT EN COMMUN (SRI LANKA–CANADA)
Université de Moratuwa et Université de Calgary. Mise au point et adoption d'un système permettant de déterminer à l'avance le taux d'utilisation des divers modes de transport inter-urbain au Sri Lanka. 242 900 $ — 36 mois.

84-1016 POLLUTION DE L'AIR (JORDANIE–CANADA)
Société scientifique royale, Amman, et Environnement Canada, Ottawa. Définir des normes nationales sur le taux de pollution et la qualité de l'air, en Jordanie, après mise au point et expérimentation d'un système rentable de contrôle de la pollution de l'air, adapté aux conditions des pays en développement. 407 899 $ — 36 mois.

84-1017 AGROGÉOLOGIE (TANZANIE–CANADA)
Sokoine University of Agriculture, Morogoro, et Université de Guelph. Accroître la fertilité de certains types de sols tropicaux en utilisant les matières géologiques et organiques disponibles sur place comme les phosphates, les carbonates et les roches ignées. 455 636 $ — 36 mois.

84-1026 CONSTRUCTION D'UN MÉTRO AU CAIRE (ÉGYPTE–CANADA)
Université Ain Shams, Le Caire, et Université d'Alberta, Edmonton. Apprendre aux chercheurs égyptiens à se servir d'instruments de mesure du mouvement des sols dans les cavités souterraines. Fournir un exemple-type d'interaction de la composition des sols lors des opérations de creusage de la ligne souterraine du métro du Caire. 94 640 $ — 12 mois.

84-1027 RADAR MÉTÉOROLOGIQUE (CHINE–CANADA)
Permettre à l'Institut Lanzhou, Chine, et à l'Université McGill, Montréal, de mener des études météorologiques dans la Province de Gansu, en Chine, au moyen d'un radar météorologique muni d'un appareil d'analyse et d'enregistrement numérique. L'objectif est de localiser les averses de grêle désastreuses, de prévoir les crues subites et de mettre en application des systèmes d'irrigation. 224 090 $ — 36 mois.

84-1028 TRANSPORTS (CHILI–CANADA)
Pontificia Universidad Católica de Chile, Santiago et Université de Montréal. Mise au point et modification de modèles et de méthodes pour l'analyse et la planification de systèmes de transport urbain au Chili afin de fournir aux planificateurs et aux décideurs des données sous une forme utilisable. 349 500 $ — 36 mois.

84-1030 UTILISATION DES CENDRES VOLANTES DANS LA FABRICATION DU BÉTON (ARGENTINE–CANADA)
Laboratorio de Entrenamiento Multidisciplinario para la Investigación Tecnológica, La Plata, et Centre canadien de la technologie des minéraux et de l'énergie. Obtenir des données précises sur l'efficacité d'utilisation des cendres volantes dans la fabrication du béton, en Argentine et dans d'autres pays latino-américains. 226 905 $ — 36 mois.

84-1031 AMÉLIORATION DU LIGNITE (TURQUIE–CANADA)*
Université de Cukurova et Université de Sherbrooke. Étudier la faisabilité économique d'améliorer les propriétés de cokéfaction des charbons de qualité inférieure au moyen d'un système clos et pressurisé utilisant les gaz des hauts fourneaux combinés à de la vapeur. 346 463 $ — 36 mois.

84-1032 CHARBON ACTIVÉ (COLOMBIE–CANADA)*
Université nationale de Colombie, Medellin et Collège militaire royal, Kingston. Étudier la faisabilité technique et économique d'obtenir du charbon activé, à un coût raisonnable, au moyen de technologies appropriées. 209 200 $ — 36 mois.

84-1034 TECHNIQUE DE LA FONDERIE (ARGENTINE–CANADA)*
Laboratorio de Entrenamiento Multidisciplinario para la Investigación Tecnológica, La Plata et Université de la Colombie-Britannique, Vancouver. Élaboration, en Argentine et éventuellement dans toute l'Amé-

nique latine, de méthodes appropriées pour la préparation, dans les cubilots, de fonte contenant du graphite cristallin. 232 250 $ — 36 mois.

84-1037 ISOLATION AU GAZ (CHINE–CANADA)*
Université Xi'an Jiaotong, Xi'an et Université du Manitoba. Créer une capacité de recherche et de développement à l'Université Xi'an Jiaotong dans le domaine des systèmes isolés au gaz comprimé. 232 271 $ — 36 mois.

84-1038 MOBILIER MULTI-USAGES (HONG KONG–CANADA)
Permettre au Hong Kong Polytechnic, Kowloon et à l'Ontario College of Art, Toronto, de concevoir un nouveau mobilier tout usage, afin d'assurer une meilleure utilisation de l'espace restreint des logements publics de Hong Kong. 97 350 $ — 12 mois.

84-1039 MATÉRIAUX DE SOUDURE CONSOMPTIBLES (ARGENTINE– CANADA)*
Université de l'Alberta, Edmonton, et Université de Mar del Plata. Création de matériaux de soudure consomptibles, avec un noyau de fondant, à l'intention des petites et moyennes industries de métallurgie et de soudure en Argentine. Amélioration de l'efficacité et de la qualité des travaux de soudure dans les aciéries argentines. 254 500 $ — 24 mois.

84-1040 ARGILES GONFLANTES MAROCAINES (MAROC–CANADA)*
École Mohammadia d'ingénieurs, Rabat, et Université de Sherbrooke. Déterminer la gravité spécifique des argiles gonflantes, définir leurs caractéristiques géotechniques et suggérer des méthodes appropriées pour en prévoir le comportement. 315 000 $ — 36 mois

84-1041 GÉOTECHNIQUE URBAINE — SFAX (TUNISIE CANADA)*
École nationale d'ingénieurs, Sfax, et Université de Sherbrooke. Identifier, cartographier, analyser et interpréter les principaux problèmes géotechniques de la région urbaine de Sfax afin de fournir des solutions techniques viables. 135 500 $ — 36 mois.

84-1044 GÉOLOGIE URBAINE (THAÏLANDE–CANADA)
Institut asiatique de technologie, Bangkok, et Université McGill, Montréal. Étude des propriétés géotechniques des sédiments du quaternaire de la plaine centrale de la Thaïlande. Identification des principaux problèmes géotechniques liés à la subsidence des sédiments du quaternaire. 296 800 $ — 36 mois.

84-1045 COUVERTURE RENFORCÉE DE FIBRES (ÉTHIOPIE–CANADA)
Université d'Addis-Ababa et Université d'Ottawa. Rassembler des données de performance globale permettant l'utilisation d'un ciment renforcé de fibres dans la production de feuilles ondulées pour les toitures et d'autres éléments de construction, en Éthiopie et dans d'autres pays en développement. 106 800 $ — 36 mois

84-1047 PLANIFICATION ET GESTION DES PEUPLEMENTS HUMAINS (FLASCO–CANADA)
Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (FLASCO), Buenos Aires, et Université York, Toronto. Rassembler, analyser et comparer les récentes démarches entreprises en Amérique latine pour mieux adapter la planification des peuplements humains aux besoins et conditions des populations qu'elle est censée servir. 118 700 $ — 12 mois.

84-1048 ADOPTION DE TECHNOLOGIES PAR LES PME (MALAISIE)*
Institut Teknologi Mara, et Université Pertanian Malaysia, Selangor, Université de la Saskatchewan et Conseil de la recherche de la Saskatchewan, Saskatoon. Évaluer la capacité d'acquisition et d'utilisation de nouvelles technologies dans les petites et moyennes entreprises de la Malaisie. 129 881 $ — 12 mois.

84-1051 SOCIÉTÉS SAVANTES CANADIENNES
Association canadienne des études latino-américaines et caraïbes, Association canadienne des études asiatiques et Association canadienne des études africaines, Université Carleton, Ottawa. Permettre à ces sociétés de couvrir leurs coûts d'opération actuels. 94 000 $ — 12 mois.

84-1052 SECRÉTARIAT POUR LE DÉVELOPPEMENT (CANADA)
Association des universités et collèges du Canada, Ottawa. Permettre au Secrétariat pour le développement international de continuer à accroître le rôle des universités canadiennes dans le domaine du développement international. 67 000 $ — 12 mois.

84-1056 HYDROGÉOLOGIE QUATERNAIRE (BÉNIN–CANADA)*
Permettre à l'Université nationale du Bénin, Cotonou et à l'Université du Québec à Montréal d'entreprendre des recherches sur la géologie et l'hydrogéologie dans le bassin côtier quaternaire du Bénin. 98 224 $ — 12 mois.

84-1057 MATÉRIAUX COMPOSITES RENFORCÉS DE FIBRES (MEXIQUE–CANADA)*
Universidad Autónoma Metropolitana, Mexico, et Metallurgical Consulting Services Ltd., Saskatoon. Étudier, aux niveaux économique et technique, la possibilité de remplacer les ressorts à lames d'acier conventionnels, généralement employés dans l'industrie automobile, par des ressorts mixtes polymères renforcés de fibres. 86 900 $ — 30 mois.

Division des bourses

84-0012 COURS DE FORMATION SUPÉRIEURE EN GÉOLOGIE PRÉCAMBRIENNE (ÉTHIOPIE–CANADA)
Université Addis-Ababa. Permettre au Département de géologie de l'Université d'Addis-Ababa et au Centre d'études géologiques d'Ottawa-Carleton de

l'Université Carleton. Ottawa. d'élaborer et d'offrir. en collaboration. un cours de formation en géologie précambrienne. 96 450 $ — 6 mois.

84-0035 COURS DE FORMATION : GESTION AGRO-INDUSTRIELLE (PHILIPPINES)
Académie de développement des Philippines. Manille. Permettre au Centre de productivité et de développement d'offrir un cours de formation aux directeurs d'industries de transformation alimentaire établies dans des pays de l'Asie et du Pacifique. 46 500 $ — 8 mois.

84-0036 COURS DE FORMATION SUR LES CENTRES DE COLLECTE ET D'ANALYSE DE L'INFORMATION SPÉCIALISÉS (ASIE)
Permettre à l'Institut asiatique de technologie. Bangkok. Thaïlande. d'élaborer et d'offrir un cours de formation aux administrateurs de centres d'information spécialisés de l'Asie. afin de leur enseigner les connaissances et les techniques nécessaires à l'établissement et à l'administration de ces centres. 64 380 $ — 3 mois.

84-0037 COURS DE FORMATION : LA GESTION DES RECHERCHES EN FORESTERIE (SINGAPOUR)
Université nationale de Singapour. Offrir un cours de formation en gestion des recherches et du développement forestiers. et créer. au sein des instituts de la région. les conditions nécessaires pour assurer une formation continue dans ce domaine. 93 000 $ — 7 mois.

84-0051 FORMATION MENANT À UN DIPLÔME : SYSTÈMES DE RIZICULTURE (BHOUTAN)
Institut international de recherche sur le riz (IRRI). Los Baños. Philippines. Financement des employés du ministère de l'Agriculture de Bhoutan désireux de poursuivre des études au niveau du baccalauréat et de la maîtrise en sciences. à l'IRRI. 172 880 $ — 36 mois.

84-0092 ATELIER DE FORMATION : RECHERCHE QUALITATIVE EN ÉDUCATION (CHILI)
Programa Interdisciplinario de Investigaciones en Educación de l'Academia de Humanismo Cristiano. Santiago. Formation des chercheurs rattachés au réseau de recherche qualitative en éducation. aux techniques nécessaires à l'étude des questions de culture. d'enseignement et d'évolution dans les écoles. 49 300 $ — 16 mois.

84-0103 ATELIER DE FORMATION : RECHERCHE QUANTITATIVE EN ÉDUCATION (AMÉRIQUE LATINE)
Division des bourses du CRDI. Formation de jeunes chercheurs rattachés à des institutions de recherche éducationnelle financées par le CRDI et du personnel des ministères de l'Éducation du Pérou. du Mexique et de la Colombie. aux méthodes de recherche quantitative et d'évaluation de programmes en matière de recherche éducationnelle. 23 960 $ — 12 mois.

84-0104 COURS DE FORMATION : SYSTÈMES DE PRODUCTION ANIMALE (CATIE)
Centro Agronómico Tropical de Investigación y Enseñanza (CATIE). Turrialba. Costa Rica. Offrir un cours de formation pratique sur les systèmes d'élevage aux 10 participants du Réseau latino-américain de projets sur les systèmes d'élevage financé par le CRDI. 31 460 $ — 6 mois.

84-0138 SÉMINAIRE DE FORMATION EN MÉTHODES DE RECHERCHE QUALITATIVE EN ÉDUCATION (KENYA)
Kenyatta University College. Nairobi. Enseigner les méthodes de recherche qualitative à des professionnels. débutants ou en cours de carrière. chargés des programmes de recherche et d'enseignement ainsi que de l'élaboration de politiques et de programmes d'études dans des établissements de l'Est et du Sud de l'Afrique. 41 320 $ — 6 mois.

84-0144 PROGRAMME DE RECHERCHE ET DE FORMATION (CAIRE) — PHASE II
Centre démographique du Caire (CDC). Octroi de bourses à 10 étudiants de l'Afrique, du Moyen-Orient et de l'Asie déjà inscrits au CDC. à des cours sanctionnés par un diplôme. 131 000 $ — 12 mois.

84-0163 AIDE À LA FORMATION EN RECHERCHE AGROFORESTIÈRE (KENYA)
Conseil international pour la recherche en agroforesterie. Nairobi. Renforcement des capacités de scientifiques et de planificateurs du développement venant d'instituts nationaux de recherche agricole et forestière. à poursuivre des activités de recherche et de développement en agroforesterie. 144 000 $ — 24 mois.

84-0180 ATELIER DE FORMATION : MÉTHODES DE RECHERCHES APPLIQUÉES EN SCIENCES DE LA SANTÉ (ZIMBABWE)
Ministère de la Santé. Harare. Permettre au Blair Research Laboratory de familiariser de jeunes chercheurs ainsi que des chercheurs et conseillers éventuels avec les méthodes de base de la recherche appliquée en sciences de la santé et les sensibiliser à l'importance de ce type de recherche. 91 000 $ — 6 mois.

84-0203 FORMATION EN GESTION DE L'INFORMATION SUR LA RECHERCHE (KENYA)
Permettre à l'Institut Mazingira. Nairobi. d'acquérir les capacités nécessaires pour concevoir. installer et exploiter des micro-ordinateurs en vue de la gestion de l'information sur la recherche. 9 680 $ — 12 mois.

84-0225 FORMATION EN AQUICULTURE (PHILIPPINES)
Centre de développement des pêches de l'Asie du Sud-Est — Département d'aquiculture. Manille. Accroître le nombre de chercheurs et techniciens dans l'industrie de l'aquiculture en Asie du Sud-Est. en

leur offrant une formation à court terme dans le domaine. 268 260 $ — 24 mois.

84-0230 PERFECTIONNEMENT DU PERSONNEL : FORMATION ET RECHERCHE SUR LES TUBERCULES ALIMENTAIRES (PHILIPPINES)
Visayas State College of Agriculture, Baybay. Perfectionner les membres du Centre philippin de formation et de recherche sur les tubercules alimentaires par des programmes de maîtrise et d'études non sanctionnées par un diplôme. 72 000 $ — 48 mois.

84-0235 FONDATION INTERNATIONALE POUR LA SCIENCE (SUÈDE)
Fondation internationale pour la science, Stockholm. Octroyer de petites bourses de recherche à 40 jeunes scientifiques de pays en voie de développement effectuant des recherches dans leurs propres pays. 350 000 $ — 12 mois.

84-0240 BOURSE DE RECHERCHE : WAI-ON PHOON (SINGAPOUR)
Division des bourses du CRDI. Octroi d'une bourse de recherche à M. Wai-On Phoon pour lui permettre de travailler et d'étudier au Département d'hygiène du travail à l'Université McMaster, Hamilton, Canada. 19 580 $ — 3 mois.

84-0241 BOURSE DE RECHERCHE : A.C. ESPIRITU (PHILIPPINES)*
Division des bourses du CRDI. Octroi d'une bourse à M. A.C. Espiritu, Manille, pour lui permettre de travailler au Centre de recherche et d'enseignement sur les droits de la personne de l'Université d'Ottawa, sur un projet de recherche intitulé «La déclaration internationale des droits de la personne et le droit naissant au développement : étude comparative de la dynamique du développement et de la pratique des droits de la personne dans le monde occidental et au Tiers-Monde». 76 900 $ — 12 mois.

84-0243 PROGRAMME DE FORMATION SUPÉRIEURE EN RECHERCHE
Université du Pacifique Sud, Suva, Fidji. Octroi de 12 bourses d'études à des étudiants désireux de faire des études supérieures dans les sciences de l'agriculture, de l'alimentation et de la nutrition. 266 600 $ — 36 mois.

84-0255 PROGRAMME DE FORMATION SUPÉRIEURE ET DE RECHERCHE EN HYDROLOGIE (INDE)
Permettre à l'Université de Roorkee, de former en hydrologie 12 ingénieurs et scientifiques en provenance des pays en développement. 64 100 $ — 40 mois.

84-0308 BOURSE DE RECHERCHE : CLIVE THOMAS (GUYANE)
Division des bourses du CRDI. Octroi d'une bourse de recherche à M. Clive Thomas, Georgetown, pour lui permettre de poursuivre des travaux et des études au Centre for Research on Latin America and the Caribbean à l'Université York, Toronto. 28 450 $ — 6 mois.

84-1023 JEUNES CHERCHEURS CANADIENS
Division des bourses du CRDI. Favoriser la participation de jeunes chercheurs canadiens à des recherches sur le Tiers-Monde en leur donnant la possibilité d'aller dans les institutions du Tiers-Monde. 450 000 $ — 12 mois.

Sciences de la santé

83-0307 DISTOMATOSES HÉPATHIQUES (THAÏLANDE)
Université Mahidol, Bangkok. Permettre à la Faculté de médecine tropicale de déceler les cas d'infections causées par l'*Opisthorchis* dans les régions du nord-est de la Thaïlande et de concevoir un programme pour prévenir la maladie. 173 330 $ — 24 mois.

83-0311 PETITS APPAREILS DE DESSALEMENT (BOTSWANA)
Promotions des industries rurales, Gaborone. Permettre au Centre d'innovation pour les industries rurales, Kanye, d'entreprendre une recherche technique et socio-économique sur l'utilité des prototypes de petits distillateurs pour les groupes de Bushmen vivant dans le désert de Kalahari. 213 400 $ — 36 mois.

84-0001 RUBÉOLE (INDONÉSIE)
Université d'Indonésie, Jakarta. Déterminer si le nombre de cas de rubéole chez les nouveau-nés est assez élevé en Indonésie pour qu'un programme national d'immunisation soit mis sur pied. 53 910 $ — 17 mois.

84-0002 MORTALITÉ PÉRINATALE (MEXIQUE)
Universidad Nacional Autónoma de México. Permettre au Centro de Investigaciones en Salud Publica d'étudier l'incidence de la qualité variable des soins périnataux sur la mortalité périnatale. 99 500 $ — 12 mois.

84-0003 GROSSESSES À HAUTS RISQUES (INDONÉSIE)
Yayasan Atma Jaya, Jakarta. Mettre au point et évaluer une méthode permettant de déceler et de suivre les cas de grossesses à hauts risques dans un quartier défavorisé du nord-ouest de Jakarta. 66 510 $ — 19 mois.

84-0004 MORTALITÉ PÉRINATALE (BRÉSIL)
Fundaçao Norte-Riograndense de Pesquisa e Cultura, Natal. Permettre au Département d'obstétrique et de gynécologie de l'Universidade Federal do Rio Granda do Norte d'adopter une nouvelle approche épidémiologique, économique et applicable sur une grande échelle pour l'évaluation des grossesses à risques élevés. 156 080 $ — 20 mois.

84-0013 STÉRILISATION DE L'EAU PAR LE SOLEIL (THAÏLANDE)
Permettre à l'Université Chiang Mai d'étudier l'efficacité des rayons du soleil comme méthode peu

coûteuse de stérilisation de l'eau. 65 885 $ — 18 mois.

84-0022 COLLECTE DES EAUX PLUVIALES (MALAISIE)
Permettre à l'Université Kebangsaan Selangor. de reconsidérer les connaissances, les attitudes et les habitudes face aux méthodes de collecte des eaux pluviales afin d'améliorer et de répandre ces dernières. 27 500 $ — 18 mois.

84-0029 ALCOOLISME (BOTSWANA)
Université du Botswana et du Swaziland, Gaborone. Évaluer la gravité des problèmes de la consommation d'alcool au Bostwana. 213 930 $ — 24 mois.

84-0032 LA SYPHILIS ET LA GROSSESSE (THAÏLANDE)
Université Chulalongkorn, Bangkok. Mise sur pied d'un programme global de détection et de traitement de la syphilis à l'intention des patientes de la clinique de soins prénataux de l'Université. 79 417 $ — 24 mois.

84-0033 ÉPIDÉMIOLOGIE DE LA DENGUE (MALAISIE)
Université Malaya, Kuala Lumpur. Permettre au Département de microbiologie de mener à bien des études épidémiologiques et sérologiques pour lutter contre le virus de la dengue dans les régions où la maladie est endémique et déterminer les facteurs qui favorisent le développement de la dengue hémorragique. 143 675 $ — 36 mois.

84-0042 PROGRAMME D'ÉDUCATION SANITAIRE (LESOTHO)
Bureau central de planification et de développement, Maseru. Élaborer, mettre en œuvre et évaluer un programme d'enseignement sanitaire visant à changer les connaissances, les attitudes et les habitudes en rapport avec la construction, l'utilisation et l'entretien des installations sanitaires. 217 000 $ — 36 mois.

84-0052 DYSPLASIE CERVICALE (KENYA)
Kenya Medical Research Institute, Nairobi. Évaluation de l'état de santé des Kényennes des régions rurales relativement à la dysplasie cervicale et autres infections génitales. 47 090 $ — 12 mois.

84-0054 VACCIN ANTITUBERCULEUX (KENYA)
Institut de recherches médicales du Kenya. Permettre au Centre de recherches sur la tuberculose du Kenya d'évaluer l'efficacité du vaccin antituberculeux chez les enfants âgés de 4 ans et moins et de déterminer l'incidence et les caractéristiques de la tuberculose chez les enfants du même groupe d'âges qui sont exposés à des cas nouveaux de tuberculose pulmonaire confirmée bactériologiquement. 93 630 $ — 36 mois.

84-0059 ADDITION DE VITAMINE A AUX GLUTAMATES DE SODIUM (INDONÉSIE)
Helen Keller International Inc., New York, États-Unis. Mesurer l'efficacité de l'utilisation des glutamates de sodium comme moyen d'intégrer la vitamine A à l'alimentation des enfants à hauts risques et prévenir ainsi le développement de la cécité qu'entraîne la malnutrition. 96 240 $ — 19 mois.

84-0060 GASTRO-ENTÉRITE (CHILI) — PHASE II
Instituto de Nutrición y Tecnología de los Alimentos de l'Université du Chili, Santiago. Étude des conséquences du relogement des familles des quartiers de taudis dans de nouvelles habitations salubres sous deux aspects : l'épidémiologie de diarrhée aiguë et l'état de nutrition. 191 260 $ — 24 mois.

84-0061 ÉTUDE DE LA LACTATION (THAÏLANDE)
Université Chiang Mai. Permettre à l'Institut de recherches sur les sciences de la santé de mettre à l'essai sur place, la tétine de latex et d'étudier les liens qui existent entre le volume et la composition du lait, la croissance et le développement/défaillance du nourrisson ainsi que d'autres variables comme les suppléments alimentaires. 204 695 $ — 36 mois.

84-0072 DIARRHÉE INFANTILE (KENYA)
Kenya Medical Research Institute, Nairobi. Étude de la faisabilité et de l'efficacité de divers modes de traitement qui pourraient être utilisés dans le cadre du Programme national de lutte contre la diarrhée au Kenya. 307 280 $ — 30 mois.

84-0074 FACTEURS DE MALNUTRITION (PHILIPPINES)
University of the Philippines, Los Baños. Permettre au College of Human Ecology de déterminer l'importance que peuvent avoir divers niveaux de malnutrition sur la morbidité et la mortalité des enfants de 12 à 60 mois. 110 880 $ — 36 mois.

84-0079 CENTRE EXPÉRIMENTAL DE VACCINATION (THAÏLANDE)
Université Mahidol, Bangkok. Appuyer la création d'un centre expérimental de vaccination en Thaïlande qui pourrait devenir un centre régional de formation et de recherche du Tiers-Monde. 191 435 $ — 12 mois.

84-0080 POLLUTION DES EAUX (TUNISIE)
Ministère de la Santé publique, Tunis. Permettre à la Direction de l'hygiène du milieu et de la pollution de l'environnement d'évaluer la nature et le niveau de pollution des eaux de la rivière Medjerda. 59 840 $ — 18 mois.

84-0099 PRÉSENCE DU ROTAVIRUS CHEZ LES NOUVEAU-NÉS (CHILI)
Instituto de Nutrición y Tecnología de los Alimentos (INTA), Université du Chili, Santiago. Dresser le tableau clinique de la présence du rotavirus dans les selles des nouveau-nés et déterminer si la méthode d'accouchement favorise l'infection. 81 840 $ — 15 mois.

84-0111 ÉTUDE ET CLASSEMENT DES MACROINVERTÉBRÉS (RÉPUBLIQUE DE CORÉE)
Yonsei University College of Medicine, Séoul. Permettre à l'Institut de médecine tropicale de mettre au point une méthode d'évaluation qualitative de l'eau.

reposant sur l'étude des macroinvertébrés (arthropodes et mollusques). 68 375 $ — 24 mois.

84-0116 L'AVORTEMENT EN MILIEU RURAL (NÉPAL)
Permettre aux Systèmes de développement intégrés, Katmandou, de déterminer le nombre d'avortements et le taux inhérent de mortalité et de morbidité dans les régions rurales du Népal, données qui permettront de revoir les lois actuelles concernant l'avortement. 69 400 $ — 12 mois.

84-0135 GUÉRISSEURS TRADITIONNELS ET PROFESSIONNELS DE LA SANTÉ (PHILIPPINES)
Permettre à la Central Philippines University, Iloilo City, de faire une étude comparative des croyances et pratiques des guérisseurs traditionnels et des professionnels de la santé de la province de Iloilo. 35 300 $ — 12 mois.

84-0140 SUPPLÉMENT DE FER/ DIARRHÉE (CHILI)
Instituto de Nutrición y Tecnología de los Alimentos (INTA) Santiago. Examiner le lien entre l'apport de suppléments de fer dans les laitages et l'incidence des maladies diarrhéiques chez les enfants non anémiques âgés de moins de 2 ans. 271 060 $ — 18 mois.

84-0141 PÈSE-BÉBÉ — PATH (GLOBAL)
Permettre au Programme de technologie appropriée pour la santé, Seattle, États-Unis, de perfectionner la balance électronique mise au point pour déterminer le poids et l'état de nutrition des nouveau-nés dans les pays en développement, et de mettre cette technologie à la portée du plus grand nombre. 45 675 $ — 6 mois.

84-0148 ÉVALUATION DES PRATICIENS EN MILIEU RURAL (CORÉE)
Université Yonsei, Séoul. Permettre au Collège des infirmières d'examiner le rôle actuel des praticiens en milieu rural afin d'améliorer la prestation des soins de santé primaires dans les régions rurales de la Corée. 99 470 $ — 20 mois.

84-0154 SYPHILIS (ZAMBIE) — PHASE II
Ministère de la Santé, Lusaka et University Teaching Hospital de la Zambie. Élaboration et mise en œuvre d'un programme de dépistage prénatal et d'éducation sanitaire. Évaluation de son efficacité à limiter l'incidence de la syphilis sur la grossesse. 242 100 $ — 24 mois.

84-0155 TYPHOÏDE (CHILI)
Instituto de Nutrición y Tecnología de los Alimentos, Université du Chili, Santiago. Déterminer les facteurs socio-culturels qui favorisent l'apparition de cas de typhoïde chez les enfants. 105 010 $ — 30 mois.

84-0159 LUTTE CONTRE LA SCHISTOSOMIASE : UNE APPROCHE COMMUNAUTAIRE (ZIMBABWE)
Ministère de la Santé, Harare. Permettre au Blair Research Laboratory d'élaborer, de mettre en œuvre et d'évaluer un programme communautaire intégré de lutte contre la schistosomiase. Ce programme sera inséré dans le système actuel de soins de santé primaires. 470 740 $ — 36 mois.

84-0174 LES MODES DE SEVRAGE (MALI)
Permettre à l'Institut national de recherche en santé publique, Bamako, de recenser les modes de sevrage en pratique chez trois communautés rurales au Mali. 77 680 $ — 12 mois.

84-0177 ACCIDENTS DE TRAVAIL DES DÉBARDEURS (KENYA)
Ministère de la Main-d'œuvre, Nairobi. Permettre à ses inspecteurs d'usines de trouver des moyens de réduire les accidents et d'accroître la sécurité au travail à Kilindini (port de Mombasa). 44 930 $ — 24 mois.

84-0178 SANTÉ DES TRAVAILLEURS EXPOSÉS AUX SOLVANTS (KENYA)
Ministère de la Main-d'œuvre, Nairobi. Permettre à son Inspection des usines de fournir aux autorités et au grand public des données précises sur le danger que pose l'exposition aux solvants des travailleurs dans les imprimeries, maisons d'édition et usines de fabrication de peinture. L'objectif est l'élaboration de politiques visant la protection des travailleurs. 93 200 $ — 24 mois.

84-0185 DÉJECTIONS ANIMALES (CORÉE)
Permettre au National Environmental Protection Institute, Séoul, d'évaluer les conséquences des opérations de l'élevage des bovins et des porcins sur les ressources hydriques. 94 900 $ — 18 mois.

84-0187 CONDITIONS D'HYGIÈNE (NÉPAL)*
Ministère de la Santé, Katmandou. Recueillir et analyser des données de base sur les conditions et pratiques d'hygiène actuelles à Katmandou. 46 100 $ — 24 mois.

84-0200 ALIMENTATION/MORTALITÉ INFANTILE (BRÉSIL)
Universidade Federal de Pelotas. Étude du rôle des divers modes d'alimentation dans la mortalité infantile due à la diarrhée et autres maladies infantiles. 98 160 $ — 24 mois.

84-0208 ÉPURATION DES EAUX — «STRYCHNOS POTATORUM» (INDE)*
Christian Medical College and Hospital, Tamil Nadu. Permettre à la Division rurale de la santé et des affaires sociales d'étudier l'utilisation et l'efficacité des graines de *Strychnos potatorum* comme agents d'épuration de l'eau. 5 205 $ — 12 mois.

84-0216 MALADIES SEXUELLES TRANSMISSIBLES (CUBA)
Ministère de la Santé publique, La Havane. Déterminer l'existence et l'incidence des maladies transmises sexuellement, en particulier la blennorragie, en vue de la mise en place d'un programme national de lutte contre ces maladies. 182 560 $ — 24 mois.

84-0226 XÉROPHTALMIE/CÉCITÉ (ZAMBIE)
Commission nationale de l'alimentation et de la nutrition, Lusaka. Déterminer la présence de cas

de cécité et leurs principales causes dans la vallée de Luapula. 241 990 $ — 24 mois.

84-0227 SERVICES DE SOINS DE SANTÉ PRIMAIRES DANS LES TRIBUS (PHILIPPINES)
Université De La Salle, Manille. Permettre au Centre de recherche intégrée d'établir la faisabilité et l'efficacité de l'engagement communautaire dans la fourniture de services de santé préventifs, incitateurs et curatifs. 150 460 $ — 30 mois.

84-0228 DIARRHÉE/ÉDUCATION SANITAIRE (PHILIPPINES)
Institut de recherche sur la médecine tropicale, Manille. Mise en oeuvre d'un programme efficace d'éducation sur les soins de santé primaires, afin de prévenir les maladies diarrhéiques et promouvoir l'hygiène maternelle et infantile. 174 775 $ — 36 mois.

84-0242 ÉPIDÉMIOLOGIE DE LA DIARRHÉE AIGUË (COLOMBIE)
Permettre à l'Hospital Infantil Universitario Lorencita Villegas de Santos, Bogotá, d'étudier l'association diarrhée–malnutrition et de déterminer si cette association ne serait pas attribuable à des anomalies du système immunitaire. 70 470 $ — 16 mois.

84-0245 TRAITEMENT DES EAUX USÉES — PROGRAMME DE LOGEMENT BLISS (PHILIPPINES)
National Environmental Protection Council, Quezon City. Mise au point et expérimentation d'une installation de traitement des eaux usées à prix modique, facile d'entretien et acceptable localement dans le cadre du programme de logement BLISS (Bagong Lipunan Sites and Services). 62 940 $ — 24 mois.

84-0247 SÉRO-IMMUNITÉ CONTRE LA POLIOMYÉLITE/DCT (JAMAÏQUE)*
Ministère de la Santé, Kingston. Évaluation de la séro-immunité des enfants jamaïcains contre la polio et les DCT (diphtérie, coqueluche et tétanos). 77 770 $ — 15 mois.

84-0254 INSTALLATIONS SANITAIRES (BANGLADESH)*
Centre de recherches du village Clean, Dhaka. Conception, mise en oeuvre et évaluation d'un programme d'hygiène de l'environnement basé sur une étude de la population d'un petit village du Bangladesh. 53 310 $ — 24 mois.

84-0266 MISE AU POINT DE MÉTHODES CONTRACEPTIVES — ICCR (GLOBAL) — PHASE V
Conseil de la population, New York, États-Unis. Permettre au Comité international de recherches sur les méthodes anticonceptionnelles de poursuivre, en 1985, son programme de mise au point de méthodes contraceptives et d'obtenir l'appui d'autres donateurs. 400 000 $ — 12 mois.

84-0274 FABRICATION DE POMPES À MAIN (INDONÉSIE)*
Yayasan Dian-Desa, Djogjakarta. Étude du bien-fondé et de l'acceptabilité en Indonésie des pompes à main en PVC (chlorure de polyvinyle) mises au point par le CRDI et l'Université de Malaya. 72 800 $ — 18 mois.

84-0278 SOINS PSYCHIATRIQUES EN MILIEU RURAL (INDE)*
Fondation Tribhuvandas, Anand. Permettre à la Fondation et à deux autres organismes participants d'évaluer et d'améliorer les soins que dispensent, dans le district de Kaira, en Inde, les praticiens et guérisseurs traditionnels aux personnes atteintes de maladies mentales graves. 62 630 $ — 24 mois.

84-0279 INTOXICATION AU PARAQUAT (COLOMBIE)*
Instituto Nacional de Salud, Bogotá. Évaluation de la fréquence et de la gravité des maladies associées à l'usage généralisé de l'herbicide Paraquat dans la commune rurale de Carmen de Viboral, en Colombie. 247 090 $ — 16 mois.

84-0280 PROGRAMME DE LUTTE CONTRE LES MALADIES DIARRHÉIQUES (GLOBAL) — PHASE III
Organisation mondiale de la santé, Genève, Suisse. Permettre à l'OMS de promouvoir son Programme de lutte contre les maladies diarrhéiques afin de réduire le taux de mortalité due aux maladies diarrhéiques aiguës, chez les nourrissons et les jeunes enfants. Donner aux différents pays les moyens d'entreprendre eux-mêmes la lutte contre les maladies diarrhéiques. 300 000 $ — 24 mois.

84-0283 RECHERCHE SUR L'HYGIÈNE EN MILIEU RURAL (SIERRA LEONE) — PHASE II*
Community Development Council, Bo. Application des stratégies utilisées durant la Phase I pour encourager les efforts personnels dans la planification, la construction et l'entretien d'installations sanitaires et d'approvisionnement en eau, et évaluation des effets de ces stratégies sur l'état de santé de la population cible. 386 000 $ — 36 mois.

84-0292 IDENTIFICATION D'ANOPHÈLES (ZIMBABWE)
Ministère de la Santé publique, Harare. Permettre au laboratoire de recherche Blair de concevoir une méthode plus précise servant à identifier les facteurs de transmission de la malaria au Zimbabwe en améliorant le programme de lutte contre la maladie dans ce pays. 16 615 $ — 12 mois.

84-0333 ONCHOCERCIASIS (SIERRA LEONE)*
Université de Sierra Leone, Freetown. Permettre au Collège universitaire Njala d'étudier les manifestations de l'onchocerciasis dans la région étudiée et de déterminer les caractéristiques de l'insecte porteur de la maladie et du parasite. 90 185 $ — 24 mois.

84-0336 DRACUNCULOSE (TOGO)*
Université du Bénin, Lomé. Étude de la dracunculose, maladie parasitique, par rapport à sa manifestation et à ses effets auprès de la population exposée, afin de mettre en place des moyens de lutte appropriés. 77 405 $ — 36 mois.

84-0339 PARASITOSES INTESTINALES (TOGO)*
Ministère de la Santé publique, des Affaires sociales et de la Promotion féminine, Lomé. Étude des manifestations des parasitoses intestinales dues aux protozoaires et aux helminthes, plus spécifiquement aux ankylostomes, et de leurs effets sur la santé des populations des zones sub-urbaines et rurales du Togo. 23 315 $ — 9 mois.

Sciences de l'information

83-0308 SERVICE NATIONAL PHILIPPIN D'INFORMATION SUR LES TUBERCULES ALIMENTAIRES (SNPIT)
Collège agricole de l'archipel des Visayas, Baybay. Permettre au Centre national philippin de formation et de recherche sur les tubercules alimentaires de mettre sur pied un centre d'analyse de l'information spécialisée sur les tubercules alimentaires, à l'intention des scientifiques nationaux et des vulgarisateurs. 238 730 $ — 36 mois.

83-0320 SERVICE D'INFORMATION SUR LE BLÉ ET AUTRES CÉRÉALES À PETITS GRAINS (MEXIQUE)
Centro Internacional de Mejoramiento de Maíz y Trigo, Mexico. Offre d'un service d'information aux établissements et aux individus dans les pays en développement relativement à la recherche sur le blé et autres céréales à petits grains et à l'application des connaissances scientifiques pour accroître la production de ces cultures. 388 655 $ — 36 mois.

84-0043 MANGROVES ET TÉLÉDÉTECTION (INDONÉSIE)*
Université Gadjah Mada, Djogjakarta. Pour lui permettre d'établir une section de recherche sur les mangroves et une méthodologie d'analyse des données recueillies par télédétection, et de déterminer et d'expliquer les changements dans certaines forêts de palétuviers. 168 415 $ — 30 mois.

84-0053 RÉSEAU D'INFORMATION DE LA PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE
Université de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, Port Moresby. Constitution d'une base de données des documents de la Nouvelle-Guinée, distribution des documents consignés sur microfiches dans cinq endroits stratégiques du pays et mise en route du processus d'automatisation des activités de classement de la bibliothèque de l'Université. 301 740 $ — 24 mois.

84-0057 RÉSEAU NATIONAL D'INFORMATION SUR LA SANTÉ (COLOMBIE)
Federación Panamericana de Asociaciones de Facultades de Medicina, Bogotá. Mise sur pied d'un réseau national d'information sur la santé pour la Colombie dans le cadre du système régional coordonné par la Biblioteca Regional de Medicina y Ciencias de la Salud (BIREME), São Paulo, Brésil. 200 000 $ — 24 mois.

84-0063 RÉSEAU LATINO-AMÉRICAIN D'INFORMATION SUR LE COMMERCE (SUISSE)
Permettre au Centre de commerce international, Suisse, en collaboration avec le Gouvernement des Pays-Bas de renforcer le Réseau latino-américain d'information sur le commerce (RELIC) en fournissant une aide de base aux trois pays les moins développés du RELIC (Bolivie, Honduras et Nicaragua). 337 000 $ — 24 mois

84-0067 SYSTÈME D'INFORMATION SUR LA RECHERCHE EN APPROVISIONNEMENT EN EAU ET EN HYGIÈNE (AMÉRIQUE LATINE)
Organisation panaméricaine de la santé, Washington, D.C., États-Unis. Permettre au Centro Panamericana de Ingeniería Sanitaria y ciencias del Ambiente, Lima, Pérou, de mettre au point une méthodologie d'enquête afin d'évaluer la situation et les tendances actuelles en matière d'approvisionnement en eau et d'hygiène en Amérique Latine. Il s'agira ensuite d'en démontrer l'efficacité pour la promotion de programmes et de politiques de recherche nationaux dans des pays donnés et, enfin, d'établir un système d'information sur la recherche régionale. 140 000 $ — 21 mois.

84-0073 RÉSEAU D'INFORMATION LATINO-AMÉRICAIN SUR LA SANTÉ
Organisation panaméricaine de la santé, Washington, D.C., États-Unis. Permettre à la Biblioteca Regional de Medicina y Ciencias de la Salud, São Paulo, Brésil, de jeter les bases d'un réseau régional de promotion de la santé publique et d'améliorer les services d'information biomédicale dispensés en Amérique latine et aux Antilles. 392 600 $ — 24 mois.

84-0097 SERVICE ARABE RÉGIONAL D'INFORMATION SUR LA RÉCUPÉRATION ET LE PEUPLEMENT DES TERRES (ÉGYPTE)
Permettre au International Centre for Rural Development, Alexandrie, d'établir un centre régional de documentation sur la récupération et le peuplement des terres. 92 880 $ — 36 mois.

84-0142 RÉSEAU ANTILLAIS DE SERVICES D'EXPERTS EN TECHNOLOGIE
Banque de développement des Caraïbes, Bridgetown, (La Barbade). Augmentation de la capacité des pays antillais pour mettre au point les technologies nécessaires au fonctionnement efficace des industries existantes et à l'expansion de nouvelles entreprises productives. 621 490 $ — 36 mois.

84-0146 SYSTÈME D'INFORMATION SUR LES PÊCHES DE L'INDONÉSIE
Direction générale des pêches du ministère de l'Agriculture, Jakarta. Renforcement du réseau national d'information sur les pêches de l'Indonésie afin qu'il réponde plus efficacement aux besoins des usagers, en rassemblant, organisant et diffusant la documentation locale et en condensant la documentation étrangère jugée utile au pays. 173 020 $ — 36 mois.

84-0147 BIBLIOTHÈQUE ET CENTRE RÉGIONAL DE DOCUMENTATION (THAÏLANDE)
Institut asiatique de technologie. Bangkok. Permettre à sa bibliothèque et à son centre régional de documentation de renforcer leur programme de diffusion afin que les services et les ouvrages de leurs centres d'information spécialisés sur la géotechnique et le ferrociment soient offerts au plus grand nombre d'utilisateurs possibles dans la région. 237 950 $ — 36 mois.

84-0153 NORD-EST DE LA THAÏLANDE : DIFFUSION DE L'INFORMATION AGRICOLE
Université Khon Kaen. Muang Khon Kaen. Amélioration des services d'information et partant. garantie d'une meilleure participation et utilisation du réseau national AGRIS, en Thaïlande. 45 590 $ — 24 mois.

84-0158 DEVSIS (TOGO)
Ministère du Plan, de l'Industrie et de la Réforme administrative. Lomé. Permettre au Centre de documentation technique de mettre en place et de développer un système plus efficace d'information de type DEVSIS et d'élargir les capacités nationales grâce à la participation du pays au système d'information et de documentation panafricain. 183 180 $ — 24 mois.

84-0160 INFOPLAN : BRÉSIL (PHASE PRÉLIMINAIRE)
Instituto de Planejamento Económico e Social. Rio de Janeiro. Effectuer les travaux préliminaires à l'établissement d'un réseau national d'information sur la planification au profit des institutions participant au processus de planification du pays. Ce réseau participera activement au Système régional d'information sur la planification. 135 365 $ — 24 mois.

84-0166 BULLETIN DES LABORATOIRES DE MÉDECINE (THAÏLANDE)
Permettre à l'Université Chiang Mai de couvrir les frais de publication du Bulletin des laboratoires de médecine. 27 965 $ — 36 mois.

84-0182 SYSTÈME DE GESTION ET D'ENREGISTREMENT DES DETTES
Secrétariat du Commonwealth. Londres. Royaume-Uni. Permettre au Groupe consultatif technique de poursuivre la conception, la programmation et l'essai du logiciel dont fait partie le Système de gestion et d'enregistrement des dettes, et de le mettre à la disposition des pays en développement. 63 000 $ — 12 mois.

84-0183 CENTRE NATIONAL AGRIS (THAÏLANDE) — PHASE II
Université Kasetsart. Bangkok. Soutien des activités du Centre national AGRIS de la Thaïlande en lui permettant d'utiliser les installations informatiques du Centre international d'information sur le buffle. 49 195 $ — 24 mois.

84-0194 ÉCHANGE DE MICROFICHES — DOCPAL (CHILI)
Commission économique de l'Amérique latine et des Antilles, Santiago. Permettre au Centro Latinoamericano de Demografía de mettre sa collection d'ouvrages sur microfiches et d'en approvisionner le Système de documentation sur la population du Brésil, centre national brésilien participant au Système de documentation sur la population de l'Amérique Latine (DOCPAL). 25 435 $ — 12 mois.

84-0195 DOCPAL (PÉROU)
Consejo Nacional de Población (CNP) Lima. Mise sur pied d'un réseau national d'information sur la population pour le Pérou qui sera relié au Système latino-américain de documentation sur la population (DOCPAL) du Centre latino-américain de démographie. Santiago. Chili. 80 215 $ — 24 mois.

84-0196 DOCPAL (MEXIQUE)
Consejo Nacional de Población. Mexico. Mise sur pied d'un Centre national d'information bibliographique sur la population et les femmes, qui sera relié au Système latino-américain de documentation sur la population (DOCPAL). 51 655 $ — 18 mois.

84-0197 DOCPAL — CRÉATION D'UN RÉSEAU BRÉSILIEN
Permettre à la Fundação Sistema Estadual de Análise de Dados. São Paulo. de mettre sur pied un réseau décentralisé d'information sur la population au Brésil. 96 625 $ — 24 mois.

84-0207 RÉSEAU ANTILLAIS D'INFORMATION (CHILI)
Commission économique pour l'Amérique latine et les Antilles. Santiago. Automatisation des services de production et de traitement des données et élargissement du système antillais d'information déjà en place en y intégrant un système régional sectoriel d'information sur les brevets. 478 520 $ — 24 mois.

84-0217 SYSTÈME ANTILLAIS D'INFORMATION AGRICOLE
Université des Indes occidentales. St. Augustine. Trinité et Tobago. Création d'un centre régional de coordination du Système antillais d'information agricole et mise sur pied, dans chacun des pays anglophones, hispanophones et francophones, d'un centre national clé qui participera à ce système. 380 655 $ — 36 mois.

84-0229 LOGICIEL DE MICRO-ORDINATEUR POUR L'EXTRACTION DE DONNÉES PORTANT SUR DE PETITES RÉGIONS GÉOGRAPHIQUES (CHILI)
Commission économique pour l'Amérique latine et les Antilles. Santiago et Centre latino-américain de démographie. Permettre aux agences de planification, de services sociaux et aux autres agences gouvernementales et privées d'obtenir, de façon rapide et économique, des données quantitatives précises sur le recensement de la population pour toute petite région géographique donnée. 141 330 $ — 16 mois.

84-0232 CENTRE DE DOCUMENTATION ET D'INFORMATION SUR LES ACTIVITÉS POST-RÉCOLTES (CÔTE D'IVOIRE)
Centre ivoirien de recherches technologiques. Abidjan. Mise en place d'un centre de documentation capable de fournir une information spécialisée sur la post-récolte afin de rendre les travaux des chercheurs du centre et des chercheurs d'autres instituts beaucoup plus efficaces. 172 975 $ — 36 mois.

84-0233 RÉSEAU AFRICAIN D'INFORMATION SUR LA GESTION (ANAI) : ÉTUDE DE FAISABILITÉ
Centre africain de formation et de recherches administratives pour le développement, Tanger, Maroc. Étude de la possibilité de réalisation d'un réseau africain d'information sur la gestion en mettant sur pied un projet pilote auquel participeront environ 10 institutions nationales. 209 500 $ — 36 mois.

84-0234 SERVICE RÉGIONAL D'INFORMATION SUR LE LIVRE (AMÉRIQUE LATINE ET ANTILLES)
Centre régional pour la promotion du livre en Amérique latine et aux Antilles, Bogotá, Colombie. Amélioration, grâce à l'automatisation, des services aux usagers du service d'information régional sur l'édition de livres. 127 200 $ — 24 mois.

84-0263 AUTOMATISATION DES SERVICES DU PDIN (INDONÉSIE)
Pusat Dokumentasi Ilmiah Nasional, Jakarta. Mise en place d'un système d'information automatisé et efficace qui englobera les services de documentation et de bibliothèque. 94 340 $ — 24 mois.

84-0268 CENTRE D'INFORMATION SUR LA NOIX DE COCO (SRI LANKA) PHASE II
Permettre à l'Institut de recherche sur la noix de coco, Lunuwila, de mettre l'accent sur la diffusion de services et de documents d'information d'actualité et de synthèse, et de faciliter aux chercheurs sur la noix de coco l'accès aux données de recherche courantes. 62 460 $ — 36 mois.

84-0287 CATALOGUE COLLECTIF DES PÉRIODIQUES SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES CHINOIS
Institut des relations et de la coopération internationales de Chine (IRCIC), Beijing. Permettre à l'Institut de préparer un catalogue collectif des périodiques scientifiques et techniques en langue chinoise qui se trouvent à l'Institut même et dans 70 autres institutions chinoises. 88 200 $ — 36 mois.

84-0293 REMIN-REMIC : UN SYSTÈME D'INFORMATION SUR LES MANGROVES POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE
Centre de gestion des ressources naturelles, Quezon City, Philippines. Consolidation d'un Réseau régional d'information sur les mangroves, mise sur pied et gestion d'un Centre régional d'information sur les mangroves pour l'Asie et le Pacifique. 352 900 $ — 36 mois.

84-0298 LES FEMMES DANS LES ANTILLES : SYSTÈME DE RECHERCHE DOCUMENTAIRE
Université des Indes occidentales, Cave Hill, Barbade. Permettre à l'Institute of Social and Economic Research d'encourager la poursuite de la recherche et de l'analyse fondées sur les données recueillies au cours de la réalisation du projet sur les femmes dans les Antilles et de donner à l'Institut les moyens de faire d'autres travaux et d'en diffuser les résultats. 183 800 $ — 24 mois.

84-0304 SYSTÈME DE GESTION ET D'ENREGISTREMENT DES DETTES (SRI LANKA)
Département des ressources extérieures, Colombo. Permettre à la Division de la gestion et de l'enregistrement des dettes et de l'utilisation de l'aide extérieure de mettre à l'essai, dans des conditions réelles, les méthodologies et le logiciel du CS-DRMS (logiciel du Secrétariat du Commonwealth) avant de les mettre à la disposition d'autres pays, et de fournir au Sri Lanka un registre centralisé de toutes les subventions venant de l'étranger et de la dette extérieure contractée à la fois par le secteur public et le secteur privé. 83 300 $ — 24 mois.

84-0319 PARLERS CRÉOLES ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL : UNE ÉTUDE PRÉLIMINAIRE
Commission économique pour l'Amérique latine et les Antilles, Santiago, Chili. Réalisation d'une étude préliminaire des institutions, des organismes publics, des politiques officielles et des usages reliés à l'utilisation du créole à base française dans les Antilles. 78 800 $ — 12 mois.

84-0322 REPIDISCA (PÉROU)*
Service national d'hygiène et d'approvisionnement en eau, Lima. Mise à la disposition de chercheurs, planificateurs, décisionnaires et autres utilisateurs d'informations nationales et internationales sur les systèmes sanitaires et les sciences de l'environnement. 59 800 $ — 36 mois.

84-0323 THÉSAURUS INTER-EAU
Centre international de référence pour l'approvisionnement des collectivités en eau collective et l'hygiène, Rijswijk, Pays-Bas. Permettre au centre de produire dans le cadre du Programme d'échange et de transfert de l'information, un thésaurus multilingue général sur l'approvisionnement en eau et sur l'hygiène en milieu rural. 92 800 $ — 12 mois.

84-0324 MOYENS D'INFORMATION POUR L'ANIMATION RURALE (CAMEROUN)*
Institut africain pour le développement économique et social (INADES), Yaoundé. Amélioration des conditions et de la qualité des services offerts aux jeunes Camerounais cherchant à s'intégrer dans le monde rural, en améliorant et en diversifiant les moyens de diffusion de l'information aux agents du développement. 95 840 $ — 24 mois.

84-0346 INDICATEURS PRÉVISIONNELS DE LA FAMINE : ÉTUDE DE CAS*
École de santé et de médecine tropicale de Londres. Angleterre Permettre à la section de recherche sur les famines de mettre au point un ensemble d'indicateurs et de méthodes efficaces et peu coûteux pour aider les gouvernements des pays en développement à prévoir longtemps à l'avance les cas de famine. 34 300 $ — 12 mois.

84-1009 THÉSAURUS INTERNATIONAL EN ADMINISTRATION PUBLIQUE (CANADA)
Encyclopédie d'administration publique. Ste-Foy. Création d'un thésaurus international trilingue (anglais, français, espagnol) en administration publique à l'usage des centres de documentation nationaux et régionaux pour l'analyse, l'échange et la recherche documentaire. 94 600 $ — 18 mois.

84-1022 RECHERCHE EN TÉLÉDÉTECTION ET FORMATION EN TRAITEMENT NUMÉRIQUE D'IMAGES (CHINE–CANADA)
State Science and Technology Commission. Beijing. et Université de Waterloo. Développer les capacités de recherche et de formation de la Chine en traitement numérique d'images obtenues par télédétection et établir des liens plus étroits dans ce domaine entre les scientifiques chinois et canadiens. 365 000 $ — 30 mois

84-1024 REVUES SCIENTIFIQUES CANADIENNES — ESSAI D'UN SYSTÈME DE DISTRIBUTION (CANADA)
Organisation canadienne pour l'éducation au service du développement. Ottawa. Fournir à environ 100 institutions choisies de pays en développement des exemplaires de 12 revues scientifiques canadiennes publiées par le Conseil national de recherches afin d'étudier le système de distribution et d'évaluer l'utilité de l'information scientifique canadienne pour les chercheurs de ces pays. 200 000 $ — 36 mois.

84-1046 ESSAI D'UN SYSTÈME DE CONSERVATION DES MICROFORMES (INDONÉSIE–CANADA)
Pusat Dokumentasi Ilmiah Nasional (PDIN). Jakarta. et Banque du Canada. Étude de la possibilité d'appliquer, en Indonésie, un système peu coûteux de conservation des microformes dans de petits sacs fermés hermétiquement. 62 850 $ — 18 mois.

84-1049 CARTOGRAPHIE DES RESSOURCES — BASSIN DE SOKOTO-RIMA (NIGÉRIA–CANADA)
Université de Lagos et Université de Waterloo. Fournir à la Sokoto Rima River Basin Development Authority des cartes mises à jour sur l'utilisation et le potentiel de mise en valeur des terres. Permettre aux étudiants et aux chercheurs de l'Université de Lagos d'accéder plus facilement à la technologie moderne comme le traitement numérique et la télédétection et de leur en faciliter l'apprentissage. 328 530 $ — 36 mois.

Bureau de planification et d'évaluation

84-0172 ÉTUDE DES SYSTÈMES D'ÉVALUATION (THAÏLANDE)
Permettre au Kasetsart University Research and Development Institute, Bangkok, de recueillir, réunir et évaluer des données sur les évaluations passées et actuelles des programmes de recherche sur les ressources agricoles et les richesses naturelles en Thaïlande. 32 717 $ — 18 mois.

Sciences sociales

83-0267 POLITIQUE MACROÉCONOMIQUE (TURQUIE)*
Bogazici Universitesi. Istanbul. Élaboration d'une stratégie macro-économique pour la Turquie, portant tout particulièrement sur la stabilisation à court terme de l'économie, l'expansion du secteur des finances et l'évaluation du système protectionniste. 66 650 $ — 18 mois.

83-0346 AIDE AUX INSTITUTIONS — CEDES (ARGENTINE)
Permettre au Centro de Estudios de Estado y Sociedad, Buenos Aires, d'entreprendre un grand nombre d'activités de recherche, de formation et de diffusion, dans le but de renforcer son infrastructure de recherche. 93 750 $ — 24 mois.

83-0348 MIGRATION INTERNATIONALE DE LA MAIN-D'ŒUVRE CONTRACTUELLE (THAÏLANDE)
Université Chiang Mai et Université Khon Kaen. Muang Khon Kaen. Étude des caractéristiques de la migration temporaire de la main-d'œuvre, de la Thaïlande vers le Moyen-Orient, ainsi que de son incidence économique et sociale sur les régions de départ. 86 600 $ — 30 mois.

83-1030 ENTREPRISES COOPÉRATIVES ET DÉVELOPPEMENT RURAL (INDE)
Université McGill, Montréal, et Université de Delhi. Analyse des facteurs de succès ou d'insuccès des divers types de coopératives dans diverses régions de l'Inde et évaluation de l'apport des entreprises coopératives au développement rural. 320 300 $ — 36 mois.

84-0005 SERVICES DE SANTÉ EN MILIEU URBAIN (KHARTOUM)
Université de Khartoum. Permettre à l'Institut des études de l'environnement, Addis-Ababa, de vérifier si, dans l'agglomération de Khartoum, les services de santé sont assurés convenablement. Cette étude, réalisée dans un contexte de croissance urbaine rapide, a pour but l'amélioration des prestations de services de santé à la population à faible revenu. 60 600 $ — 18 mois.

84-0006 GESTION DE LA CROISSANCE URBAINE (CÔTE D'IVOIRE)
Université d'Abidjan. Permettre au Centre de recherches architecturales et urbaines d'approfondir la

connaissance du cadre institutionnel, administratif et financier dans lequel s'inscrit la gestion de la croissance urbaine en Côte d'Ivoire. 45 900 $ — 18 mois.

84-0007 AIDE AU SADRA (AFRIQUE AUSTRALE)*
Université nationale de Lesotho, Rome. Permettre à l'Association de recherche sur le développement de l'Afrique australe de s'établir comme organisme crédible de promotion et de planification de la recherche en sciences sociales dans cette région. 30 000 $ — 24 mois.

84-0008 AIDE À L'OSSREA (AFRIQUE ORIENTALE) — PHASE II
Permettre à l'Organisation de la recherche en sciences sociales en Afrique orientale, Addis-Ababa, Éthiopie, de continuer à promouvoir et à planifier la recherche en sciences sociales en Afrique orientale. 85 300 $ — 24 mois.

84-0009 GESTION DE LA CROISSANCE URBAINE (ZAÏRE)
Département des travaux publics et de l'aménagement du territoire, Kinshasa. Permettre au Bureau d'études d'aménagements urbains d'analyser la gestion des services collectifs de base à Kinshasa. 33 100 $ — 18 mois.

84-0010 CATASTROPHES NATURELLES ET SERVICES URBAINS (BOLIVIE)
Centro de Investigación y Consultoria, La Paz. Analyse de l'incidence des catastrophes naturelles sur les services urbains et les conditions de vie dans les villes de Potosi et de Santa Cruz. 46 200 $ — 9 mois.

84-0011 LES ÉQUIPEMENTS URBAINS À DAKAR (SÉNÉGAL)
Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Environnement, Dakar. Permettre au Centre de recherches pour l'habitat, l'urbanisme et l'aménagement du territoire de mettre au point et d'encourager l'utilisation de normes en matière d'équipements afin d'améliorer la planification urbaine. 48 600 $ — 18 mois.

84-0014 POLITIQUE DU LOGEMENT ET DE LA POPULATION URBAINE (BRÉSIL)
Instituto Universitario de Pesquisas de Rio de Janeiro. Analyse des récentes politiques gouvernementales du logement touchant la population à faible revenu de la région de Rio de Janeiro. 65 000 $ — 18 mois.

84-0017 POLITIQUE NATIONALE DE COMMUNICATIONS (BRÉSIL)
Centro Brasileiro de Estudos Latino-Americanos. Rio de Janeiro. Analyse du rôle social et culturel des médias au Brésil de 1978 à 1984. 16 300 $ — 18 mois.

84-0018 CONDITIONS DE VIE DE LA CLASSE OUVRIÈRE DE SÃO PAULO (BRÉSIL)
Estatistica e Estudos Socio-Economicos. Analyse des conditions de vie de la classe ouvrière de São Paulo. L'étude sera faite conjointement par le Centre des études de la culture contemporaine, São Paulo, et par le Département interunion des statistiques et des études socio-économiques. 80 000 $ — 12 mois.

84-0019 CONSOMMATION ALIMENTAIRE DE LA POPULATION URBAINE DÉFAVORISÉE (BOLIVIE)
Permettre au Centro de Estudios de la Realidad Económica y Social, La Paz, d'étudier l'alimentation de la population défavorisée de La Paz. 57 000 $ — 12 mois.

84-0023 FINANCES PUBLIQUES (MOYEN-ORIENT)
Permettre à l'Istituto Affari Internazionali, Rome, Italie, de confier à d'éminents chercheurs arabes la réalisation d'une série d'études comparatives des finances publiques dans le monde arabe. 63 600 $ — 12 mois.

84-0025 SERVICES OFFERTS AUX OUVRIERS D'USINES URBAINES (CORÉE)
Université Han-Yang, Séoul. Permettre au Département de sociologie de dresser un profil statistique et analytique sur lequel il sera possible de fonder des politiques et des programmes d'amélioration des services offerts aux ouvriers d'usines urbaines en Corée. 67 500 $ — 18 mois.

84-0041 INCIDENCE SOCIO-ÉCONOMIQUE RÉGIONALE DES ZONES DE TRANSFORMATION DES PRODUITS D'EXPORTATION (ASIE)
Université nationale de Séoul, Corée, Université des Philippines, Quezon City, et Centre des études économiques de Hong Kong et de Macao, Guangzhou, Chine. Étude de l'impact socio-économique et des retombées possibles du développement des zones de traitement des exportations. Préconisation de certaines politiques auprès des dirigeants et des planificateurs. 231 400 $ — 18 mois.

84-0049 DÉTERMINANTS SOCIO-ÉCONOMIQUES DE L'ALIMENTATION DE L'ENFANT (ARGENTINE)
Sociedad de Salud Pública de Cordoba. Étude des déterminants biologiques, intellectuels, socio-économiques et culturels de la malnutrition chronique chez les enfants afin de lancer de nouveaux programmes visant à réduire la malnutrition. 93 800 $ — 18 mois.

84-0055 CHANGEMENTS DANS LA STRUCTURE DE LA CLASSE MOYENNE (CHILI)
Permettre au SUR, Profesionales Consultores Ltda., Santiago, d'analyser les changements dans la structure et les aspirations de la classe moyenne du Chili, au cours des dix dernières années. 81 800 $ — 18 mois.

84-0056 RESTRUCTURATION DE L'ÉCONOMIE (URUGUAY)
Centro de Investigaciones Económicas, Montevideo. Réalisation de recherches détaillées sur la restructu-

ration économique en Uruguay et exploration d'un certain nombre d'orientations possibles pour l'avenir du pays. 182 400 $ — 24 mois.

84-0058 ACTION DES MÉDIAS DANS L'ÉVOLUTION DE LA POPULATION DE MONTEVIDEO
Centro Latinoamericano de Economía Humana. Montevideo. Étude du rôle de la télévision sur les attitudes, les opinions et les attentes de divers groupes sociaux. 26 600 $ — 12 mois.

84-0062 SUBVENTION DE SOUDURE À L'ICRISAT (AFRIQUE DE L'OUEST)
Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides. Hyderabad. Poursuivre, pendant un an, l'aide à la recherche sur l'économie rurale en Afrique de l'Ouest afin de permettre l'élaboration d'une proposition satisfaisante de la Phase II. 200 000 $ — 12 mois.

84-0064 PERSPECTIVES TECHNOLOGIQUES (AMÉRIQUE LATINE)
Permettre à l'United Nations University, Tokyo, Japon, d'appuyer un réseau de chercheurs, en Amérique latine, qui entreprennent des études préliminaires visant à déterminer les stratégies scientifiques et technologiques à long terme pour la région. 97 150 $ — 18 mois.

84-0068 LE PEUPLEMENT DU NORD-EST IVOIRIEN (CÔTE D'IVOIRE)
Université d'Abidjan. Permettre à l'Institut de géographie tropicale de faire de la recherche appliquée afin d'élucider le problème de dispersion de la population dans la région du nord-est. 128 900 $ — 24 mois.

84-0070 MORTALITÉ INFANTILE (ASIE DU SUD-EST)
Conseil de la population. New York. États-Unis. Augmentation des connaissances scientifiques sur les facteurs déterminant la mortalité infantile dans le Sud-Est asiatique. 300 000 $ — 36 mois.

84-0071 DÉVELOPPEMENT URBAIN ET POLITIQUE (ÉQUATEUR)
Centro de Investigaciones Ciudad. Quito. Analyser les politiques et le développement urbain de l'Équateur et donner des conseils appropriés. 246 000 $ — 36 mois.

84-0083 LES FEMMES ET LA PARTICIPATION DES MÉNAGES À FAIBLE REVENU À LA PRESTATION DES SERVICES URBAINS (PÉROU)
Instituto de Estudios Socioeconómicos y Fomento del Desarrollo. Lima. Permettre au groupe de travail «Services urbains et femmes à faible revenu» de fournir de l'information sur la participation des femmes à la prestation des services sociaux urbains. 71 600 $ — 19 mois.

84-0084 ÉVALUATION DES COOPÉRATIVES DE LOGEMENT (AMÉRIQUE LATINE)
Asociación Latino Americana para la Promoción del Habitat, del Urbanismo y de la Arquitectura. Quito, Équateur. Analyse, à l'aide d'une méthode comparative, de sept coopératives de logement dans six pays de l'Amérique latine. 67 200 $ — 12 mois.

84-0085 LOGEMENTS POPULAIRES À AREQUIPA (PÉROU)
Centro de Estudios para el Desarrollo Regional. Arequipa. Étude des aspects techniques, économiques, sociaux et organisationnels des logements populaires des quartiers défavorisés d'Arequipa. 42 200 $ — 12 mois.

84-0086 POLITIQUES CULTURELLES (PÉROU)
Permettre au Grupo de Estudios para el Desarrollo, Lima, de déterminer et d'analyser les politiques culturelles appliquées par le gouvernement au cours des vingt dernières années. 32 700 $ — 7 mois.

84-0087 MÉDIAS ET AUTRES MOYENS DE COMMUNICATION (BOLIVIE)
Centro de Investigación y Consultoria, La Paz. Formulation de recommandations concernant les politiques relatives aux médias en se fondant sur les résultats de l'analyse des autres moyens de communication utilisés en Bolivie. 37 200 $ — 12 mois.

84-0089 PROJET DE DÉVELOPPEMENT DE LA RECHERCHE ÉDUCATIONNELLE (AFRIQUE DE L'OUEST)
Permettre à la Division des sciences sociales du CRDI de financer et d'entreprendre la recherche et les activités connexes visant à renforcer le dynamisme de la communauté de recherche en Afrique occidentale. 88 700 $ — 24 mois.

84-0090 ÉTUDES DES ENTREPRISES ARTISANALES V (MALAISIE)
Malaysian Handicrafts Development Corporation, Kuala Lumpur. Étude de la contribution des entreprises artisanales à l'économie nationale ainsi que des facteurs limitant la croissance de ces entreprises. 81 400 $ — 12 mois.

84-0093 ASSOCIATIONS AGRICOLES (BRÉSIL—CHILI)
Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales. Santiago. Étude de la structure et des activités des associations qui représentent les grandes exploitations agricoles. 49 800 $ — 18 mois.

84-0094 INCIDENCE DES STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL SUR LA DEMANDE ET L'APPROVISIONNEMENT EN ÉNERGIE (CHILI)
Corporación de Promoción Universitaria. Santiago. Analyse et comparaison des stratégies de rechange pour le développement industriel en s'attachant surtout à leurs répercussions sur la demande et l'approvisionnement en énergie. 82 300 $ — 18 mois.

84-0095 NOUVELLES FORMES D'INVESTISSEMENTS (YOUGOSLAVIE)
Research Centre for Co-operation with Developing Countries. Ljubljana. Étude des motivations et du

comportement des entreprises yougoslaves qui investissent dans les pays en développement. 29 300 $ — 12 mois.

84-0096 ÉTUDES DES ENTREPRISES ARTISANALES VI (INDONÉSIE)
Université Gadjah Mada, Yogyakarta, Université Udayana, Denpaser et Lembaga Pengambangan Teknologi Pedesaan, Java. Étude de la contribution des entreprises artisanales à l'économie nationale de l'Indonésie ainsi que des facteurs limitant la croissance de ces entreprises. 88 550 $ — 12 mois.

84-0098 INCIDENCE DE LA MALARIA DANS LA RÉGION AMAZONIENNE DE COLONISATION (BRÉSIL)
Centro de Desenvolvimento e Planejamento Regional, Belo Horizonte. Mise au point et expérimentation d'une méthode d'analyse des effets sociaux, économiques, culturels et environnementaux de la malaria, maladie qui sévit dans une partie de la région amazonienne du Brésil. 94 300 $ — 18 mois.

84-0100 ÉCHEC DES POLITIQUES TECHNOLOGIQUES (NIGÉRIA)
Nigerian Institute of Social and Economic Research, Lagos. Examiner les diverses politiques technologiques qui ont été mises en oeuvre dans différents secteurs, au cours de la dernière décennie, afin d'établir les raisons de leur échec. 35 800 $ — 18 mois.

84-0101 ENQUÊTE SUR LES TECHNIQUES AGRICOLES DES PAYSANS (PARAGUAY) — PHASE II
Permettre au Centro Paraguayo de Estudios Sociológicos, Asunción, de financer une analyse plus poussée et une diffusion plus large des données recueillies au cours de la Phase I de ce projet. 97 000 $ — 15 mois.

84-0107 INTERRELATIONS ENTRE L'AGRICULTURE ET LA POPULATION — PROVINCE DE L'EST (ZAMBIE)
Université de la Zambie, Lusaka. Permettre au Bureau d'études sur le développement rural d'analyser les interrelations entre l'agriculture et la population dans la Province de l'Est de la Zambie. 91 000 $ — 30 mois.

84-0108 POLITIQUE TECHNOLOGIQUE SUR LE COMBUSTIBLE À BASE D'ALCOOL (KENYA ET AUTRES PAYS AFRICAINS)
Aider le Public Law Institute, Nairobi, à mieux comprendre la technologie et les politiques énergétiques qu'implique le développement de carburant à base d'alcool. 74 000 $ — 18 mois.

84-0109 INCIDENCE DU DÉVELOPPEMENT URBAIN (JORDANIE)
Municipalité d'Amman, Jordanie. Permettre au Département du développement urbain d'évaluer l'incidence de ses programmes dans cinq zones de squatters à Amman. 82 500 $ — 18 mois.

84-0110 SECTEUR MANUFACTURIER (LESOTHO)
Université nationale du Lesotho, Rome. Permettre à l'Institut des études sud-africaines d'analyser et d'évaluer la politique industrielle touchant le secteur manufacturier au Lesotho. 33 500 $ — 12 mois.

84-0118 PROGRAMMES RADIOPHONIQUES DE CHANSONS EN QUECHUA (PÉROU)
Permettre au Centro Peruano de Estudios Sociales, Lima, de faire une compilation systématique des chansons quechuas au Pérou. 30 100 $ — 12 mois.

84-0123 ÉVALUATION DE PROGRAMMES RADIOPHONIQUES ÉDUCATIONNELS (PÉROU)
Centro Peruano de estudios Sociales, Lima. Mesure de l'efficacité des nouveaux types de programmes radiophoniques diffusés dans les régions rurales du Pérou. 24 000 $ — 6 mois.

84-0124 ÉTUDE DU MONTÉNÉGRO (YOUGOSLAVIE)
Institut Poljoprivredni, Titograd. Enquête sur les ressources et la production agricoles dans la République du Monténégro, en Yougoslavie. 65 500 $ — 36 mois.

84-0125 PROGRÈS TECHNIQUE DANS LA CONSTRUCTION DE CAMIONS (TURQUIE)
Part Pazar Arastirma A.S., Istanbul. Amélioration des données sur le progrès technique du secteur manufacturier des pays en développement en comparant les méthodes de fabrication de camions dans divers types d'entreprises. 36 000 $ — 30 mois.

84-0131 CONSOMMATION ÉNERGÉTIQUE DES MÉNAGES DANS LES BIDONVILLES DE RIO (BRÉSIL)
Colégio da América Latina, Rio de Janeiro. Déterminer la consommation énergétique des ménages vivant dans les bidonvilles de Rio de Janeiro. 24 300 $ — 9 mois.

84-0145 L'ÉCOLE ET LA TRANSMISSION DES VALEURS CIVIQUES (PÉROU)
Pontificia Universidad Católica, Lima. Permettre au Département des sciences sociales d'examiner les connaissances et les valeurs d'ordre social, économique et politique transmises dans les écoles secondaires du Pérou. 134 000 $ — 18 mois.

84-0150 BOURSES DE RECHERCHE SPÉCIALES (AMÉRIQUE CENTRALE)
Confederación Universitaria Centroamericana, San José. Fournir à des chercheurs de l'Amérique centrale l'aide dont ils ont besoin pour poursuivre leurs recherches sur les problèmes sociaux et économiques de la région. 181 900 $ — 24 mois.

84-0151 PARCELLES ASSAINIES ET AMÉNAGEMENT DES BIDONVILLES (SÉNÉGAL) — PHASE III*
Office des habitations à loyer modique, Dakar. Permettre au Bureau d'évaluation du projet parcelles assainies d'aboutir à un bilan et à une évaluation complets et définitifs sur la mise en oeuvre de ce projet à Dakar. 30 400 $ — 24 mois.

84-0157 PROGRAMME DE RECHERCHE SUR LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE (MEXIQUE)
Colegio de México, Mexico. Appui au programme de recherche et des activités connexes qu'entreprend actuellement le Programa de Ciencia, Tecnología y Desarrollo. 455 800 $ — 36 mois.

84-0161 L'ENSEIGNEMENT DE LA LECTURE DANS DES CLASSES BILINGUES (PARAGUAY)
Centro Paraguayo de Estudios Sociológicos, Asunción. Étude du milieu sociolinguistique de certaines régions bilingues du Paraguay en vue d'améliorer l'enseignement de la lecture à l'élémentaire. 80 300 $ — 18 mois.

84-0164 RÉSEAU D'ÉTUDES SUR LA POLITIQUE TECHNOLOGIQUE (AFRIQUE DE L'OUEST)
Division des sciences sociales du CRDI. Permettre à des chercheurs ouest-africains d'examiner les questions de politique technologique et de se réunir régulièrement pour discuter des travaux en cours et des résultats de recherche. 294 000 $ — 30 mois.

84-0165 LES ÉCOLES ET LA COMMUNAUTÉ (BOLIVIE) — PHASE III
Centro Boliviano de Investigación y Acción Educativas, La Paz. Entreprendre un programme systématique de recherche, de formation pédagogique et de diffusion, en vue d'élaborer et d'expérimenter de nouveaux modes d'enseignement. 122 600 $ — 24 mois.

84-0167 ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT RURAL (SIERRA LEONE)
Université de Sierra Leone, Freetown. Permettre au Science Curriculum Development Centre du Njala University College d'analyser un important programme d'éducation pilote, institué par le ministère de l'Éducation et répondant mieux aux besoins des régions rurales. 172 400 $ — 36 mois.

84-0168 AIDE AUX INSTITUTIONS (ACADEMIA DE HUMANISMO CRISTIANO, CHILI) — PHASE II
Soutien des activités de base de l'Academia de Humanismo Cristiano, Santiago, et de l'organisation de son travail dans son ensemble. 300 000 $ — 36 mois.

84-0169 BOURSES DE RECHERCHE EN DÉMOGRAPHIE ET DÉVELOPPEMENT (ÉGYPTE) — PHASE III
Conseil de la population, New York, États-Unis. Continuer à promouvoir, au moyen de bourses de recherche et de services d'assistance technique le développement des connaissances et des capacités de recherche en matière de population et de développement au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. 165 000 $ — 24 mois.

84-0176 THÉÂTRE POPULAIRE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT (CAMEROUN)
Permettre à l'Université de Yaoundé de mettre au point, perfectionner et appliquer les techniques du théâtre populaire comme méthode d'éducation des adultes, sur des problèmes de développement de l'Afrique. 20 500 $ — 12 mois.

84-0179 PARTICIPATION DES AUTOCHTONES À LA GESTION DES RESSOURCES DE L'AMAZONIE COLOMBIENNE (COLOMBIE)
Permettre à la Fundación Estación Biologica de Puerto Rastrojo, Bogotá, de trouver les moyens de faire participer les communautés autochtones au processus de développement de l'Amazonie colombienne. 98 700 $ — 24 mois.

84-0184 PROGRAMME DE FORMATION ET MÉTHODOLOGIE DE LA RECHERCHE (INDONÉSIE) — PHASE II
Université Gadjah Mada, Yogyakarta. Permettre au Centre d'études démographiques d'offrir une série d'ateliers de recherche visant à renforcer les capacités de chercheurs rattachés à des universités et menant des études sur la population et le développement. 60 000 $ — 24 mois.

84-0189 ÉCONOMIE DES CÉRÉALES ALIMENTAIRES (CÔTE D'IVOIRE)
Université d'Abidjan. Étude de la production, de la commercialisation et de la consommation de maïs, sorgho et mil dans le nord de la Côte d'Ivoire. 52 000 $ — 24 mois.

84-0190 INCIDENCE DES PROGRAMMES DE POPULATION INTÉGRÉS — PHASE II
Permettre à l'Université Malaya, Kuala Lumpur, d'évaluer l'incidence socio-économique et démographique des programmes de population sur les ménages dans les régions rurales traditionnelles, les régions rurales du Service fédéral du développement des terres et les régions urbaines défavorisées. 91 500 $ — 18 mois.

84-0192 POLITIQUE DE TAUX DE CHANGE ET FACTEURS DÉTERMINANT L'ÉPARGNE DES MÉNAGES (PÉROU)
Grupo de Análisis para el Desarrollo, Lima. Appui des recherches sur les facteurs déterminants de l'épargne des ménages et sur le lien entre l'inflation et le déclin de l'économie du Pérou. 76 700 $ — 18 mois.

84-0198 PROGRAMMES DE FORMATION POUR LES DÉLINQUANTS À BRÈVE INCARCÉRATION (ZIMBABWE)
Zimbabwe Association for Crime Prevention and Rehabilitation of the Offender, Harare. Étude de la viabilité des programmes de formation pour délinquants de brève incarcération et de leur incidence. 14 050 $ — 10 mois.

84-0199 APTITUDE À LA LECTURE DES ÉLÈVES DES ÉCOLES SECONDAIRES (TANZANIE)*
Université de Dar es Salaam. Analyse des difficultés qu'ont les élèves des écoles secondaires tanzaniennes à lire et à comprendre les ouvrages recommandés dans les divers cours du programme scolaire. 21 240 $ — 18 mois.

84-0201 MILIEU ET CAPACITÉ DE RECHERCHE EN ÉDUCATION (SRI LANKA)
Institut Marga, Colombo. Réalisation d'un bilan complet sur le milieu, les capacités de recherche et les réalisations en éducation au Sri Lanka. 18 500 $ — 18 mois.

84-0204 GESTION DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE OBLIGATOIRE (INDONÉSIE)*
Université Sebelas Maret, Surakarta. Recueillir des données de base, les analyser et les utiliser pour la mise au point et l'évaluation de systèmes appropriés de gestion de l'enseignement primaire obligatoire dans certaines régions de l'Indonésie. 95 000 $ — 36 mois.

84-0205 COURBES DE LA FÉCONDITÉ ET MÉTHODES DE CONTRACEPTION (BRÉSIL)
Instituto Oswaldo Cruz, Rio de Janeiro. Permettre à la Escola Nacional de Salude Publica de déterminer les raisons de la baisse du taux de fécondité dans le Sud-Est du Brésil, de 1960 à 1980. 20 600 $ — 18 mois.

84-0209 RECHERCHE MACROÉCONOMIQUE (BRÉSIL) — PHASE II
Pontificia Universidade Católica, Rio de Janeiro. Permettre au Département d'économie de poursuivre des travaux sur la création d'un modèle de politique économique pour le Brésil et d'entreprendre une étude du système financier du pays. 94 550 $ — 18 mois.

84-0211 RÉSEAU DES SCIENCES SOCIALES SUR LES PÊCHES — PHASE II
International Center for Living Aquatic Resources Management, Metro Manille, Philippines. Soutien du réseau élargi d'institutions du Sud-Est asiatique qui étudieront les facteurs clés influant sur l'expansion de la pêche et de l'aquiculture. 600 000 $ — 36 mois.

84-0221 POLITIQUES DE RECHANGE POUR L'INDUSTRIE MINIÈRE (BOLIVIE)
Permettre à l'Instituto de Formación y Capacitación, Cochabamba, de proposer de nouvelles politiques de gestion pour l'industrie de l'étain et d'étudier, des points de vue économique et politique, la possibilité d'appliquer ces recommandations. 59 320 $ — 12 mois.

84-0223 INDICATEURS EN MATIÈRE D'INFORMATIQUE (AMÉRIQUE LATINE)
Bureau intergouvernemental d'informatique/Centre régional pour l'Amérique latine et les Antilles, Mexique. Révision et redéfinition des indicateurs en matière de systèmes automatisés d'information et suggestions quant à leur amélioration et à celle de la méthode de regroupement. 203 500 $ — 24 mois.

84-0236 COMISIÓN NACIONAL INFORMATICA (ARGENTINE)
Asociación Argentina para el Desarrollo Tecnológico, Buenos Aires. Soutien accordé à trois études d'orientation connexes qui permettront de mieux définir et d'élaborer une politique en matière informatique en Argentine. 169 700 $ — 12 mois.

84-0238 AIDE AUX INSTITUTIONS (CISEA) — PHASE II
Centro de Investigaciones Sociales sobre el estado y la Administración, Buenos Aires, Argentine. Maintien des activités courantes par le renforcement des capacités de recherche, d'infrastructure et de gestion. 330 000 $ — 36 mois.

84-0239 FORMATION, RECRUTEMENT ET RENDEMENT DES ENSEIGNANTS DES ÉCOLES TECHNIQUES SECONDAIRES (ÉTHIOPIE)
Université d'Addis-Ababa. Étude du rendement et de l'utilisation faite des diplômés en enseignement technique. Il s'agit également de déterminer si leur formation est suffisante pour enseigner dans des écoles techniques et professionnelles. 41 475 $ — 24 mois.

84-0246 INTERACTION ENTRE LA FAMILLE ET L'ÉCOLE (ARGENTINE)
Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales, Buenos Aires. Définir le rôle des parents, des enseignants et des dirigeants d'écoles dans l'éducation des enfants. Également, suggérer des méthodes pour améliorer les relations école-famille. 95 500 $ — 34 mois.

84-0248 INDUSTRIE RURALE (BURKINA-FASO)
Centre d'étude, de documentation et de recherches économiques et sociales de l'Université de Ouagadougou. Étude de la viabilité et du potentiel de petites industries rurales, et plus particulièrement de leurs moyens de transformation des noix de karité et des cacahuètes. 68 160 $ — 18 mois.

84-0249 PROGRÈS TECHNIQUE ET POLITIQUE RÉGIONALE (BRÉSIL)
Fundaçao de Ensino Superior de Pernambuco, Recife. Permettre à l'Université de Pernambuco de mesurer les effets des programmes d'aide industrielle sur la modernisation de la technologie dans les industries textiles, métallurgiques et pétrochimiques du Nord-Est du Brésil. 62 600 $ — 12 mois.

84-0250 ÉVALUATION DE LA CONSOMMATION ET DES SYSTÈMES DE PRODUCTION D'ÉNERGIE DANS CERTAINES RÉGIONS DE LA GUYANE*
Université de la Guyane, Georgetown. Permettre à l'Institut des études sur le développement d'évaluer la consommation d'énergie et les systèmes de production énergétique dans certaines régions. L'encourager à émettre des suggestions concernant la politique énergétique et la conservation de l'énergie. 42 800 $ — 24 mois.

84-0251 LE TRAVAIL DES ENFANTS ET LEUR ÉDUCATION DANS LES RÉGIONS RURALES DU CHILI
Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales Santiago. Étude de la relation entre le travail des enfants et le comportement à l'école en prenant en

considération divers facteurs : absentéisme, abandon des études, redoublement de classes et succès scolaires chez les enfants des familles rurales. 67 900 $ — 18 mois.

84-0252 RÉFORME FISCALE (COLOMBIE)
Fundación para la Educación Superior y el Desarrollo. Bogotá. Étude de la formulation et de la mise en application de la réforme fiscale en Colombie, ainsi que des modifications qui y ont été apportées de 1974 à 1983, afin de mettre sur pied une nouvelle réforme fiscale. 62 900 $ — 12 mois.

84-0253 POLITIQUE INDUSTRIELLE (PÉROU)
Universidad del Pacífico, Lima. Analyse de l'incidence des politiques néo-libérales imposées au secteur industriel de 1980 à 1984. 88 600 $ — 24 mois.

84-0256 POLITIQUE DE MISE EN VALEUR DU TERRAIN FORESTIER (PHILIPPINES)
Philippine Institute of Development Studies. Makati. Permettre au Center for Policy and Development Studies de l'Université des Philippines à Los Baños de terminer un programme d'études qui permettra d'établir un ensemble de politiques publiques globales et économiquement rationnelles pour la mise en valeur du terrain forestier. 44 800 $ — 24 mois.

84-0259 RESTRUCTURATION DU SECTEUR INDUSTRIEL (INDE)
Permettre à l'Indian Council for Research on International Economic Relations, New Delhi, d'élaborer plus en détail la nature et la méthodologie de l'étude qu'elle se propose de mener sur la restructuration du secteur industriel afin d'encourager les exportations. 66 000 $ — 6 mois.

84-0264 INCIDENCE SOCIO-ÉCONOMIQUE DE LA MIGRATION SUR LES FEMMES DES RÉGIONS DE DÉPART (NIGÉRIA)*
Université d'Ibadan. Permettre de déterminer l'incidence de l'émigration sur les exploitations agricoles familiales où les femmes sont chefs de famille et producteurs agricoles. 93 800 $ — 21 mois.

84-0276 LOGICIEL DE MICRO-ORDINATEUR APPLIQUÉ À LA RECHERCHE SUR LES PÊCHES ARTISANALES (CHILI)
Université catholique de Valparaiso. Mise au point d'une série de logiciels de micro-ordinateur afin d'analyser les données fournies par les programmes de recherche sur la pêche artisanale, au Chili même et ailleurs en Amérique latine. 46 475 $ — 6 mois.

84-0277 RÉSEAU DE RECHERCHE-ACTION AU SERVICE DE L'ÉDUCATION ET DU DÉVELOPPEMENT (INDONÉSIE)*
Institut pour l'éducation, l'information et la recherche socio-économique, Jakarta. Donner aux organismes de développement non gouvernementaux d'Indonésie les moyens de mener avec succès des activités de recherche-action en vue d'accroître l'impact et l'efficacité de leurs programmes de développement et d'éducation collectifs. 160 000 $ — 30 mois.

84-0281 COURS PARTICULIERS OFFERTS PAR L'UNIVERSITÉ LIBRE (INDONÉSIE)
Université libre d'Indonésie, Jakarta. Permettre au Centre pour la recherche et les services publics d'étudier divers aspects du système de cours particuliers offerts par l'Université libre afin d'améliorer la qualité et l'efficacité de ce système. 55 000 $ — 24 mois.

84-0282 PROGRAMME D'ÉTUDES EN DÉVELOPPEMENT (LESOTHO)
Université nationale du Lesotho, Roma. Aider l'Institut des études sud-africaines de l'Université à étudier les effets des modifications apportées par les enseignants aux processus d'enseignement et d'apprentissage traditionnels. 11 400 $ — 12 mois.

84-0284 ANALYSE MACROÉCONOMIQUE (PÉROU)
Universidad del Pacífico, Lima. Conception d'un modèle macroéconomique de l'économie du Pérou qui tienne compte de différents éléments structurels et institutionnels. 69 400 $ — 18 mois.

84-0285 ÉPARGNES, INVESTISSEMENT ET MARCHÉS FINANCIERS (AMÉRIQUE LATINE)
Centro de Estudios de Estado y Sociedad. Buenos Aires, Argentine. Centralisation des projets de recherche financés par le CRDI dans les domaines de l'épargne et de l'investissement financiers en Amérique latine afin d'encourager une collaboration systématique aux niveaux de l'analyse des orientations, de la théorie économique et de la recherche appliquée. 67 000 $ — 18 mois.

84-0290 RÔLE DU PRINCIPAL DANS LES ÉCOLES PRIMAIRES (LIBÉRIA)
Université du Libéria, Monrovia. Déterminer dans quelle mesure le niveau de formation offert au principal lui permet de s'acquitter des tâches qui lui incombent. 31 100 $ — 15 mois.

84-0295 ÉTUDE DES RÉFORMES ÉDUCATIONNELLES (JAMAÏQUE)
Institut de recherches socio-économiques. Université des Indes occidentales, Mona. Étude des rapports qui ont prévalu durant les périodes critiques de l'histoire jamaïquaine, et plus particulièrement ces 30 dernières années, entre l'économie, les classes sociales et l'éducation. 54 500 $ — 12 mois.

84-0296 MIGRATION ET ADAPTATION DE LA COMMUNAUTÉ (PÉROU)
Permettre au Centro Peruano de Estudios Sociales, Lima, de faire des recherches sur le développement régional et la réaction des collectivités. Ces recherches serviront à la planification et à l'implantation d'un programme au Pérou. 66 800 $ — 12 mois.

84-0299 AGRICULTURE SOUS CONTRAT (GHANA)*
Université du Ghana, Legon, Accra. Permettre au Département de sciences politiques d'étudier le système d'exploitation de trois entreprises de production d'huile de palme au Ghana. Selon ce système, une unité centrale de traitement et d'exportation

achète les récoltes des agriculteurs indépendants et leur fournit du crédit, la location d'équipement et des conseils techniques. 74 200 $ — 12 mois.

84-0300 MARCHÉS FINANCIERS (ARGENTINE) — PHASE II
Centro de Estudios de Estado y Sociedad. Buenos Aires. Permettre de poursuivre l'analyse du marché financier en Argentine et mettre au point des mécanismes permettant d'améliorer le rendement du marché et l'efficacité de la politique macro-économique. 87 600 $ — 18 mois.

84-0301 ÉVALUATION DU PROGRAMME DE FORMATION PÉDAGOGIQUE (JAMAÏQUE)*
Université des Indes occidentales. Mona. Permettre à l'École de formation de l'université de déterminer si le nouveau programme de formation pédagogique de la Jamaïque a été mis en œuvre de façon efficace et d'évaluer les compétences des enseignants diplômés. 29 700 $ — 30 mois.

84-0303 INCIDENCE DE L'ALPHABÉTISATION DES ADULTES (KENYA)*
Ministère de la Culture et des Services sociaux. Nairobi. Permettre au ministère en collaboration avec le Collège universitaire Kenyatta et l'Université de Nairobi de déterminer dans quelle mesure le programme d'alphabétisation du Kenya a une incidence sur la vie des adultes qui y participent. 59 400 $ — 24 mois.

84-0307 PROGRAMMES DE FORMATION SPÉCIALISÉE ET EMPLOI (INDONÉSIE)*
Université Kristen Satya Wacana. Salatiga. Établir le lien entre la formation spécialisée dispensée dans les écoles secondaires et les programmes d'enseignement non officiels particuliers d'une part et les débouchés qu'offre le marché du travail et la situation de l'emploi, d'autre part. 44 000 $ — 12 mois.

84-0313 TERMES DE L'ÉCHANGE DES COMMUNAUTÉS RURALES DU SRI LANKA
Marga Institute. Colombo. Fournir aux responsables sri lankais des informations sur les changements dans les revenus et le pouvoir d'achat du secteur rural. 72 600 $ — 36 mois.

84-0314 CARACTÉRISTIQUES DES ÉTUDIANTS INSCRITS AU PROGRAMME HORS-CAMPUS (MALAISIE)*
Universiti Sains Malaysia. Minden. Penang. Établir le profil des adultes inscrits au programme hors-campus et comparer les données recueillies avec leurs résultats universitaires. 55 000 $ — 24 mois.

84-0317 IRRIGATION, DÉVELOPPEMENT ET CHANGEMENTS DÉMOGRAPHIQUES (INDE)*
Université de Mysore. Examen des conséquences sociales et économiques des nouveaux modes de migration, de peuplement, d'utilisation des terres et de développement agricole dans la région d'irrigation de Tungabhadra. 84 200 $ — 24 mois.

84-0318 LE MARCHÉ LAITIER (SRI LANKA)
Université de Peradeniya. Analyse du coût et de l'efficacité de politiques et programmes visant à accroître la consommation de lait et de produits laitiers chez la population pauvre et sous-alimentée. 23 800 $ — 24 mois.

84-0320 STRUCTURE AGRAIRE ET POLITIQUE AGRICOLE AU PARAIBA (BRÉSIL)*
Universidade Federal da Paraiba. Campina Grande. Description et analyse de l'évolution de la structure agraire du Paraiba. Mesure des effets des principaux instruments de la politique fédérale dans le secteur agricole. 83 310 $ — 24 mois.

84-0325 SÉDENTARISATION DES NOMADES (MALI)*
Office malien du bétail et de la viande. Bamako. Étude du phénomène de la sédentarisation des nomades et analyse de ses répercussions aux niveaux démographique, social et économique. 78 500 $ — 21 mois.

84-0326 LE DROIT COUTUMIER ET LA FAMILLE CONGOLAISE (CONGO)*
Direction générale de la recherche scientifique et technique, Brazzaville. République du Congo. Collecte de données permettant la création d'un code familial qui tiendra compte des modes de vie actuels et anciens. 44 200 $ — 21 mois.

84-0327 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS EN MILIEU URBAIN (BOLIVIE)*
Centro de Información y Documentación para el Desarrollo Regional. Cochabamba. Analyse des caractéristiques socio-démographiques des travailleurs à leur compte ainsi que des caractéristiques économiques de leurs entreprises familiales dans les villes de La Paz, Cochabamba et Santa Cruz. 97 000 $ — 24 mois.

84-0328 AMÉLIORATION DU BÉTAIL DES PETITS ÉLEVEURS (THAÏLANDE)*
Université Kasetsart. Bangkok. Permettre à l'Université d'introduire des entreprises d'engraissement du bétail comme complément ou substitut partiel des systèmes intégrés de culture et d'élevage actuels des petits fermiers thaïlandais. 76 700 $ — 36 mois.

84-0332 ÉTUDES AGRO-INDUSTRIELLES (RIVE OCCIDENTALE)*
Université Al-Najah. Nablus. Pour lui permettre de faire un maximum de six études de faisabilité socio-économiques sur les agro-industries qui semblent le plus susceptible de stabiliser les marchés agricoles sur la rive occidentale et à Gaza. 95 500 $ — 24 mois.

84-0335 PÊCHES ARTISANALES (KENYA)
Université de Nairobi. Pour obtenir de l'information sur les problèmes de la petite industrie de la pêche en eau douce dans la région du lac Victoria et pour contribuer à définir les politiques qui favoriseraient la meilleure exploitation de cette industrie. 37 150 $ — 26 mois.

84-0337 DÉBOUCHÉS PROFESSIONNELS QU'OUVRE L'UNIVERSITÉ LIBRE (THAÏLANDE)*
Université Open Thammathirat Sukhothai, Bangkok. Permettre au Bureau de recherche sur les institutions d'évaluer dans quelle mesure les étudiants de 2e et 3e cycles utilisent adéquatement les connaissances théoriques et pratiques du programme pour faire valoir leurs compétences et leur statut professionnels. 59 900 $ — 18 mois.

84-0341 ÉVALUATION DU PROGRAMME DE FORMATION PÉDAGOGIQUE PRATIQUE (PAKISTAN)*
Fondation Aga Khan, Genève, Suisse, en collaboration avec l'Institut national de psychologie, Pakistan. Définir dans quelle mesure un programme de formation pratique influe sur la qualité de l'enseignement lorsque les diplômés reviennent à leurs écoles respectives. 41 300 $ — 13 mois.

84-0343 PROGRÈS TECHNIQUE ET UTILISATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE (AMÉRIQUE LATINE) — PHASE I*
Division des sciences sociales du CRDI. Permettre à quatre chercheurs de revoir méthodes et éléments de comparaison afin d'évaluer les effets éventuels des technologies micro-électroniques sur l'emploi, les compétences et la réorganisation des tâches dans un certain nombre d'usines. 48 000 $ — 6 mois.

84-0345 COÛTS D'OPPORTUNITÉ DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE (BANGLADESH)*
Université de Dhaka. Permettre à l'Université de déterminer les coûts et par conséquent le manque à gagner de l'enseignement primaire dispensé aux enfants d'âge scolaire vivant dans les régions du Bangladesh où le taux de fréquentation scolaire est peu élevé. 42 500 $ — 18 mois.

84-0347 LES ONG ET L'AIDE AU LOGEMENT (GLOBAL)*
Institut international de l'environnement et du développement, Londres, Angleterre. Analyse et mise en valeur du rôle actuel et éventuel des organismes non gouvernementaux dans la construction d'habitations, leur amélioration et leur entretien dans les pays en développement. 65 600 $ — 12 mois.

84-0348 PLANIFICATION ÉNERGÉTIQUE ET ÉTUDES SUR L'ÉNERGIE RURALE (INDE)
Institut de recherche énergétique Tata, New Delhi. Appui à une série de cinq cours consacrés à la planification énergétique, au développement des ressources de gaz naturel récemment découvert et aux problèmes de l'utilisation de l'énergie dans les zones rurales. 90 200 $ — 18 mois.

84-1004 RECHERCHE ÉDUCATIONNELLE EN COLLABORATION (CHILI ET CANADA)
Centro de Investigación y Desarrollo de la Educación, Santiago, Academia de Humanismo Cristiano, Santiago, et Institut d'études pédagogiques de l'Ontario, Toronto. Examen de certains problèmes éducationnels et tentatives pour trouver des solutions. 266 600 $ — 24 mois.

84-1005 GESTION DE LA CROISSANCE URBAINE (AFRIQUE)
Université de Toronto. Permettre à l'Institute for Environmental Studies de consolider et de promouvoir ses travaux de recherche en urbanisation subventionnés par le CRDI et d'améliorer la diffusion des résultats. 327 600 $ — 24 mois.

84-1021 L'ÉCHEC SCOLAIRE DANS LES CARAÏBES FRANCOPHONES (HAÏTI, MARTINIQUE ET GUADELOUPE)*
Université d'État d'Haïti, Université Antilles-Guyane de la Guadeloupe et de la Martinique et Université de Montréal. Rassemblement de données comparatives sur les échecs scolaires, incluant les aspects socio-économiques, linguistiques et l'étude des comportements. 165 700 $ — 24 mois.

84-1025 STRATÉGIE ÉCONOMIQUE (TUNISIE) — PHASE II
Ministère du Plan, Tunis, et Université de Montréal. Permettre à l'Institut d'économie quantitative du ministère et au Centre de recherche en développement économique de l'Université d'étudier plus à fond l'efficacité de la répartition des ressources en Tunisie, de poursuivre la recherche d'un modèle économique et d'étudier le marché de la main-d'œuvre. 355 000 $ — 24 mois.

84-1036 COMMERCE, PROTECTIONNISME ET RÉFORME INDUSTRIELLE (ASIE DU SUD-EST)
Institut Nord-Sud, Ottawa, et Institut des études du Sud-Est asiatique, Singapour. Étude de l'incidence sur les perspectives industrielles et commerciales des pays exportateurs du Tiers-Monde et des économies développées, des restrictions qu'imposent les économies de marché développées, en se penchant particulièrement sur l'Asie de l'Est, l'Asie du Sud-Est et l'Amérique du Nord. 417 175 $ — 18 mois.

Activités spéciales de programme

84-0106 LOI AGRAIRE ET DÉVELOPPEMENT RURAL (INDONÉSIE)
Université Hasanuddin, Ujung Pandang. Permettre à la Faculté de droit d'étudier les effets du droit agraire sur les ententes coutumières de partage de la production entre les propriétaires fonciers et les métayers dans le sud du Sulawesi. 36 000 $ — 14 mois.

84-0117 SÉCHOIRS À USAGES MULTIPLES (IRRI)
Permettre à l'Institut international de recherches sur le riz, Los Baños, Philippines, de perfectionner et d'expérimenter un prototype de système de séchage et d'entreposage à usages multiples, mis au point par l'Institut. 447 800 $ — 36 mois.

84-0128 BOURSES DE FORMATION EN RECHERCHE ÉNERGÉTIQUE — PHASE II
Permettre à la Division des bourses d'accorder, grâce aux fonds du Programme énergétique du CRDI, des bourses de formation individuelles pour aider les chercheurs et instituts de pays en développement

à entreprendre des recherches dans le domaine de l'énergie. 140 000 $ — 12 mois.

84-0186 POMPES À EAU ÉOLIENNES (ZAÏRE)*
Université de Lubumbashi, Zaïre. Permettre à la Faculté polytechnique de tester sur le terrain un prototype de pompe éolienne afin d'en évaluer la performance technique. 62 095 $ — 28 mois.

84-0222 ÉCOLES POLYTECHNIQUES EN MILIEU RURAL (KENYA)*
Permettre à l'Action Aid. Nairobi, de promouvoir la croissance et la stabilité des écoles polytechniques en milieu rural (Centres de formation professionnelle) en clarifiant leur statut juridique et leur mode d'administration. 13 340 $ — 6 mois.

84-0257 LIBERTÉ D'ASSOCIATION (ASIE)
PROCESS. Manille, Philippines. Étude de la liberté d'association en Asie : accent mis sur son importance auprès des organismes populaires. 30 800 $ — 12 mois.

84-0258 BÉLIERS HYDRAULIQUES (OUGANDA)*
Ministère des Terres, Minéraux et Ressources aquatiques, Entebbe. Permettre au ministère en collaboration avec l'Institute of Production Innovation de l'Université de Dar-es-Salaam d'évaluer le potentiel d'utilisation des «béliers hydrauliques» en Ouganda. et de mettre au point un nouveau modèle de béliers légers, de fabrication locale. 173 420 $ — 24 mois.

84-0275 POÊLE À BOIS POUR LES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS (KENYA)
Kenya Energy Non-Governmental Organizations Association, Nairobi. Mise sur pied de meilleurs appareils de cuisson et de chauffage au bois pour les institutions publiques kényennes. 137 550 $ — 36 mois.

84-0289 DÉFENSE ET DÉVELOPPEMENT EN ASIE DU SUD-EST
Institute of Southeast Asian Studies. Singapour. Apporter de nouvelles perspectives à l'analyse de la «défense et du développement économique», domaine de recherche important mais délicat. 268 960 $ — 36 mois.

84-0291 RETAIN : RÉSEAU D'ÉTUDE SUR L'INNOVATION ET L'ÉVALUATION DE LA TECHNOLOGIE RURALE (GLOBAL)*
Science Policy Research Unit de l'Université de Sussex, Angleterre, Instituto de Economía Energética, Argentine, Institut d'analyse techno-économique et des systèmes énergétiques, Université de Tsinghua, Chine, Centro de Investigaciones Sociales. Ambientales y Tecnológicas, Costa Rica et Institut asiatique de gestion, Philippines. Analyse et comparaison des méthodes d'évaluation et d'innovation de la technologie énergétique rurale dans les pays en développement. 528 500 $ — 30 mois.

84-0330 LOI SUR LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR (MALAISIE) — PHASE II
Association des consommateurs de Penang. Poursuite de l'analyse de la loi et mise en place d'une réforme dans divers domaines intéressant directement le consommateur. 70 860 $ — 12 mois.

84-0331 RÉDACTION DE GUIDES DE FORMATION
Centre international sur la physiologie et l'écologie des insectes, Nairobi. Rédaction et adaptation de guides de formation destinés à un cours sur la gestion des installations, du matériel et de l'inventaire. 86 000 $ — 12 mois.

Projets préliminaires des divisions

Outre les activités énumérées précédemment, le Centre subventionne de nombreux projets relativement modestes pour apppuyer d'une façon ou d'une autre les activités en cours des divisions, par exemple : ateliers ou séminaires visant à déterminer les recherches prioritaires dans une région ou un domaine en particulier, participation de chercheurs de pays en développement à des réunions internationales d'experts dans différentes parties du monde, consultations d'experts d'un pays à un autre dans le cadre de projets donnés.

La plupart de ces projets préliminaires couvrent les dépenses de réunions ou de consultation directement ou indirectement liées aux recherches financées par le Centre dans les pays en développement. Au cours de l'année financière écoulée, le Centre a approuvé 716 projets préliminaires au coût total de 5 441 117 $. Voici quelques exemples de projets préliminaires :

- Un symposium sur la sécheresse en Afrique, organisé en collaboration avec l'Agence canadienne de développement international et le Conseil international des unions scientifiques, afin d'étudier l'incidence de la sécheresse, ainsi que les moyens d'action concertée à long terme qu'il faudra prendre pour remédier à une telle situation.
- Un séminaire à Manille pour déterminer la façon de valoriser le rôle des femmes dans les activités d'approvisionnement en eau et d'hygiène.
- Une étude nationale sur l'introduction des poêles à bois au Guatemala, puis un atelier visant à discuter des contraintes et problèmes et à proposer une stratégie nationale en ce domaine.
- Un atelier à Dakar réunissant des rédacteurs et éditeurs de l'Afrique francophone, afin de cerner les contraintes et établir un plan de travail concernant la parution de publications savantes dans la région.
- Une conférence à Abidjan, réunissant des hauts fonctionnaires et des experts de l'Afrique de l'Ouest, afin d'étudier d'importantes questions locales en matière d'informatique et de télématique, et d'aider à la création de l'Union africaine des professionnels de l'informatique.
- Une évaluation des activités de recherche et opérations financières de l'Université Sokoine d'agriculture, en Tanzanie, afin d'aider l'établissement à mettre au point des politiques et des plans de recherche, ainsi que des méthodes de gestion efficaces, en conformité avec la politique nationale de recherche.
- Un atelier en Tanzanie, à l'intention des chercheurs de l'Afrique orientale et australe, pour discuter des questions de stockage, de traitement et d'utilisation dans les programmes d'amélioration du sorgho et du mil, échanger des connaissances scientifiques et établir des priorités pour les projets de recherche menés individuellement et en collaboration.
- Des séminaires à l'intention de chercheurs en sciences sociales et de hauts fonctionnaires du Sénégal, de la Côte d'Ivoire et de la République du Congo, afin de mieux définir les priorités en matière de développement national

et de déterminer par quels moyens le CRDI pourrait aider à atteindre les objectifs visés.

- Un atelier à Lahore (Pakistan), organisé conjointement par le CRDI et le Pakistan Council for Scientific and Industrial Research, afin de déterminer les recherches prioritaires touchant l'accroissement de l'efficacité et de la productivité des petites et moyennes entreprises dans les pays en développement.

Exposé financier et faits saillants

En 1984–1985, l'enveloppe que le Centre de recherches pour le développement international a reçue du Gouvernement du Canada a augmenté par rapport aux années précédentes. Cependant, les ressources susceptibles d'être imputées aux programmes ont été substantiellement inférieures à ce qui avait été prévu. Cette réduction a suivi l'annonce par le gouvernement, en novembre 1984, que la situation économique courante l'avait forcé à revoir le programme de l'aide publique au développement (APD) et à reconsidérer la cadence de progression de cette aide vers l'objectif de 0,7 % du produit national brut (PNB). L'objectif révisé de 1985–1986 est de 0,5 % du PNB et l'atteinte de l'objectif de 0,7 % du PNB est reportée de 1991 à 1995. Suite à cette décision, l'enveloppe du CRDI pour 1985–1986 a été réduite de 11 millions de dollars, soit à 86 millions de dollars au lieu des 97 millions prévus.

En réponse à ces changements, la direction du CRDI a modifié substantiellement certains de ses plans tant pour l'exercice de 1984–1985 que celui de 1985–1986. Les plus importantes modifications ont été les suivantes :

- réduction de 15,9 millions de dollars des affectations pour 1984–1985 ;
- élimination de 30 nouveaux postes prévus pour 1985–1986 ;
- décision de fermer deux bureaux de liaison en 1985–1986.

Le budget communiqué à la Chambre des Communes par le Ministre des Finances le 23 mai 1985 prévoit le recouvrement de 15 millions de dollars du CRDI en 1985–1986. Le CRDI discute en ce moment cette transaction avec le Gouvernement du Canada.

Au cours de l'année, la direction du CRDI a répondu à la demande du Conseil des gouverneurs de s'attarder davantage à la croissance de la Division des sciences de la santé. Les objectifs fixés dans cette optique indiquent que la part des affectations totales du CRDI revenant à cette division passera de 10 % en 1984–1985 à 11,9 % en 1985–1986 et à 18 % en 1989–1990. Il a également été décidé que le Programme de recherche sur l'énergie serait réduit et définitivement interrompu en 1987–1988.

En 1984–1985, la direction du CRDI a entrepris une étude des locaux du siège à Ottawa. Elle a fait faire une analyse coûts-avantages visant une période de 10 ans pour déterminer si le CRDI devait déménager ou non. Se fondant sur les recommandations de l'étude, le Conseil des gouverneurs a approuvé le déménagement du siège du CRDI en janvier 1987.

Revenus

La subvention du Parlement pour 1984–1985, d'un montant de 81 millions de dollars, y compris la somme de 9,1 millions de dollars affectée aux programmes de coopération, représente une augmentation de 13,6 millions de dollars comparativement à l'année précédente. Le revenu total du CRDI en 1984–1985, à l'exclusion des fonds prévus pour les contrats de recherche, s'est élevé à 84,2 millions de dollars, soit une progression de 20,2 % comparativement à 1983–1984.

Les profits des placements de 3,2 millions de dollars et les autres revenus réalisés au cours de 1984–1985 ont dépassé l'objectif fixé à 2,5 millions de dollars de 0,7 million de

dollars. Cet écart favorable s'explique surtout par une moyenne mensuelle plus élevée des placements pendant l'exercice et une moyenne réelle de rendement de 11,1 % au lieu de 9,5 % prévue. Les autres revenus proviennent des droits de licence de MINISIS, soit 126 000 $ et 18 750 $ de la vente de publications.

Le CRDI s'attend à ce que la subvention totale du Parlement aux fins des programmes réguliers pour 1985–1986 s'élève à 75,2 millions de dollars, une augmentation de 4,6 %. Il s'attend également à ce que la subvention aux programmes de coopération soit de 10,8 millions, une augmentation de 18,7 %. Les prévisions d'augmentation du revenu général du CRDI sont de 6 %.

Recherche en développement et dépenses connexes

Le CRDI s'efforce de conserver à un niveau élevé les crédits qu'il affecte à la recherche en développement et aux domaines connexes, étant donné que ces fonds vont directement au soutien de la recherche scientifique et technique des pays en développement. La recherche en développement englobe le soutien des projets du CRDI et des réseaux internationaux de recherche aussi bien que le soutien de projets définis, élaborés et gérés par des chercheurs de pays en développement. Les activités reliées à la recherche comprennent le soutien d'une bibliothèque sur la recherche en développement, qui dessert la communauté canadienne de développement ainsi que le personnel et les projets du CRDI, l'octroi de fonds pour la diffusion de l'information comme le financement de petits projets à l'appui des activités régulières des divisions de programme.

En 1984–1985, les dépenses rattachées directement à la recherche en développement ont atteint 48,9 millions de dollars, soit une augmentation de 17,8 %, tandis que les dépenses d'activités reliées à la recherche se sont élevées à 7,7 millions de dollars, en augmentation de 25,2 %.

DÉPENSES (en millions de dollars)

	Budget		Réelles							
	1986	**% du total**	**1985**	**% du total**	**1984**	**% du total**	**1983**	**% du total**	**1982**	**% du total**
Recherche en développement	$ 54.2	58.7	$ 48.9	58.1	$ 41.5	59.2	$ 34.7	58.7	$ 30.3	61.1
Activités reliées à la recherche	7.5	8.1	7.7	9.2	6.2	8.9	5.3	9.0	4.1	8.3
Services techniques et activités des bureaux régionaux	17.6	19.1	15.2	18.1	12.2	17.4	10.2	17.2	8.2	16.5
Total des dépenses de recherche et dépenses connexes	**79.3**	**85.9**	**71.8**	**85.4**	**59.9**	**85.5**	**50.2**	**84.9**	**42.6**	**85.9**
Gestion des divisions	4.2	4.6	4.0	4.7	3.3	4.7	3.0	5.1	2.3	4.6
Administration	8.8	9.5	8.3	9.9	6.9	9.8	5.9	10.0	4.7	9.5
Total général	**$ 92.3**	**100.0**	**$ 84.1**	**100.0**	**$ 70.1**	**100.0**	**$ 59.1**	**100.0**	**$ 49.6**	**100.0**

Les données ci-dessus n'incluent pas les contrats de recherche.

Services techniques et activités des bureaux régionaux

Cette catégorie comprend les coûts du personnel affecté aux programmes, dont le rôle consiste à élaborer de nouveaux projets, à suivre les projets en cours et à fournir des conseils techniques pour les projets. Elle comprend aussi les coûts des six bureaux régionaux qui

aident le CRDI à maintenir de meilleurs contacts avec les bénéficiaires des subventions et à mieux répondre aux besoins du Tiers-Monde. Le total de ces dépenses en 1984–1985 a été de 15,1 millions de dollars, une augmentation de 24,2 % par rapport à 1983–1984. Cependant, cette catégorie qui représente 18 % du total des dépenses n'accuse qu'une faible augmentation par rapport aux 17,4 % de l'année dernière.

Le nombre des professionnels de programme requis pour élaborer des projets et pour assurer les services techniques aux projets en cours est fonction du niveau des dépenses pour la recherche en développement. Étant donné que seule une croissance restreinte des programmes de recherche n'est prévue pour 1985–1986, aucune augmentation du personnel n'a été inscrite au budget. Par conséquent, cette catégorie de dépenses n'augmentera probablement que de 16,1 %, à environ 17,6 millions de dollars en 1985–1986.

Gestion des divisions

Cette catégorie de dépenses comprend les coûts opérationnels des divisions de programme du CRDI et, en particulier, les coûts de la gestion, de l'élaboration et du contrôle des programmes. En 1984–1985, ces dépenses se sont élevées à 4 millions de dollars, en augmentation de 18,4 % comparativement à 1983–1984. Elles représentent 4,8 % des dépenses totales du CRDI pour 1984–1985.

En 1985–1986, les dépenses consacrées à la gestion des divisions de programme ne devraient augmenter que de 5,2 % pour atteindre environ 4,2 millions de dollars.

Dépenses d'administration

Les opérations du CRDI, dans leur ensemble, nécessitent une politique, une direction ainsi que des fonctions administratives et de services. Ces fonctions sont assumées en l'occurrence par le Conseil des gouverneurs, les bureaux de direction, du Secrétaire et conseiller juridique, du Contrôleur général et trésorier et des Ressources humaines.

Les dépenses d'administration ont atteint 8,3 millions de dollars en 1984–1985, à savoir une augmentation de 19,6 % par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation est comparable à l'augmentation moyenne de 19,8 % des dépenses des autres catégories. Il en résulte donc que les dépenses d'administration représentent pour cet exercice, comme pour le précédent, 9,9 % des dépenses totales du CRDI.

Au cours de 1984–1985, les dépenses d'administration ont représenté 104 % du budget de 7,9 millions de dollars. Ces dépenses supplémentaires sont principalement attribuables à un changement de la méthode comptable pour le calcul de l'amortissement. Les coûts des logiciels ne sont plus imputés aux opérations. Ce changement a été fait pour refléter la vie utile d'un progiciel et aussi pour traiter de façon plus rationnelle et cohérente tant les dépenses de logiciels que leur élaboration.

Il est prévu que les dépenses d'administration se limiteront à 8,8 millions de dollars en 1985–1986, soit une augmentation de 6 % seulement, et ainsi elles passeront à 9,5 % des dépenses totales du CRDI. En réussissant à maintenir l'augmentation de ces dépenses à un niveau faible, le CRDI pourra affecter plus de fonds au financement d'activités de recherche en développement.

Contrats de recherche

Le CRDI administre des projets de recherche pour le compte d'autres organismes donateurs. Les fonds, qui sont fournis par le donateur, sont inscrits dans les livres du CRDI au moment de leur utilisation. Tout solde créditeur est porté au passif du bilan. Pour l'exercice 1984–1985, les dépenses du poste des contrats de recherche ont atteint 0,5 million de dollars.

Avoir du Canada

L'avoir du Canada a augmenté de 0,1 million de dollars pour atteindre un total de 8 millions au 31 mars 1985. De ce total, 1,3 million intéresse le fonds des programmes de coopération.

Effectifs

Au 31 mars 1985, le CRDI comptait un total de 439 postes comparativement aux 466 prévus. Les effectifs demeureront à 466 en 1985–1986, escompte-t-on. Il n'y aura pas d'augmentation de postes au siège en raison du programme de restrictions budgétaires.

Programmes de coopération

La subvention du Parlement du Canada comprend une enveloppe de 9,1 millions de dollars pour les programmes de coopération afin de soutenir la collaboration entre les chercheurs canadiens et ceux des pays en développement. Ces crédits ont été acceptés sous la réserve expresse que ces programmes n'éloigneraient pas le CRDI de ses objectifs propres, et n'engageraient pas de ressources financières ou humaines au-delà des fonds alloués à ces programmes.

En conformité avec cette convention, le CRDI a adopté une méthode d'information qui indique les dépenses directes des programmes de coopération et les sommes affectées au soutien du CRDI. La somme inscrite au poste de l'aide opérationnelle à la recherche, qui couvre les services fournis par les divisions de programme et les divisions administratives du CRDI participant aux programmes de coopération, a été calculée suivant le rapport entre les coûts de l'assistance au programme du CRDI, d'une part, et les dépenses directes aux programmes de recherche et les frais reliés à la recherche du CRDI, d'autre part.

En 1985–1986, la subvention du Parlement aux programmes de coopération s'élèvera à 10,8 millions de dollars, et devrait permettre un niveau d'affectations de l'ordre de 17,8 millions. Un état financier complet des programmes de coopération est présenté ci-après. Le solde net des revenus est à la disposition des programmes de coopération pour leurs futures activités.

	1985	1984
Revenus	**$ 9,100,000**	**$ 5,179,782**
Subvention	9,100,000	5,000,000
Intérêts	—	179,782
Dépenses	**8,754,699**	**4,334,300**
Recherche et soutien		
Programmes de coopération	3,804,074	2,351,707
Autres divisions	4,120,704	1,556,588
Dépenses de gestion générale allouées	829,921	426,005
Excédent des revenus sur les dépenses	**345,301**	**845,482**
Solde de l'exercice précédent	**1,000,118**	**154,636**
Total des fonds disponibles reportés à l'exercice suivant	**$ 1,345,419**	**$ 1,000,118**

Ce tableau reflète le changement de politique entré en vigueur le 1er avril 1984 selon lequel les revenus d'intérêt ne sont plus alloués aux programmes de coopération.

PROGRAMMES DE COOPÉRATION — RÉSUMÉ DU CENTRE

RÉSUMÉ DES AFFECTATIONS (000 $)
au 31 mars 1985

	Budget approuvé 1985–1986	Budget approuvé 1984–1985	Budget révisé 1984–1985	Affectations approuvées	Solde
Projets de coopération	**$ 14,100**	**$ 15,200**	**$ 13,780**	**$ 13,608**	**$ 172**
Sciences de l'agriculture, de l'alimentation et de la nutrition	4,000	3,100	3,400	3,352	48
Sciences de la santé	700	675	230	18	212
Sciences sociales	1,300	1,200	1,885	1,900	(15)
Sciences de l'information	800	500	900	1,267	(367)
Bourses	700	450	450	450	—
Communications	100	25	420	404	16
Programmes de coopération	6,500	9,250	6,495	6,217	278
Projets préliminaires des divisions	**$ 1,035**	**$ 1,235**	**$ 963**	**$ 923**	**$ 40**
Sciences de l'agriculture, de l'alimentation et de la nutrition	160	160	160	162	(2)
Sciences de la santé	65	35	35	29	6
Sciences sociales	130	130	130	100	30
Sciences de l'information	80	80	28	30	(2)
Programmes de coopération	600	830	610	602	8
Services techniques	**$ 1,361**	**$ 1,088**	**$ 1,088**	**$ 1,200**	**$ (112)**
Programmes de coopération	821	614	614	593	21
Autres divisions (coût imputé)	540	474	474	607	(133)
Gestion des divisions	**$ 506**	**$ 539**	**$ 539**	**$ 582**	**$ (43)**
Programmes de coopération	406	369	369	355	14
Autres divisions (coût imputé)	100	170	170	227	(57)
Administration (coût imputé)	**$ 768**	**$ 708**	**$ 708**	**$ 830**	**$ (122)**
Total	**$ 17,770**	**$ 18,770**	**$ 17,078**	**$ 17,143**	**$ (65)**

TOTAUX POUR LE CENTRE

FAITS SAILLANTS FINANCIERS (000 $)

	Budget 1985	Réels 1985	Écart en % du budget	Réels 1984	1984 vs 1985 (évolution en %)
OPÉRATIONS FINANCIÈRES					
Revenus	**$ 83,500**	**$ 84,164**	**0.8**	**$ 70,039**	**20.2**
Subvention du Parlement du Canada	71,900	71,900	—	62,400	15.2
Programmes de coopération	9,100	9,100	—	5,000	82.0
Placements et autres revenus	2,500	3,164	26.6	2,639	19.9
Dépenses	**$ 85,200**	**$ 84,055**	**1.3**	**$ 70,174**	**19.8**
Projets existants	34,600	33,690	2.6	29,132	16.0
Nouveaux projets	23,200	22,933	1.1	18,542	23.1
Bureaux régionaux et de liaison	4,300	4,456	(3.6)	3,478	28.1
Services techniques	11,200	10,676	4.7	8,704	22.7
Gestion des divisions	4,000	3,997	0.1	3,377	18.4
Administration	7,900	8,303	(5.1)	6,941	19.6
Excédent des revenus sur les dépenses (dépenses sur les revenus)	**$ (1,700)**	**$ 109**	**106.4**	**$ (135)**	**180.7**
ACTIVITÉS DE PROGRAMME					
Affectations	**$ 120,000**	**$ 102,778**	**14.4**	**$ 93,498**	**9.9**
Nouveaux projets	92,600	75,346	18.6	70,998	6.1
Bureaux régionaux et de liaison	4,300	4,456	(3.6)	3,478	28.1
Services techniques	11,200	10,676	4.7	8,704	22.7
Gestion des divisions	4,000	3,997	0.1	3,377	18.4
Administration	7,900	8,303	(5.1)	6,941	19.6
Engagements	**$ 106,900**	**$ 105,495**	**1.3**	**$ 88,011**	**19.9**
Projets	79,500	78,063	1.8	65,511	19.2
Bureaux régionaux et de liaison	4,300	4,456	(3.6)	3,478	28.1
Services techniques	11,200	10,676	4.7	8,704	22.7
Gestion des divisions	4,000	3,997	0.1	3,377	18.4
Administration	7,900	8,303	(5.1)	6,941	19.6

Les données ci-dessus n'incluent pas les contrats de recherche.

TOTAUX POUR LE CENTRE

FAITS SAILLANTS FINANCIERS (000 $)

	Budget 1986	Réels 1985	Réels 1984	Réels 1983	Réels 1982
RÉSULTATS DES OPÉRATIONS					
Revenus	**$ 88,900**	**$ 84,164**	**$ 70,039**	**$ 62,146**	**$ 50,507**
Subvention du Parlement du Canada	75,200	71,900	62,400	56,700	46,200
Programmes de coopération	10,800	9,100	5,000	2,500	1,000
Placements et autres revenus	2,900	3,164	2,639	2,946	3,307
Dépenses	**$ 92,300**	**$ 84,055**	**$ 70,174**	**$ 59,117**	**$ 49,612**
Recherche en développement	54,200	48,892	41,499	34,662	30,276
Activités reliées à la recherche	7,500	7,731	6,175	5,335	4,134
Aide opérationnelle à la recherche	21,800	19,129	15,559	13,255	10,467
Administration	8,800	8,303	6,941	5,865	4,735
Excédent des revenus sur les dépenses (dépenses sur les revenus)	**$ (3,400)**	**$ 109**	**$ (135)**	**$ 3,029**	**$ 895**
ACTIVITÉS DE PROGRAMME					
Affectations	**$ 108,800**	**$ 102,778**	**$ 93,498**	**$ 74,395**	**$ 60,784**
Nouveaux projets	78,200	75,346	70,998	55,275	45,582
Bureaux régionaux et de liaison	5,000	4,456	3,478	2,764	2,340
Services techniques	12,600	10,676	8,704	7,446	5,787
Gestion des divisions	4,200	3,997	3,377	3,045	2,340
Administration	8,800	8,303	6,941	5,865	4,735
Engagements	**$ 105,600**	**$ 105,495**	**$ 88,011**	**$ 67,842**	**$ 55,216**
Projets	75,000	78,063	65,511	48,722	40,014
Bureaux régionaux et de liaison	5,000	4,456	3,478	2,764	2,340
Services techniques	12,600	10,676	8,704	7,446	5,787
Gestion des divisions	4,200	3,997	3,377	3,045	2,340
Administration	8,800	8,303	6,941	5,865	4,735
Engagements en cours	**$ 92,800**	**$ 79,400**	**$ 64,000**	**$ 49,100**	**$ 41,380**

Les données ci-dessus n'incluent pas les contrats de recherche.

CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

NIVEAUX DES POSTES ET PRÉVISIONS

	Autorisés 1985–1986		Effectifs 31 mars 1985		Effectifs 31 mars 1984	
	Effectifs	Années-personnes	Effectifs	Années-personnes	Effectifs	Années-personnes
Divisions de programme	**310**	**309.5**	**286**	**287.25**	**265**	**264**
Sciences de l'agriculture, de l'alimentation et de la nutrition	53	52.5	51	49.5	43	43.75
Sciences de la santé	34	34	30	29	23	20.25
Sciences sociales	49	49	45	46	47	46.25
Sciences de l'information	38	38	31	31.75	26	28
Personnel rattaché aux projets	42	42	39	43.75	45	46
Programmes de coopération	18	18	17	14	12	10
Bureau de planification et d'évaluation	10	10	10	10.75	11	11.25
Bureaux régionaux et de liaison	10	10	9	9.25	8	7.75
Bourses	11	11	10	10.75	9	9
Communications	45	45	44	42.5	41	41.75
Gestion générale	**154**	**154.25**	**153**	**153.75**	**144**	**138**
Bureau de direction	19	19	20	19.5	18	13
Bureau du Secrétaire et conseiller juridique	20	19.75	21	20	20	19.25
Bureau du Contrôleur général et trésorier	93	93.5	89	93.25	87	87
Division des ressources humaines	17	17	18	16.25	15	14.5
Vérification interne	5	5	5	4.75	4	4.25
Détachements	**2**	**2**	**—**	**1.25**	**2**	**2.25**
Congé d'études/sabbatique	**—**	**1**	**—**	**—**	**—**	**—**
Total	**466**	**466.75**	**439**	**442.25**	**411**	**404.25**

Les données ci-dessus n'incluent pas les employés embauchés sur les lieux par les bureaux régionaux ni les conseillers de projets.

Responsabilité pour les états financiers

Les états financiers ont été préparés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus qui conviennent dans les circonstances. La direction assume également la responsabilité pour toutes les autres informations contenues dans le rapport annuel, qui concordent, s'il y a lieu, avec celles contenues dans les états financiers. Pour bien s'acquitter de cette responsabilité, la direction s'appuie sur des méthodes et des systèmes de contrôle financiers et gestionnels qui garantissent, de manière raisonnable, la fiabilité des informations financières, la protection des biens et l'efficacité d'exécution des activités. Le CRDI a un service de vérification interne dont les fonctions normales comprennent la révision des contrôles financiers internes et leur application.

Le Conseil des gouverneurs est chargé de s'assurer que la direction assume ses responsabilités de communication de l'information financière et de contrôle interne. Il le fait par l'entremise du Comité des finances et de la vérification, dont la majorité des membres ne sont pas des employés du CRDI. Le Comité rencontre régulièrement la direction, les vérificateurs internes et les vérificateurs externes.

Le vérificateur général du Canada fait un examen indépendant des états financiers conformément aux normes de vérification généralement reconnues et donne son opinion sur ces états. Son examen comprend une étude et une évaluation du système de contrôle du CRDI et la conduite de sondages et l'application de méthodes qui l'autorisent à faire état de la justesse de la présentation des états financiers. Le Comité des finances et de la vérification du Conseil est à l'entière disposition des vérificateurs externes.

OFFICE OF THE AUDITOR GENERAL

CANADA

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

Le Centre de recherches pour le
développement international
et
Le très honorable Charles Joseph Clark, C.P., député
Secrétaire d'État aux Affaires extérieures

J'ai vérifié le bilan du Centre de recherches pour le développement international au 31 mars 1985 ainsi que les états des résultats, de l'avoir du Canada et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Centre au 31 mars 1985 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Canada

Kenneth M. Dye, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 14 juin 1985

CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

BILAN
au 31 mars 1985

	1985	1984
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	$ 467,781	$ 292,165
Placements (note 3)	14,768,861	16,379,708
Débiteurs	444,586	685,257
Frais payés d'avance	827,819	661,244
	16,509,047	**18,018,374**
Dépôts recouvrables	435,329	182,806
Immobilisations (note 4)	3,350,611	3,501,636
	$ 20,294,987	**$ 21,702,816**
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et frais courus (note 5)	$ 9,453,247	$ 10,736,463
Fonds pour les contrats de recherches	268,100	387,985
Obligation en vertu d'un contrat de location-acquisition	69,903	58,966
	9,791,250	**11,183,414**
À long terme		
Obligation en vertu d'un contrat de location-acquisition (note 6)	275,331	345,233
Indemnités courues de cessation d'emploi	2,199,784	2,255,458
	2,475,115	**2,600,691**
	12,266,365	**13,784,105**
AVOIR		
Avoir du Canada	**8,028,622**	**7,918,711**
	$ 20,294,987	**$ 21,702,816**

Approuvé :

le Contrôleur général et Trésorier

le Président

CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

ÉTAT DES RÉSULTATS
pour l'exercice terminé le 31 mars 1985

	1985	1984
DÉPENSES		
Recherches en développement		
Subventions de projets	$ 42,698,341	$ 35,028,345
Projets du Centre	6,192,636	6,470,802
	48,890,977	**41,499,147**
Activités reliées à la recherche		
Élaboration et financement de projets	4,543,729	3,197,026
Diffusion de l'information	1,975,359	1,839,571
Bibliothèque spécialisée en recherche en développement	1,212,198	1,138,760
	7,731,286	**6,175,357**
Aide à la recherche opérationnelle		
Assistance technique	10,675,987	8,704,415
Bureaux régionaux et de liaison	4,456,076	3,477,706
Gestion des divisions	3,997,117	3,376,809
	19,129,180	**15,558,930**
Contrats de recherches	**494,900**	**436,935**
Total des dépenses de recherches et de soutien (annexe 1)	**76,246,343**	**63,670,369**
Dépenses d'administration (annexe 2)	**8,303,128**	**6,940,920**
	84,549,471	**70,611,289**
REVENUS		
Subvention du Parlement du Canada	**81,000,000**	**67,400,000**
Intérêt sur placements et autres revenus	**3,164,482**	**2,638,579**
Contrats de recherches	**494,900**	**436,935**
	84,659,382	**70,475,514**
EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES (DÉPENSES SUR LES REVENUS)	**$ 109,911**	**$ (135,775)**

CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

ÉTAT DE L'AVOIR DU CANADA
pour l'exercice terminé le 31 mars 1985

	1985	1984
AVOIR AU DÉBUT DE L'EXERCICE	**$ 7,918,711**	**$ 8,054,486**
Excédent des revenus sur les dépenses (dépenses sur les revenus)	109,911	(135,775)
AVOIR À LA FIN DE L'EXERCICE	**$ 8,028,622**	**$ 7,918,711**

CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
pour l'exercice terminé le 31 mars 1985

	1985	1984
PROVENANCE DES FONDS		
Exploitation		
Excédent des revenus sur les dépenses (dépenses sur les revenus)	$ 109,911	$ (135,775)
Postes n'impliquant aucun mouvement de fonds		
Amortissement	875,896	645,832
Radiation du logiciel	358,378	—
Indemnités de cessation d'emploi	250,893	200,514
(Gain) perte lors de l'aliénation d'immobilisations	(52,333)	365
	1,542,745	710,936
Produit de l'aliénation d'immobilisations	83,820	15,099
Augmentation des postes à court terme exception faite de l'encaisse et des placements	—	2,286,133
Obligation en vertu d'un contrat de location-acquisition	—	366,574
	1,626,565	**3,378,742**
UTILISATION DES FONDS		
Diminution des postes à court terme exception faite de l'encaisse et des placements	1,318,068	—
Acquisition d'immobilisations	1,114,735	1,315,196
Paiement d'indemnités de cessation d'emploi	306,568	347,993
Augmentation des dépôts recouvrables	252,523	29,648
Diminution de l'obligation en vertu d'un contrat de location-acquisition	69,902	21,341
	3,061,796	**1,714,178**
(DIMINUTION) AUGMENTATION DES FONDS	**(1,435,231)**	**1,664,564**
FONDS AU DÉBUT DE L'EXERCICE	**16,671,873**	**15,007,309**
FONDS À LA FIN DE L'EXERCICE	**$ 15,236,642**	**$ 16,671,873**
Constitués comme suit :		
Encaisse	$ 467,781	$ 292,165
Placements	14,768,861	16,379,708
	$ 15,236,642	**$ 16,671,873**

CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
du 31 mars 1985

1. Statuts et objectif

Le Centre de recherches pour le développement international est une société sans capital-actions, créée en 1970 par une loi du Parlement du Canada appelée la *Loi sur le Centre de recherches pour le développement international*. Le Centre a reçu une subvention annuelle du Parlement du Canada en conformité avec les Crédits 60 et 45 du ministère des Affaires extérieures, ceci pour les exercices terminés le 31 mars 1985 et le 31 mars 1984 respectivement.

Le Centre a pour objet d'entreprendre, d'encourager, de soutenir et de poursuivre des recherches sur les problèmes des régions du monde en développement et sur les moyens d'application et d'adaptation des connaissances scientifiques, techniques et autres au progrès économique et social de ces régions.

2. Principales conventions comptables

Les états financiers ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada et traduisent les conventions suivantes :

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au prix coûtant et sont amorties sur la durée estimative d'utilisation des biens. Les améliorations locatives sont amorties selon la durée des contrats de location respectifs. Les méthodes comptables et les taux annuels prévus pour l'amortissement des immobilisations sont comme suit :

	Méthode	Taux
Ordinateur	Linéaire	20 %
Améliorations locatives	Linéaire	6⅔ – 33⅓ %
Mobilier et matériel de bureau	Solde dégressif	20 %
Véhicules	Solde dégressif	30 %
Matériel sous location-acquisition	Linéaire	20 %

Dépenses de recherches

Certaines dépenses pour la recherche en développement, les activités reliées à la recherche et les contrats de recherches sont imputées aux comptes au moment du déboursé et aux échéances prévues dans les ententes contractuelles. Toute autre dépense pour la recherche est inscrite selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Contrats de recherches

Le Centre a conclu des accords lui permettant d'effectuer des recherches à contrat au nom de plusieurs organismes donateurs. Le Centre comptabilise les revenus des contrats de recherches au moment où les dépenses afférentes sont engagées. Les fonds reçus en sus des dépenses engagées pour les contrats de recherches sont indiqués sous le passif à court terme.

Coût des régimes de retraite

Les employés du Centre participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique fédérale administré par le gouvernement du Canada. L'employé et le Centre doivent cotiser au Régime. Ces cotisations représentent la totalité de la responsabilité du Centre et elles sont comptabilisées aux comptes sur une base courante.

Impôts sur le revenu

Le Centre est exempt des impôts sur le revenu.

Conversion des devises étrangères

L'actif et le passif monétaires sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. L'actif non monétaire est converti en dollars canadiens au taux de change en vigueur au moment où les transactions sont effectuées. La conversion des devises étrangères en dollars canadiens se fait selon un taux de change moyen qui est très près du taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les gains et les pertes réalisés lors des opérations de change sont imputés aux résultats de l'exercice courant.

3. Placements

Les placements constituent des dépôts et des billets à court terme et des bons du Trésor, comme suit :

	1985	1984
Banques à charte canadiennes	$ 12,194,159	$ 9,448,940
Gouvernements et entreprises gouvernementales	1,084,412	5,949,218
Entreprises commerciales	990,290	981,550
Compagnies hypothécaires et de fiducies	500,000	—
	$ 14,768,861	**$ 16,379,708**

4. Immobilisations

	1985			1984
	Coût	Amortissement cumulé	Net	Net
Ordinateur — matériel et logiciel	$ 1,803,714	$ 719,164	$ 1,084,550	$ 1,245,541
Améliorations locatives	1,775,403	1,072,452	702,951	852,480
Mobilier et matériel de bureau	1,471,662	707,264	764,398	637,476
Véhicules	684,776	271,272	413,504	328,208
Matériel sous location-acquisition	472,794	87,586	385,208	437,931
	$ 6,208,349	**$ 2,857,738**	**$ 3,350,611**	**$ 3,501,636**

Le Centre a radié la fraction non amortie de $239,415 relative aux coûts du logiciel acquis au cours des exercices antérieurs de même que les achats de logiciel de l'exercice courant au montant de $118,963. Les coûts futurs reliés au logiciel seront passés aux dépenses au moment de l'achat. L'amortissement pour l'exercice terminé le 31 mars 1985 s'établit à $875,896 ($645,832 en 1984).

5. Créditeurs et frais courus

	1985	1984
Frais courus — projets	$ 6,475,773	$ 7,491,383
Prestations accumulées de congés annuels et autres congés	1,287,894	1,421,118
Autres	1,689,580	1,823,962
	$ 9,453,247	**$ 10,736,463**

6. Obligation à long terme en vertu d'un contrat de location-acquisition

Les loyers minimums futurs s'établissent comme suit:

Exercice se terminant le 31 mars	1985	1984
1985	$ —	$ 108,636
1986	108,636	108,636
1987	108,636	108,636
1988	108,636	108,636
1989	108,636	108,636
Total des loyers minimums futurs	434,544	543,180
Moins la somme des intérêts à 13.5 %	89,310	138,981
Valeur actuelle de l'obligation	345,234	404,199
Moins la portion à court terme	69,903	58,966
	$ 275,331	**$ 345,233**

L'obligation en vertu du contrat de location-acquisition est comptabilisée selon un montant égal à la valeur actuelle des paiements minimums au titre du loyer, en utilisant le taux d'intérêt implicite de 13.5 % contenu dans le bail.

7. Contrats de location — exploitation

Le Centre a conclu différents contrats de location de bureaux, de matériel et de logement du personnel tant au Canada que dans plusieurs autres pays. En vertu des contrats de location, les engagements du Centre sont les suivants :

Exercice se terminant le 31 mars	
1986	$ 2,733,558
1987	2,048,974
1988	766,965
1989	16,300
Autre	—
	$ 5,565,797

8. Engagements contractuels — subventions de projets et élaboration

Le Centre s'est engagé à verser des subventions totalisant $79,400,000 au cours des quatre prochains exercices, à condition que le Parlement du Canada mette les fonds nécessaires à sa disposition et à condition que les récipiendaires se conforment aux modalités de

subvention des projets. Le Centre a également offert de façon officielle des subventions à des récipiendaires susceptibles de les recevoir, pour un montant total de $25,300,000 ; il attend l'acceptation de ces offres.

9. Événement postérieur à la date du bilan

Un recouvrement de $15 millions du Centre a été proposé par le projet budgétaire dont la Chambre des communes a été saisie le 23 mai 1985 par le Ministre des Finances. Cette proposition est l'objet de discussions avec le Gouvernement fédéral.

10. Éventualités

Le Centre est le défendeur dans une poursuite concernant des dommages et des frais que le demandeur prétend avoir subis. La Direction et le Conseiller juridique sont d'avis que le demandeur n'a aucun recours contre le Centre. Par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers.

Annexe 1

CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONL

DÉPENSES DE RECHERCHES ET DE SOUTIEN
pour l'exercice terminé le 31 mar 1985

	1985					1984
	Recherches en développement	Activités reliées à la recherche	Aide de la recherche opérationnelle	Contrats recherches	Total	Total
Programmess						
Sciences de l'agriculture, de l'alimentation et de la nutrition	$ 16,171,230	$ 551,041	$ 3,775,770	$ 109,590	$ 20,607,631	$ 17,852,339
Sciences sociales	11,392,867	792,641	3,187,609	74,800	15,447,917	14,286,766
Sciences de l'information	6,780,358	577,572	2,054,305	—	9,412,235	7,742,052
Sciences de la santé	6,595,751	424,162	1,884,192	75,848	8,979,953	7,308,020
Bourses	3,868,803	134,723	666,848	—	4,670,374	3,631,499
Programmes de coopération	2,356,322	501,457	947,686	—	3,805,465	2,375,303
Activités reliées aux programmes						
Bureaux régionaux, de liaison et unité de coordination	—	633,699	4,553,863	—	5,187,562	3,965,729
Diffusion de l'information	359,500	1,975,358	1,500,650	48,527	3,884,035	3,274,622
Activités des Programmes spéciaux	1,339,093	569,012	—	143,229	2,051,334	1,288,851
Bibliothèque spécialisée en recherche en développement	—	1,212,198	—	—	1,212,198	1,138,760
Liaison et relations extérieures	27,053	359,423	558,257	42,906	987,639	806,428
	$ 48,890,977	**$ 7,731,286**	**$ 19,129,180**	**$ 494,900**	**$ 76,246,343**	**$ 63,670,369**

CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

DÉPENSES D'ADMINISTRATION
pour l'exercice terminé le 31 mars 1985

	1985	1984
Traitements et prestations	$ 5,448,313	$ 4,623,727
Amortissement	692,153	358,925
Locaux	615,341	515,448
Bureaux et divers	473,652	490,853
Déplacements	457,114	414,663
Réunions des Gouverneurs	246,279	171,286
Services professionnels et spéciaux	198,149	203,285
Télécommunications	111,792	123,850
Intérêts	49,671	23,924
Assurances	10,664	14,959
	$ 8,303,128	**$ 6,940,920**

Bourses

L'objectif général de la Division des bourses est d'aider les chercheurs, gestionnaires et planificateurs à se perfectionner et à acquérir des connaissances dans les domaines scientifiques qui relèvent du mandat général du CRDI. Le programme vise à augmenter leurs capacités de recherche et ainsi à renforcer les institutions de recherche du Tiers-Monde.

La Division tend à atteindre ses objectifs en offrant diverses catégories de bourses qui peuvent varier en nature et en nombre, selon les besoins changeants, tels qu'ils sont perçus par le CRDI. Le programme s'adresse principalement aux chercheurs des pays les moins développés, et vise davantage le développement professionnel que la formation de base. Les activités se déroulent dans des institutions réputées qui sont situées, par ordre de priorité : dans la localité, la région, au Canada, ou dans un autre pays industrialisé. Les boursiers du CRDI sont censés retourner dans leur pays sitôt le temps de leur bourse terminé.

Bien que le programme vise particulièrement la formation et le perfectionnement des scientifiques et du personnel professionnel des pays en développement dans des domaines qui recoupent les principaux secteurs d'intérêt du CRDI, il s'adresse également aux spécialistes canadiens du développement ou de domaines connexes, surtout depuis que le Centre s'est engagé à mettre les compétences canadiennes au service des pays en développement grâce à un système de recherche en coopération.

Les catégories de bourses accordées en 1984–1985 étaient les suivantes :

- Bourses de recherche
- Bourses Pearson
- Bourses accordées dans le cadre des programmes
- Bourses accordées dans le cadre des projets
- Bourses « Jeunes chercheurs canadiens ».

En plus des bourses individuelles énumérées ci-dessus, le Centre a financé l'inscription à l'Académie de droit international de La Haye de 20 jeunes juristes des pays en développement.

De plus, la Division a financé 11 programmes de formation de groupe, dont les détails sont donnés dans les résumés de projet, à la page 37.

Bourses de recherche

Les bourses de recherche ont permis à des chercheurs chevronnés de pays en développement et du Canada de se livrer, pendant au plus 12 mois, à des travaux intéressant conjointement le CRDI et les chercheurs et bénéficiant à toutes les parties. Bien que l'exercice 1983–1984 a été la dernière année au cours de laquelle ces bourses ont été octroyées, la Division des bourses a dû respecter, au cours de la présente année, les engagements pris auparavant. Trois chercheurs ont donc obtenu une bourse et sont mentionnés dans la partie réservée aux résumés de projet, qui se trouve à la page 39.

Bourses Pearson

Du nom de l'ancien Premier ministre du Canada, Lester B. Pearson, qui fut président du Conseil des gouverneurs du CRDI de 1970 jusqu'à sa mort en décembre 1972, ces bourses sont offertes à de jeunes fonctionnaires de pays en développement à l'emploi de leur gouvernement depuis au moins 3 ans. Les candidats sont choisis par les missions canadiennes à l'étranger et les bureaux régionaux du CRDI. Les boursiers Pearson demeurent au Canada de 9 à 12 mois pour y suivre un programme associant un stage à des cours universitaires qui ne sont pas sanctionnés par un diplôme. Au cours de 1984–1985, 12 bourses ont été octroyées.

Shahida Akhter, Pakistan
Objet : Planification et gestion de la recherche agricole
Lieu : Station de recherches de la région des Prairies, Agriculture Canada, Morden (Canada)

D.H.K.G. Dolamulla, Sri Lanka
Objet : Analyse de politiques
Lieu : Institute of Policy Analysis (Economics and Computer Science), Université de Toronto, Toronto (Canada)

German S. Escorcia, Colombie
Objet : Principes fondamentaux des communications, de la gestion de l'information et de l'informatique
Lieu : Department of Computer Science, Université de Waterloo, Waterloo (Canada)

Jia Huan-guang, Chine
Objet : Études post-doctorales en épidémiologie
Lieu : École de médecine, Département de l'épidémiologie et de la médecine sociale, Université d'Ottawa, Ottawa (Canada)

Pamphile Kantabaze, Burundi
Objet : Sciences de la santé et santé communautaire
Lieu : Département de médecine sociale et préventive, Université Laval, Québec (Canada)

Ellard S. Malindi, Malawi
Objet : Étudiant spécial du groupe de la maîtrise en économie du développement
Lieu : Centre for Development Projects, Université Dalhousie, Halifax (Canada)

Francis Mbewe, Zambie
Objet : Étudiant spécial en économie agricole et éducation permanente
Lieu : School of Agricultural Economics and Extension Education, Université de Guelph, Guelph (Canada)

Manote Mitrsomwang, Thaïlande
Objet : Information et communication — aspects légaux
Lieu : Département des communications, Université de Montréal, Montréal (Canada)

C. Orlando Mora, Colombie
Objet : Planification et gestion, au niveau supérieur, dans le domaine du développement des pêches
Lieu : Institute of Animal Resource Ecology, Université de la Colombie-Britannique, Vancouver (Canada)

Dahuku Pere, Togo
Objet : Planification, changements et progrès — objectifs et évaluation
Lieu : Faculté des sciences de l'éducation, Université Laval, Québec (Canada)

Byas J. Poudel, Népal
Objet : Étudiant spécial du groupe de la maîtrise en économie du développement
Lieu : Centre for Development Projects, Université Dalhousie, Halifax (Canada)

Abhijit Sengupta, Inde
Objet : Étudiant spécial en administration publique
Lieu : School of Public Administration, Université Carleton, Ottawa (Canada)

Bourses accordées dans le cadre des programmes

Les bourses octroyées dans le cadre des programmes visent à augmenter les ressources en personnel des institutions de recherche du Tiers-Monde. Elles sont offertes aussi bien au personnel administratif et financier qu'aux chercheurs eux-mêmes. Les programmes de formation proposés, qui n'excèdent généralement pas 24 mois, doivent être acceptés par les institutions dont relèvent les candidats. Ils varient du stage aux cours universitaires sanctionnés par un diplôme (études supérieures, de préférence au niveau de la maîtrise). Les travaux peuvent se dérouler dans un pays du Tiers-Monde, au Canada, ou, exceptionnellement, dans un pays industrialisé autre que le Canada. Le personnel des bureaux régionaux du Centre étudie les demandes et fait les recommandations nécessaires. Après consultation avec le personnel des programmes à Ottawa, la Division des bourses donne l'approbation finale. En 1984–1985, les personnes suivantes ont obtenu une de ces bourses :

Tereso A. Abella, Philippines
Objet : Formation en génétique piscicole
Lieu : Cours de formation en génétique piscicole, Université nationale de Singapour (Singapour)

Ramon Agbayani, Philippines (SEAFDEC)
Objet : Cinquième programme de formation en aquaculture menant à une maîtrise en sciences, à l'intention d'experts dans le domaine
Lieu : Regional Lead Centre, Université des Philippines, Visayas (Philippines)

H. Ahsan, Pakistan
Objet : Programme de formation en pisciculture intégrée du NACA et du RLCC
Lieu : Regional Lead Centre, Wuxi, Province de Jiangsu (Chine)

José Fernando Araya Sánchez, Anselmo Castaneda Cowoh, Wilbert Phillips Mora, Herbert Yañez Méndez, Rafael Fajardo King, Phanor Hoyos Garcés, Jorge Pardo Tasies et Tirso Maldonado Ulloa, CATIE
Objet : Maîtrise en sciences (agriculture)
Lieu : Centre agronomique de recherche et d'enseignement, Turrialba (Costa Rica)

R.P. Arcilla, Philippines
Objet : Programme de formation en pisciculture intégrée du NACA et du RLCC
Lieu : Regional Lead Centre, Wuxi, Province de Jiangsu (Chine)

L.K.S.W. Balasuriya, Sri Lanka
Objet : Diplôme en ichtyopathobiologie
Lieu : Institute of Aquaculture, Université de Stirling, Stirling (Royaume-Uni)

Elinor Batezat, Zimbabwe
Objet : Maîtrise ès arts (études en développement)
Lieu : Institute of Social Studies, La Haye (Pays-Bas)

Geletu Bejiga, Éthiopie
Objet : Doctorat en sciences de l'agriculture
Lieu : Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides, Université agricole d'Andhra Pradesh, Hyderabad (Inde)

Cao Xin Guang, Chine
Objet : Loi économique internationale
Lieu : Faculty of Law, Université Queen, Kingston (Canada)

S.K. Chandiwana, Zimbabwe
Objet : Septième cours international de formation de groupe sur les éléments essentiels à de bonnes méthodes de lutte, au plan écologique, contre les insectes nuisibles et des vecteurs.
Lieu : Centre international sur la physiologie et l'écologie des insectes, Nairobi (Kenya)

Beatrice Chimwanza, Malawi
Objet : Atelier sur le séchage solaire des produits agricoles
Lieu : Atelier sur le séchage solaire des produits agricoles, Nairobi (Kenya)

Chuah Hean Peng, Malaisie
Objet : Formation en génétique piscicole
Lieu : Cours de formation en génétique piscicole, Université nationale de Singapour (Singapour)

Chutima Tuntikitti, Thaïlande
Objet : Cours de formation en économie des pêches
Lieu : Universiti Pertanian Malaysia, Serdang, Selangor (Malaisie)

Carlos Manuel Crespo, Équateur
Objet : Maîtrise en éducation
Lieu : Universidad Estudial de Campinas, São Paulo (Brésil)

Walter R. da Costa Porto, Brésil
Objet : Programme intégré de management pour les cadres étrangers
Lieu : École nationale d'administration publique, Université du Québec, Sainte-Foy (Canada)

Carlos V.D. da Silva, Brésil
Objet : Programme intégré de management pour les cadres étrangers
Lieu : École nationale d'administration publique, Université du Québec, Sainte-Foy (Canada)

Suhardjo Danusastro, Indonésie
Objet : Formation de chercheurs en gestion de la recherche et du développement
Lieu : Lembaga Ilmu Pengetahuan Indonesia, Jakarta, Selatan (Indonésie)

Lucas Dharma, Indonésie
Objet : Formation en génétique piscicole
Lieu : Cours de formation en génétique piscicole, Université nationale de Singapour (Singapour)

Papa El Hassan Diop, Sénégal
Objet : Maîtrise en sciences (médecine vétérinaire clinique)
Lieu : Faculté de médecine vétérinaire, Université de Montréal, Sainte-Hyacinthe (Canada)

Josefina N. Domingo, Philippines
Objet : Formation pratique en élaboration de recherches, planification de la collecte et de l'analyse des données, et programmation de base
Lieu : Department of Social Medicine and Public Health, Université nationale de Singapour (Singapour)

Mercedes L. Espinal, République dominicaine
Objet : Cours de formation sur les ménages, les sexes et les âges
Lieu : Instituto Universitario de Pesquisas, Rio de Janeiro (Brésil)

Maria L. Fernandes, Cap-Vert
Objet : Cours régional intensif en démographie
Lieu : Centre latino-américain de démographie, San José (Costa Rica)

M.W. Girthagama, Sri Lanka
Objet : Programme de formation en pisciculture intégrée du NACA et du RLCC
Lieu : Regional Lead Centre, Wuxi, Province de Jiangsu (Chine)

Isabel M.C. Guglieomone de Urioste, Bolivie
Objet : Thèse de doctorat sur les programmes ruraux de développement et d'enseignement dans l'Altiplano bolivien
Lieu : Université de Paris VII, Paris (France)

Bambang Guritno, Indonésie
Objet : Formation de chercheurs en gestion de la recherche et du développement
Lieu : Lembaga Ilmu Pengetahuan Indonesia, Jakarta, Selatan (Indonésie)

Roman Habtu, Éthiopie
Objet : Thèse de doctorat en macroéconomie
Lieu : Université du Massachusetts, Amherst (États-Unis)

Hamrolie, Indonésie
Objet : Maîtrise en sciences (économie des pêches)
Lieu : Faculty of Resource Economics and Agribusiness, Universiti Pertanian Malaysia, Serdang, Selangor (Malaisie)

Han Jin, Chine
Objet : Gestion et planification en éducation
Lieu : Programme de formation supérieure, Institut international de planification de l'éducation, Paris (France)

Hardiman, Indonésie
Objet : Formation de chercheurs en gestion de la recherche et du développement
Lieu : Lembaga Ilmu Pengetahuan Indonesia, Jakarta, Selatan (Indonésie)

Nuhu Hatibu, République unie de Tanzanie
Objet : Maîtrise en sciences (génie agricole)
Lieu : Université de Newcastle-upon-Tyne, Newcastle-upon-Tyne (Royaume-Uni)

Heng Hock Heang, Singapour
Objet : Formation en génétique piscicole
Lieu : Cours de formation en génétique piscicole, Université nationale de Singapour (Singapour)

Hong Yuping, Chine
Objet : Cours sur le système canadien de prestation de soins de santé et les principes de gestion en matière de santé, et cours d'anglais
Lieu : Université d'Ottawa, Ottawa (Canada)

Parnsri Jarimopas, Thaïlande
Objet : Formation en génétique piscicole
Lieu : Cours de formation en génétique piscicole, Université nationale de Singapour (Singapour)

Rodriguez C. Joaquin, Panama
Objet : Cours sur l'élaboration et la mise en œuvre d'activités didactiques utilisant la radiodiffusion, l'audiovisuel et l'imprimé
Lieu : Acción Cultural Popular, Bogotá (Colombie)

Kamaruzzaman bin Abu Samah, Malaisie
Objet : Maîtrise en sciences (économie des pêches)
Lieu : Faculty of Resource Economics and Agribusiness, Universiti Pertanian Malaysia, Serdang, Selangor (Malaisie)

P. Kantamaturapoj, Thaïlande
Objet : Programme de formation en pisciculture intégrée du NACA et du RLCC
Lieu : Regional Lead Centre, Wuxi, Province de Jiangsu (Chine)

Joseph Karangwa, Rwanda
Objet : Travaux de doctorat en macro-économie
Lieu : Université Laval, Sainte-Foy (Canada)

Naomi B. Katuzi, République unie de Tanzanie
Objet : Doctorat en études de programmes scolaires
Lieu : Université de Calgary, Calgary (Canada)

K. Kularatne, Sri Lanka
Objet : Programme de formation en pisciculture intégrée du NACA et du RLCC
Lieu : Regional Lead Centre, Wuxi, Province de Jiangsu (Chine)

Ketut Lana, Indonésie
Objet : Formation de chercheurs en gestion de la recherche et du développement
Lieu : Lembaga Ilmu Pengetahuan Indonesia, Jakarta, Selatan (Indonésie)

Li Hui, Chine
Objet : Formation en génétique piscicole
Lieu : Cours de formation en génétique piscicole, Université nationale de Singapour (Singapour)

Li Linjia, Chine
Objet : Maîtrise en sciences (bibliothéconomie)
Lieu : Elbourne College, Université de Western Ontario, London (Canada)

Li Sifa, Chine
Objet : Formation en génétique piscicole
Lieu : Cours de formation en génétique piscicole, Université nationale de Singapour (Singapour)

Denier St. C. Little, Jamaïque
Objet : Formation spéciale en droit maritime
Lieu : Groupe d'assistance technique, Secrétariat du Commonwealth, Londres (Royaume-Uni)

Liu Tie-Hu, Chine
Objet : Droit économique international
Lieu : Faculty of Law, Université Queen, Kingston (Canada)

Somsak Luanprida, Thaïlande
Objet : Formation en génétique piscicole
Lieu : Cours de formation en génétique piscicole, Université nationale de Singapour (Singapour)

Tri S. Martoyuwono, Indonésie
Objet : Formation de chercheurs en gestion de la recherche et du développement
Lieu : Lembaga Ilmu Pengetahuan Indonesia, Jakarta, Selatan (Indonésie)

Gervais Mbarga, Cameroun
Objet : Maîtrise ès arts (sociologie)
Lieu : Université Laval, Québec (Canada)

Moses D. Mengu, Ghana
Objet : Gestion de la recherche et du développement internationaux
Lieu : Secrétariat de l'Association mondiale des organisations de recherche industrielle et technologique, Stockholm (Suède)

Miao Wei-Min, Chine (SEAFDEC)
Objet : Cinquième programme de formation en aquaculture menant à une maîtrise en sciences, à l'intention d'experts dans le domaine
Lieu : Regional Lead Centre, Université des Philippines, Visayas (Philippines)

Maria del Carmen Midaglia, Uruguay (CIESU)
Objet : Maîtrise en sciences (sociologie)
Lieu : Instituto Universitario de Pesquisas, Rio de Janeiro (Brésil)

Yunus Mochamad, Indonésie (SEAFDEC)
Objet : Cinquième programme de formation en aquaculture menant à une maîtrise en sciences, à l'intention d'experts dans le domaine
Lieu : Regional Lead Centre, Université des Philippines, Visayas (Philippines)

I. Mudannayake, Sri Lanka
Objet : Maîtrise en sciences (bibliothéconomie)
Lieu : Institute of Library Science, Université des Philippines, Diliman, Quezon (Philippines)

S. Mutambu, Zimbabwe
Objet : Septième cours international de formation de groupe sur les éléments essentiels à de bonnes méthodes de lutte, au plan écologique, contre les insectes nuisibles et des vecteurs
Lieu : Centre international sur la physiologie et l'écologie des insectes, Nairobi (Kenya)

E.S.K. Muwanga-Zake, Ouganda
Objet : Travaux de doctorat en économie agricole
Lieu : Université d'East Anglia, Norwich (Royaume-Uni)

Thiendou Niang, Sénégal
Objet : Sciences de l'information et des communications
Lieu : Institut national des techniques de la documentation, Conservatoire national des arts et métiers, Paris (France)

I.M. Nitis, Indonésie
Objet : Formation de chercheurs en gestion de la recherche et du développement
Lieu : Lembaga Ilmu Pengetahuan Indonesia, Jakarta, Selatan (Indonésie)

Geoffrey Ochieng-Mbuye, Ouganda
Objet : Maîtrise en sciences (production et gestion agricoles)
Lieu : Université des Philippines, Los Baños (Philippines)

Akinyi W. Oyuko, Kenya
Objet : Formation en graphisme et en édition
Lieu : Institut international de recherches sur le riz, Manille (Philippines)

Paiboon Bunliputaan, Thaïlande (SEAFDEC)
Objet : Cinquième programme de formation en aquaculture menant à une maîtrise en sciences, à l'intention d'experts dans le domaine
Lieu : Regional Lead Centre, Université des Philippines, Visayas (Philippines)

Jorge B. Papadopulos, Uruguay (CIESU)
Objet : Maîtrise en sciences (sociologie)
Lieu : Instituto Universitario de Pesquisas, Rio de Janeiro (Brésil)

Park Chung-Yill, République de Corée
Objet : Billet de retour à Séoul, en Corée, à l'achèvement du cours menant à un diplôme en hygiène du travail à l'Université de Toronto (Canada)

Peng Wei-ping, Chine
Objet : Gestion et planification en éducation
Lieu : Programme de formation supérieure, Institut international de planification de l'éducation, Paris (France)

Jose D. Peralta, Panama
Objet : Cours sur l'élaboration et la mise en œuvre d'activités didactiques utilisant la radiodiffusion, l'audiovisuel et l'imprimé
Lieu : Acción Cultural Popular, Bogotá (Colombie)

Piyawat Boon-Long, Thaïlande
Objet : Recherche sur le refroidissement passif à rayonnement
Lieu : Department of Engineering, Université de Reading, Reading (Royaume-Uni)

Ieda Poernomo, Indonésie
Objet : Formation de chercheurs en gestion de la recherche et du développement
Lieu : Lembaga Ilmu Pengetahuan Indonesia, Jakarta, Selatan (Indonésie)

Ghislaine Poitevien, Haïti
Objet : Maîtrise en sciences (bibliothéconomie)
Lieu : School of Library and Information Science, Université de Western Ontario, London (Canada)

Konda Reddy, Singapour
Objet : Formation en génétique piscicole
Lieu : Cours de formation en génétique piscicole, Université nationale de Singapour (Singapour)

Priscilla Regaspi, Philippines (SEAFDEC)
Objet : Cinquième programme de formation en aquaculture menant à une maîtrise en sciences, à l'intention d'experts dans le domaine
Lieu : Regional Lead Centre, Université des Philippines, Visayas (Philippines)

Pascual Remetio, Philippines
Objet : Programme de formation en pisciculture intégrée du NACA et du RLCC
Lieu : Regional Lead Centre, Wuxi, Province de Jiangsu (Chine)

Fernando da Costa Rodrigues, Angola
Objet : Cours régional intensif en démographie

Lieu : Centre latino-américain de démographie, San José (Costa Rica)

P. Roonpliboolsopit, Thaïlande
Objet : Programme de formation en pisciculture intégrée du NACA et du RLCC
Lieu : Regional Lead Centre, Wuxi, Province de Jiangsu (Chine)

Mussi Bin Samingin, Malaisie
Objet : Programme de formation en pisciculture intégrée du NACA et du RLCC
Lieu : Regional Lead Centre, Wuxi, Province de Jiangsu (Chine)

Sanim Bunasor, Indonésie
Objet : Recherche et collecte de données dans le cadre d'un doctorat en économie forestière — Étude des industries indonésiennes technologiques et de transformation du bois, et de leur rendement économique
Lieu : Université des Philippines à Los Baños, College, Laguna (Philippines)

Anton Soedjarwo, Indonésie
Objet : Formation de chercheurs en gestion de la recherche et du développement
Lieu : Lembaga Ilmu Pengetahuan Indonesia, Jakarta, Selatan (Indonésie)

Kuntoro Soegiarso, Indonésie
Objet : Formation de chercheurs en gestion de la recherche et du développement
Lieu : Lembaga Ilmu Pengetahuan Indonesia, Jakarta, Selatan (Indonésie)

M.H.W. Soetopo, Indonésie
Objet : Formation de chercheurs en gestion de la recherche et du développement
Lieu : Lembaga Ilmu Pengetahuan Indonesia, Jakarta, Selatan (Indonésie)

Susana E. Sommer, Argentine
Objet : Cours de formation sur les ménages, les sexes et les âges
Lieu : Instituto Universitario de Pesquisas, Rio de Janeiro (Brésil)

Sudarto, Indonésie
Objet : Formation en génétique piscicole
Lieu : Cours de formation en génétique piscicole, Université nationale de Singapour (Singapour)

Sumarno, Indonésie
Objet : Formation de chercheurs en gestion de la recherche et du développement
Lieu : Lembaga Ilmu Pengetahuan Indonesia, Jakarta, Selatan (Indonésie)

Sumitr Sutra, Thaïlande
Objet : Formation et travaux en épidémiologie
Lieu : International Clinical Epidemiology Program, Université McMaster, Hamilton (Canada)

Robinson Tarigan, Indonésie
Objet : Formation de chercheurs en gestion de la recherche et du développement
Lieu : Lembaga Ilmu Pengetahuan Indonesia, Jakarta, Selatan (Indonésie)

Marvin E. Taylor, Costa Rica
Objet : Maîtrise ès arts (affaires internationales — questions de développement)
Lieu : Norman Patterson School of International Affairs, Université Carleton, Ottawa (Canada)

Gustavo da Gloria Teofilo Pioris, Mozambique
Objet : Cours régional intensif en démographie
Lieu : Centre latino-américain de démographie, San José (Costa Rica)

Matilda A. Thorpe, Gambie
Objet : Diplôme en enseignement supérieur
Lieu : Loughborough Technical College, Loughborough (Royaume-Uni)

Supattra Uraiwan, Thaïlande
Objet : Formation en génétique piscicole
Lieu : Cours de formation en génétique piscicole, Université nationale de Singapour (Singapour)

Maurício B. Valderrama Barco, Colombie
Objet : Cours de formation en limnologie
Lieu : Centro de Estudios Limnólogicos, Secretaría de Agricultura y Recursos Hidraúlicos, Mexico (Mexique)

Carlos R. Valenzuela, Bolivie
Objet : Études supérieures (doctorat) en télédétection et systèmes d'information géographique
Lieu : Laboratory for Application of Remote Sensing, Université Purdue, Lafayette (États-Unis)

Pablo Vergara, Panama
Objet : Cours sur les techniques de naissage et d'alevinage, à petite échelle, des crevettes roses
Lieu : Centre de développement des pêches de l'Asie du Sud-Est, Manille (Philippines)

Upananda Vidanapathirana, Sri Lanka
Objet : Programme de recherche (doctorat)

sur les stratégies d'industrialisation axées sur les exportations
Lieu : Institute of Development Studies, Université du Sussex, Brighton (Royaume-Uni)

C. Villegas, Philippines
Objet : Formation en génétique piscicole
Lieu : Cours de formation en génétique piscicole, Université nationale de Singapour (Singapour)

Paul K. Wainaina, Kenya
Objet : Achèvement d'une thèse de doctorat en philosophie de l'éducation
Lieu : Department of Educational Foundations, Université de l'Alberta, Edmonton (Canada)

Wang Cui-hua, Chine
Objet : Cours sur le système canadien de prestation de soins de santé et les principes de gestion en matière de santé, et cours d'anglais
Lieu : Université d'Ottawa, Ottawa (Canada)

C.F. Watimena, Indonésie
Objet : Formation de chercheurs en gestion de la recherche et du développement
Lieu : Lembaga Ilmu Pengetahuan Indonesia, Jakarta, Selatan (Indonésie)

Widyatmika, Indonésie
Objet : Formation de chercheurs en gestion de la recherche et du développement
Lieu : Lembaga Ilmu Pengetahuan Indonesia, Jakarta, Selatan (Indonésie)

Dorodjatun K. Yakiti, Indonésie
Objet : Formation de chercheurs en gestion de la recherche et du développement
Lieu : Lembaga Ilmu Pengetahuan Indonesia, Jakarta, Selatan (Indonésie)

O. Yambi, République unie de Tanzanie
Objet : Études de doctorat
Lieu : Division of Nutritional Sciences, Université Cornell, Ithaca (États-Unis)

Zultanawar, Indonésie
Objet : Formation de chercheurs en gestion de la recherche et du développement
Lieu : Lembaga Ilmu Pengetahuan Indonesia, Jakarta, Selatan (Indonésie)

Bourses accordées dans le cadre des projets

Les bourses accordées dans le cadre des projets du CRDI sont offertes à des chercheurs qui ont été ou qui seront associés à des projets du Centre. Les programmes de formation varient de cours intensifs axés sur les besoins d'un projet à des cours universitaires sanctionnés par un diplôme (études supérieures, de préférence au niveau de la maîtrise). Tout comme le programme de bourses accordées dans le cadre des programmes, les travaux peuvent se dérouler dans un pays du Tiers-Monde, au Canada, ou, exceptionnellement, dans un pays industrialisé autre que le Canada. La durée du programme n'excède généralement pas 24 mois.
Les directeurs de programme recommandent les candidats et l'approbation finale revient aux responsables de la Division des bourses.

Romano Andrande, Costa Rica
Objet : Maîtrise en sciences (chimie)
Lieu : Université de l'Alberta, Edmonton (Canada)

Rodrigo F. Cantarero, Nicaragua
Objet : Étudiant spécial en économie
Lieu : Département d'économie, Université McGill, Montréal (Canada)

Suleman A. Chambo, République unie de Tanzanie
Objet : Maîtrise en gestion de coopératives
Lieu : Université York, Downsview (Canada)

Malay Chaudhuri, Inde
Objet : Étude des techniques de culture cellulaire, des méthodes de manipulation des virus intestinaux, et des techniques de concentration des virus dans de grandes quantités d'eau traitée
Lieu : Département de microbiologie et d'immunologie, Université d'Ottawa, Ottawa (Canada)

F. Conley, Chili
Objet : Formation en évaluation et techniques d'amélioration des pêches

Lieu : Hatfield Consultants Ltd., Vancouver (Canada)

Boris Contreras del Rio, Chili
Objet : Élaboration et mise en œuvre d'un programme de formation et de transfert de technologie
Lieu : Hatfield Consultants Ltd., Vancouver (Canada)

Souleymane Coulibaly, Côte d'Ivoire
Objet : Formation en techniques documentaires, en information scientifique et dans l'utilisation de l'informatique dans ces domaines
Lieu : Université Claude Bernard, Lyon (France)

Mathew L.N. Diyamett, République unie de Tanzanie
Objet : Maîtrise ès arts (gestion de coopératives)
Lieu : Université York, Downsview (Canada)

Fabian A. Ehikhamenor, Nigéria
Objet : Doctorat en bibliothéconomie et sciences de l'information
Lieu : Université Drexel, Philadelphie (États-Unis)

Shirley Evelyn, Trinité et Tobago
Objet : Formation et orientation en sciences de l'information au Royaume-Uni, AGRIS (Vienne) et FAO (Rome)
Lieu : Association for Information Management (Royaume-Uni)

David Nicolas Herrera Pinedo, Bolivie
Objet : Maîtrise en sciences (génie forestier)
Lieu : Universidade Federal do Parana, Curitiba (Brésil)

Andres I. Hohlberg, Chili
Objet : Maîtrise en sciences (sciences de l'alimentation)
Lieu : Department of Food Sciences, Université de Guelph, Guelph (Canada)

Ennio G. Innocenti, Chili
Objet : Maîtrise en sciences (zoologie et aviculture)
Lieu : Animal and Poultry Sciences Department, Université de Guelph, Guelph (Canada)

Pato Daniel Kabore, Burkina Faso
Objet : Doctorat en économie
Lieu : Faculté des sciences économiques, Université d'Abidjan, Abidjan (Côte d'Ivoire)

Nzita Kikhela, Zaïre
Objet : Doctorat en démographie
Lieu : Département de démographie, Collège Jacques Leclercq, Université catholique de Louvain, Louvain-la-Neuve (Belgique)

P.A. Kowa, République unie de Tanzanie
Objet : Maîtrise ès arts (gestion de coopératives)
Lieu : Université York, Downsview (Canada)

John M. Micah, Ghana
Objet : Doctorat à l'Université de Cape Coast
Lieu : Science Policy Research Unit, Université du Sussex, Brighton (Royaume-Uni)

F.C. Migire, République unie de Tanzanie
Objet : Maîtrise ès arts (gestion de coopératives)
Lieu : Université York, Downsview (Canada)

Abdouba Ndongo, Sénégal
Objet : Techniques audiovisuelles
Lieu : Institut international de communication, Montréal (Canada)

Antonio B. Omay, Philippines
Objet : Quinzième cours international sur les techniques d'amélioration des plantes
Lieu : International Agriculture Centre, Wageningen (Pays-Bas)

Khasa Phambu, Zaïre
Objet : Maîtrise en sciences (foresterie)
Lieu : Faculté de foresterie et de géodésie, Université Laval, Sainte-Foy (Canada)

Morgiana Pinto Bandeira, Brésil
Objet : Maîtrise en sciences (développement rural)
Lieu : Université centrale du Venezuela, Maracay (Venezuela)

Roberto Ramos Diaz, Chili
Objet : Systèmes de polyculture (crevettes-poissons)
Lieu : Estación Experimental de Aguas Salobres (Enrique Ensenat, ingénieur), Dirección Nacional de Acuicultura, Panama (Panama)

Patricia Reyes Marchant, Chili
Objet : Élaboration et mise en œuvre d'un programme de formation et de transfert de technologie
Lieu : Hatfield Consultants Ltd., Vancouver (Canada)

Arnoldo Ruiz Valverde, Costa Rica
Objet : Doctorat (zoologie et aviculture)
Lieu : Animal and Poultry Sciences Department, Université de Guelph, Guelph (Canada)

A. Lucia Salamea Palacios, Équateur
Objet : Doctorat en sociologie
Lieu : Department of Sociology, Université de Manchester, Manchester (Royaume-Uni)

J.P. Semiono, République unie de Tanzanie
Objet : Maîtrise ès arts (gestion de coopératives)
Lieu : Université York, Downsview (Canada)

Susan A. Strasdine, Canada
Objet : Maîtrise en sciences (gestion des ressources)
Lieu : Université de la Colombie-Britannique, Vancouver (Canada)

Mutawakila A. Tiamiyu, Nigéria
Objet : Maîtrise en bibliothéconomie
Lieu : Université de Western Ontario, London (Canada)

Jorge J. Tominic, Chili
Objet : Maîtrise en sciences (aquaculture)
Lieu : Centre de développement des pêches de l'Asie du Sud-Est, Iloilo (Philippines)

Juan Carlos Uribe Banchivich, Chili
Objet : Élaboration et mise en œuvre d'un programme de formation et de transfert de technologie
Lieu : Hatfield Consultants Ltd., Vancouver (Canada)

Wang Fang-ju, Chine
Objet : Maîtrise en planification régionale et développement des ressources
Lieu : Department of Geography, Université de Waterloo, Waterloo (Canada)

Wang Jinfei, Chine
Objet : Maîtrise en géographie et télédétection
Lieu : Department of Geography, Université de Waterloo, Waterloo (Canada)

Widharto, Indonésie
Objet : Maîtrise en sciences (bibliothéconomie)
Lieu : Université des Philippines, Quezon (Philippines)

Eugenio R. Yokota Bueret, Chili
Objet : Formation en évaluation et techniques d'amélioration des pêches
Lieu : Hatfield Consultants Ltd., Vancouver (Canada)

Jeunes chercheurs canadiens

Les jeunes chercheurs canadiens sont normalement des étudiants qui poursuivent des études de doctorat dans une université canadienne. Le but de ce programme est de favoriser leur engagement dans les domaines scientifiques où œuvre le CRDI, et de leur faire prendre conscience des problèmes du Tiers-Monde. Les candidats étudiant dans les domaines suivants sont admissibles : agriculture, alimentation et nutrition, santé, information, sociologie, études politiques, économie, éducation, communications, énergie, sciences de la terre, finances, administration et autres domaines connexes. Les étudiants de maîtrise peuvent bénéficier du programme dans les domaines des sciences de la santé, des finances, de l'administration et des communications. Les études, les stages et les recherches qu'ils se proposent d'entreprendre doivent avoir lieu dans un pays du Tiers-Monde et sont d'une durée de 12 mois au maximum. Le personnel des divisions de programme du CRDI et celui de la Division des bourses choisissent ensemble les boursiers.

Michelle M.S. Carr, Canada
Objet : Travaux de doctorat en économique politique (le régime foncier urbain et les ruraux défavorisés de Quito, en Équateur) à la Faculté latinoaméricaine de sciences sociales, Buenos Aires (Argentine)
Department of Political Economy, Université de Toronto, Toronto (Canada)

Jan E. Conn, Canada
Objet : Travaux de thèse de doctorat au ministère de la Santé et du Bien-être social, Département de l'onchocercose (Guatemala) et Gorgas Memorial Library (Panama)
Botany Department, Université de Toronto, Toronto (Canada)

Josée d'Astous, Canada
Objet : Cours en médecine tropicale et parasitologie à l'Institut de médecine tropicale, Anvers (Belgique) et travaux au Rwanda
Département d'anthropologie, Université de Montréal, Montréal (Canada)

James M. Farrow, Canada
Objet : Maîtrise en sciences (santé communautaire), London School of Tropical Medicine, Londres (Royaume-Uni)

Villia M. Jefremovas, Canada
Objet : Travaux de doctorat en anthropologie au Cordillera Studies Centre, Université des Philippines, Baguio (Philippines) et à l'Institut des sciences agronomiques de Rwanda (Rwanda)
Department of Anthropology, Université de Toronto, Toronto (Canada)

Paul C. Kersey, Canada
Objet : Recherches en vue d'une thèse de doctorat (Caciques et Socialitas : politique nationale et réaction face à l'influence socio-économique extérieure) au El Colegio de Michoacán, Zamora, Michoacán (Mexique)
Department of Anthropology, Université de Toronto, Toronto (Canada)

David R. Kuhl, Canada
Objet : Étude de l'utilisation du feu au Lesotho afin de déterminer les principales causes des brûlures chez les enfants et de mettre en oeuvre un programme de formation en traitement des brûlures, en collaboration avec la Maseru School of Nursing
Université McMaster, Hamilton (Canada)

Jean L. Kuhl, Canada
Objet : Étude de l'utilisation du feu au Lesotho, afin de déterminer les principales causes des brûlures chez les enfants et de mettre en oeuvre un programme de formation en traitement des brûlures, en collaboration avec la Maseru School of Nursing
Chedoke-McMaster Hospitals, Hamilton (Canada)

Louise Lahaye, Canada
Objet : Travaux de doctorat en éducation à Cotonou (Bénin)
Faculté des sciences de l'éducation, Université de Montréal, Montréal (Canada)

Dana C. Lynge, Canada
Objet : Étude clinique des maladies infectieuses à la Ortum Mission Hospital, Kitale (Kenya)
Université McGill, Montréal (Canada)

lain R. McLellan, Canada
Objet : Évaluation, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, au Nigéria et au Canada, des projets de communications au service du développement, afin d'aider à l'élaboration d'émissions télévisées éducatives non institutionnelles au Cameroun
École supérieure des sciences et techniques de l'information, Université de Yaoundé

Kelly McParland, Canada
Objet : Étude de la censure appliquée à la presse, en comparant la présentation des nouvelles dans *The Nation*, Nairobi (Kenya) et *The Herald*, Harare (Zimbabwe)
Gemini News Service, Londres (Royaume-Uni)

Laurel Waddell, Canada
Objet : Étude de l'utilisation du feu au Lesotho, afin de déterminer les principales causes des brûlures chez les enfants et de mettre en oeuvre un programme de formation en traitement des brûlures, en collaboration avec la Maseru School of Nursing
Hospital for Sick Children, Toronto (Canada)

Dwight J. Watson, Canada
Objet : Travaux de doctorat en zoologie, sur l'épigénèse des poissons, à l'Université Hasaddin, Ujung Pandang, Sud du Sulawesi (Indonésie)
Department of Zoology, Université de Guelph, Guelph (Canada)

Publications et films

Les activités de programme de la Division des communications visent à la diffusion des résultats de recherche dans le Tiers-Monde. Les activités de support à l'intérieur du Centre commandent la publication d'une vaste gamme d'ouvrages scientifiques et techniques.

En 1984–1985, la Division a publié 42 ouvrages portant sur les nombreux domaines de recherche subventionnés par les divisions de programme du CRDI. La Division assure aussi un service d'information pour le Centre. Ce service vise à expliquer à certains publics, tant au pays qu'à l'étranger, le rôle de la recherche dans le développement. Un des éléments clés de ce service est la revue *The IDRC Reports/Le CRDI Explore/El CIID Informa* qui paraît tous les trimestres en trois langues. Elle fait connaître à ses lecteurs les travaux du Centre et fournit une tribune où sont discutées des questions vitales pour le développement. À cette revue s'ajoutent les films techniques et d'intérêt général produits par la Division.

Publications du Centre

Le lecteur trouvera à la page 83 de la section anglaise de ce rapport une liste des publications et des films produits par le Centre ou résultant directement de recherches subventionnées par ce dernier. Les titres des ouvrages sont donnés dans la langue de publication. Les catalogues des publications et des films sont fournis sur demande.

The IDRC Reports/Le CRDI Explore/El CIID Informa

Le CRDI Explore est une revue trimestrielle consacrée aux travaux financés par le Centre de recherches pour le développement international et aux activités connexes dans le domaine du développement international. Le tirage de chaque numéro est d'environ 23 500 exemplaires — éditions anglaise, française et espagnole — dont à peu près 50 % sont distribués dans les pays en développement, 30 % au Canada et le reste dans des pays industrialisés. Cette revue paraît en janvier, avril, juillet et octobre.

L'Écho

L'Écho est le bulletin du personnel du CRDI. Cette publication bilingue a pour but d'informer les employés du Centre, tant au siège social que dans les bureaux régionaux, des questions et des événements qui pourraient les intéresser.

Films

Pas à pas, 16 mm, 29 min., expose les difficultés des *campesinos* (petits paysans d'Amérique latine) et montre la façon dont des groupes de recherche latino-américains, constitués en réseau, étudient toute une gamme de questions et de techniques qui font partie intégrante du mode de vie des *campesinos*. Instruments aratoires, nourriture, techniques de construction de maisons, organisation sociale et communication ne sont que quelques-uns des sujets abordés.

Publications et textes rédigés par les cadres du Centre

Le personnel du CRDI est souvent sollicité pour participer à des ateliers et séminaires, pour prendre la parole à des conférences et pour collaborer à des revues

scientifiques. De plus, un grand nombre de projets de recherche subventionnés par le Centre débouchent sur la publication de documents, rapports ou bulletins d'information qui, bien que non publiés et distribués par le Centre, constituent une part importante des efforts déployés pour diffuser aussi largement que possible les résultats obtenus par les chercheurs. Le lecteur trouvera à la page 85 de la section anglaise de ce rapport la liste de toutes les publications parues au moment de la rédaction du présent rapport. Toute personne désireuse de se procurer des exemplaires de ces documents est priée de s'adresser à la source (auteurs, institutions, bibliothèques, librairies) ; le Centre s'efforcera cependant de fournir ces documents lorsqu'ils ne seront pas disponibles ailleurs. Les documents en voie d'épuisement seront adressés de préférence aux chercheurs des pays en développement.

Autres publications

Le lecteur trouvera également sur les pages inverses de ce rapport une liste des publications et recherches subventionnées par le CRDI ainsi que d'autres publications et textes.